

# *futuribles*

AVRIL

- ***Opinions et attitudes des Européens***
- ***Conditions de vie  
et aspirations des Français***
- ***Systèmes de valeurs et styles de vie***

**ANALYSE-PRÉVISION-PROSPECTIVE**

# *futuribles*

Revue mensuelle de l'Association Internationale Futuribles  
55, rue de Varenne, 75007 Paris, France — Tél. 222-63-10

## **COMITÉ D'ORIENTATION**

Ismail S. ABDALLA, Michel ALBERT, Serge ANTOINE, Göran BACKSTRAND, Bernard CAZES, Michel CROZIER, Jacques DURAND, François ECK, Emilio FONTELA, Claude GUILLEMIN, Paul-Marc HENRY, Bertrand de JOUVENEL, Edmond LISLE, Daniel MALKIN, Eléonora MASINI, Henri MENDRAS, Pierre MASSÉ, Aurelio PECCEI, Pierre PIGANIOL, Jean SAINT-GEOURS, Michel SALOMON, Philippe de SEYNES, Georges VEDEL.

## **DIRECTEUR**

Hugues de JOUVENEL

## **RÉDACTION**

Christine de GUEBRIANT, Guy POQUET

## **DIFFUSION**

Francine LEBLANC

**ABONNEMENT** (un an) : France, 230 FF / Etranger : 250 FF  
Envoi par avion sur demande, port en sus.

## **LE NUMÉRO : 25 F**

*Les articles signés expriment l'opinion des auteurs et pas nécessairement celle de l'Association Internationale Futuribles. Tous droits de reproduction même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.*

© Association Internationale Futuribles 1981  
SIRET : n° 784.314.940.00049 — ISSN 0183 701 X  
Commission paritaire n° 56798

**sofiac** paris - Dépôt légal N° 5176 - Avril 1981

Photos : P. Chabert p. 62 - Gamma pp. 8, 15  
G. Poquet pp. 47, 55 - Rapho pp. 34, 35, 41

Jacques-René Rabier	3	<i>Opinions et attitudes des Européens</i>
Euroforum	21	<i>L'Européen en chiffres</i>
André Babeau Ludovic Lebart	25	<i>Conditions de vie et aspirations des Français</i>
Bernard Cathelat	48	<i>Les styles de vie</i>

## ***Innovation***

Peter Pergler	65	<i>La télédiffusion interactive</i>
---------------	----	-------------------------------------

## ***Futur-informations***

71	<i>Les nouvelles de la prospective</i>
73	<i>Les actualités prospectives</i>

## ***Bibliographie***

81	<i>Analyses critiques</i>
93	<i>Comptes rendus</i>
96	<i>Vient de paraître</i>



Copyright Quino (publié en France par les Editions Jacques Glénat).

# Opinions et attitudes des Européens

*Dix années de recherches internationales comparatives*

Jacques-René Rabier (1)

*Depuis une dizaine d'années, la Commission européenne a fait faire de nombreuses études par sondage, afin de mieux connaître les opinions et attitudes des populations des neuf pays membres, auxquels s'ajoute désormais la Grèce, en attendant l'adhésion, d'ici quelques années, de l'Espagne et du Portugal.*

*Ces recherches, dont les plus connues sont celles qui sont publiées tous les six mois, depuis 1974, sous le nom d'« Euro-Baromètre », touchent en fait à des domaines extrêmement variés : en premier lieu, bien sûr, l'information et les orientations du public en ce qui concerne l'activité des institutions de la Communauté et le mouvement d'unification de l'Europe, mais aussi les « problèmes de société » dont, à un moment donné, l'étude présente un intérêt pour le travail des services de la Commission (2). Au total, plus de cent cinquante mille interviews ont été recueillies depuis 1970, portant sur plus de deux mille variables, dont certaines sont insérées*

(1) Conseiller spécial de la Commission des Communautés Européennes, Bruxelles.

(2) Au cours des six dernières années, par exemple, des enquêtes par sondage ont été faites dans des domaines tels que : la situation comparée des femmes et des hommes dans la vie professionnelle et la vie politique (1975 et 1978) ; la protection et la défense du consommateur (1976) ; la perception de la misère (1977) ; l'attente de l'âge de la retraite (1979) ; le chômage et la recherche d'un emploi (1979) ; le développement scientifique et technique (1977 et 1979) ; la famille et l'enfant (1980) ; le développement socio-économique des régions (1980) ; la perception par les femmes salariées de discriminations dans le travail (1980) ; etc...

dans chaque sondage, tandis que d'autres reviennent avec une périodicité plus longue. Un ensemble de données d'une richesse exceptionnelle est ainsi placé à la disposition des chercheurs en sciences sociales, librement accessible auprès de l'Université de Louvain, pour l'Europe, et de l'Université du Michigan, pour l'Amérique du Nord (3). Ces données sont de plus en plus largement utilisées ; elles servent de base de référence pour de nombreuses comparaisons dans le temps et dans l'espace (4).

Sans entrer ici dans le détail des diverses recherches en cours, ni prétendre en dresser prématurément une synthèse, nous présentons quelques résultats obtenus dans deux domaines : l'étude du sentiment de satisfaction/insatisfaction à l'égard de la vie que l'on mène, d'une part, et, à l'égard du fonctionnement de la démocratie dans son propre pays, d'autre part (5).

Les motifs de cette recherche sont nombreux : on peut formuler l'hypothèse que les attitudes et comportements politiques ne sont pas sans relation avec le sentiment de satisfaction ou d'insatisfaction ; mais, d'autre part, on sait maintenant que les relations sont plus faibles et beaucoup plus complexes qu'on ne le croyait jusqu'à présent entre les conditions objectives qu'observe l'historien, le sociologue, l'économiste ou le statisticien et la satisfaction (ou l'insatisfaction) subjective ressentie et exprimée par l'individu.

En fait, on parle de plus en plus de « qualité de la vie », mais on sait encore peu de choses sur les divers aspects de cette qualité de la vie, sur les variables qui interfèrent dans la formation et la transformation des perceptions, attitudes et comportements correspondants (6).

---

(3) Archives belges en sciences sociales, Louvain-la-Neuve, Belgique, et Inter-University Consortium for Political and Social Research, Ann Arbor, U.S.A.

(4) Par exemple, tel institut de recherche européen s'efforcera, pour ses propres travaux, d'utiliser la même formulation de question pour avoir un point de comparaison dans le temps ; autre exemple, un centre de recherche américain ou japonais fera en sorte, lui aussi, de poser la même question pour avoir une base de comparaison dans l'espace.

(5) Le lecteur qui souhaiterait mieux comprendre l'orientation de ces recherches pourra se référer au livre de Ronald Inglehart. — *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles Among Western Publics*. — Princeton University Press, 1977.

(6) De nombreux travaux ont été faits à ce sujet aux Etats-Unis, depuis une vingtaine d'années, mais encore relativement peu en Europe. Voir notamment Campbell, Angus, Philip E. Converse and Willard L. Rodgers. — *The Quality of Life ; Perceptions, Evaluation and Satisfaction*. — Russell Sage, New York, 1976.

## La satisfaction de la vie (7)

Cet indicateur exprime un sentiment général et diffus qui est comme la résultante d'une multitude de perceptions (directes ou indirectes) et d'évaluations (explicites ou implicites) relatives à divers aspects de la réalité vécue (famille, santé, travail, loisirs, revenus, etc.) et aux aspirations correspondantes de la personne interrogée.

La stabilité à travers le temps de ce sentiment dans la population d'un pays déterminé, ainsi que les différences entre pays, est frappante. Sans changement notable depuis 1973 (sauf en Irlande), les « petits » pays de la Communauté (Danemark, Pays-Bas, Belgique, Irlande et Luxembourg) expriment un degré de satisfaction nettement plus élevé que les « grands » pays. Parmi ces derniers, le Royaume-Uni, devançant largement l'Allemagne, est relativement bien placé, tandis que la France et l'Italie occupent les deux derniers rangs.

Voici, à titre d'exemple, selon le pays, la variation, depuis l'automne 1973, du pourcentage des personnes interrogées qui se disent « très satisfaites » de leur existence, ainsi que le détail des réponses recueillies en avril 1980 (Voir tableau 1 et 2).

Une analyse multicritère, tenant compte des interactions entre dix variables dites « explicatives », montre qu'après la nationalité, qui vient — et de loin — au premier rang, les principaux prédicteurs de la satisfaction générale sont : le revenu, la pratique religieuse, la profession et l'âge (8).

Les individus dont les revenus se situent dans le quartile supérieur de la distribution nationale, de même que les plus pratiquants du point de vue religieux et les travailleurs non manuels, sont les plus satisfaits de leur vie. La relation avec l'âge n'est pas univoque ; en général, il semble que les plus satisfaits de leur vie sont relativement plus nombreux parmi les plus jeunes (15-24 ans) et parmi les gens déjà avancés dans la vie (45-65 ans). Le sexe n'apparaît pas comme une variable discriminante.

Le tableau 3 montre, selon la catégorie de revenu, le pourcentage des personnes qui se disent « très satisfaites » de la vie qu'elles mènent.

Sans entrer ici dans trop de détails, on peut, avec Inglehart, avancer l'hypothèse que le sentiment *général* de satisfaction ou d'insatisfaction de

---

(7) Question : « Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas satisfait du tout de la vie que vous menez ? » (Voir notamment l'*Euro-Baromètre* n° 13, juin 1980, pp. 2-6 et annexe pp. A5-A14).

(8) Voir J.-R. Rabier - *Femmes et hommes d'Europe en 1978*, Bruxelles, 1979.

Tableau 1 — Le sentiment général de satisfaction de la vie dans les pays de la Communauté européenne de 1973 à 1980  
( % des personnes interrogées se disant « très satisfaites »)

	B	DK	D	F	IRL	I	L	NL	UK (1)	CE (2)
1973 septembre	43	51	16	19	53	8	40	41	33	21
1975 mai	39	51	13	16	36	7	26	33	33	20
oct.-nov.	36	36	14	15	40	9	39	34	29	19
1976 mai-juin	36	49	19	15	34	7	30	41	28	20
nov.-déc.	40	50	22	10	37	9	31	38	28	20
1977 avril-mai	38	54	19	11	38	9	39	38	29	20
oct.-nov.	46	52	24	13	42	8	38	44	31	22
1978 mai-juin	37	54	21	12	40	10	40	46	33	22
oct.-nov.	46	57	20	11	41	9	34	44	32	22
1979 avril	42	51	24	10	37	9	33	46	27	21
1980 avril	34	55	17	10	34	10	35	47	34	21
Moyenne	40	51	19	13	39	9	35	41	31	21
Écart type	4	5	4	2	5	1	5	5	2,5	1
Rang de classement des pays sur la totalité de la période	3	1	7	8	4	9	5	2	6	
Nombre de personnes interrogées	11 820	11 288	12 026	14 263	11 205	12 716	3 365	11 528	15 521	103 833

(1) Grande-Bretagne seulement en 1973.

(2) Moyenne pondérée suivant l'effectif de la population âgée de 15 ans et au delà dans chaque pays.

la vie que l'on mène est déterminé :

- *au niveau collectif*, par l'acquisition, dès le plus jeune âge, d'une culture sociale, c'est-à-dire d'un ensemble de connaissances, de sentiments et de valeurs qui contribuent à former l'identité de chacun, et notamment l'image qu'il se fait de sa nation et de son peuple ;
- *au niveau individuel*, par les comparaisons que fait chacun, de façon plus ou moins consciente, dans un certain nombre de domaines auxquels un degré relativement élevé d'importance est attaché, entre sa propre situation et diverses bases de référence, parmi lesquelles la plus déterminante est probablement son propre niveau d'aspiration (9).

(9) Voir notamment : Ronald Inglehart.- op. cit, pp. 125-126.

Tableau 2 — La satisfaction de la vie que l'on mène  
(avril 1980)

	B	DK	D	F	IRL	I	L	NL	UK	CE (1)
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Très satisfait	35	55	17	10	34	10	35	47	34	21
Plutôt satisfait	53	40	68	60	52	54	57	48	52	57
Plutôt pas satisfait	8	4	11	22	11	27	7	4	9	16
Pas satisfait du tout	3	1	2	8	3	9	—	1	5	5
Sans réponse	1	—	2	—	—	—	1	—	—	1
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Indice (2)	3.20	3.50	3.02	2.73	3.17	2.65	3.27	3.41	3.17	2.95
Rang des pays	4	1	7	8	5	9	3	2	5	

(1) Moyenne pondérée.

(2) Calculé en affectant le nombre des réponses « très satisfait », « plutôt satisfait », « plutôt pas satisfait » et « pas satisfait du tout » des coefficients 4, 3, 2 et 1 respectivement, et en divisant le total, obtenu en additionnant les quatre termes, par le nombre des réponses effectives, non-réponses exclues.

Tableau 3 — Le sentiment général de satisfaction de la vie selon le  
revenu de la famille

(% des personnes interrogées dans chaque catégorie de revenus  
se disant « très satisfaites ») (1)

	B	DK	D	F	IRL	I	L	NL	UK	EC (2)
Revenus bas	26	49	16	5	25	5	35	38	31	17
Revenus moyens inf.	24	50	11	10	31	9	29	51	30	16
Revenus moyens sup.	36	53	15	10	33	9	39	48	34	21
Revenus élevés (Non déclarés)	36 (41)	62 (57)	21 (20)	13 (11)	47 (32)	17 (9)	22 (58)	52 (44)	41 (33)	27 (24)
Ensemble	34	55	17	10	34	10	35	47	34	21
Nombre de personnes interrogées	1009	994	1009	993	1008	1116	300	999	1454	8881

(1) Derniers résultats disponibles : Euro-Baromètre n° 13, avril 1980. Eu égard à la taille des échantillons, les résultats concernant le Luxembourg sont présentés à titre purement indicatif. Pour chacun des autres pays, des différences inférieures à 8 ou 9 points, entre les pourcentages correspondant aux niveaux de revenu, sont peu significatives.

(2) Moyenne pondérée.

La stabilité dans le temps de ce sentiment de satisfaction générale, au sein d'une culture déterminée, peut s'expliquer par le fait qu'il s'agit, pour chaque individu, de la résultante de multiples comparaisons faites simultanément, dans des domaines distincts, entre la situation perçue et les aspirations représentées. D'une part, en effet, la balance négative, à un moment donné, dans tel ou tel domaine (vie affective, activité professionnelle, niveau de vie, considération sociale, etc...), pourra être compensée par une balance positive dans un autre domaine. D'autre part, si l'équilibre global entre la perception de la situation et le niveau des aspirations se trouve rompu à un moment donné, l'individu dispose de deux moyens pour s'ajuster aux circonstances : ou bien il peut abaisser son niveau d'aspirations aux conditions de son existence, ou bien il peut modifier l'importance relative qu'il attache à tel ou tel domaine de ses conditions d'existence.

De ce fait, les différences, entre groupes sociaux, parmi les individus partageant une même culture (nationale, par exemple), dans l'intensité de ce sentiment de satisfaction générale, ont tendance à rester très faibles ; mais il n'est pas surprenant que le niveau du revenu de famille soit, dans nos sociétés marchandes, un indicateur significatif.



Quant aux différences entre cultures (nationales), qui — rappelons-le — sont beaucoup plus fortes que les différences à l'intérieur de chaque culture, elles peuvent s'expliquer par le fait que l'histoire a façonné et continue à façonner de façon distincte les images qu'un peuple a de lui-même et des autres. Les Danois ne se voient pas, dans l'histoire des hommes ni dans l'humanité vivante, comme se voient les Irlandais, les Français ou les Italiens... Cela vaut en ce qui concerne le sentiment de satisfaction générale de la vie, ici étudié, aussi bien que la confiance que l'on accorde à son propre peuple (10).

La combinaison de ces deux types de variables — celles qui agissent au niveau individuel et celles qui agissent au niveau collectif — rend compte du fait que la satisfaction moyenne devant la vie que l'on mène peut être du même ordre de grandeur dans des pays aussi différents que l'Irlande, la Belgique et les Pays-Bas, ou encore du fait que les Danois du quartile inférieur dans la répartition des revenus sont plus satisfaits de *leur* vie que ne le sont de la leur les individus qui, dans presque tous les autres pays de la Communauté européenne, se classent dans le quartile supérieur des revenus.

Il y a là un champ d'étude extrêmement vaste et encore insuffisamment exploré. En effet, au niveau collectif, il est important de savoir, compte tenu de la tendance à la stabilité que nous avons observée, dans quelles conditions cette situation d'équilibre se trouve perturbée par certains événements. Au niveau individuel, d'autre part, il conviendrait d'attacher une importance toute particulière aux catégories d'individus qui choisissent les codes de réponses extrêmes, et notamment à ceux qui se disent « pas satisfaits du tout » de la vie qu'ils mènent (11).

## ***La satisfaction de la démocratie***

Une autre dimension du sentiment de satisfaction/insatisfaction que nous explorons systématiquement est la satisfaction socio-politique, et notamment la satisfaction du fonctionnement de la démocratie dans son propre pays (12).

---

(10) Voir sur ce dernier point l'*Euro-Baromètre* n° 14, publié en janvier 1981.

(11) Des analyses exploratoires, menées notamment par le Professeur Jean Støetzel, montrent que le sentiment d'insatisfaction de la vie est fortement lié à la conscience d'une impossibilité d'atteindre les valeurs auxquelles on aspire, c'est-à-dire à la perte du sens. Cf. Jean Støetzel. - *The European Value System : report of the pilot study. Faits et Opinions.* - Paris, 31 octobre 1980. (Document de travail non publié).

(12) Question : « Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas satisfait du tout du fonctionnement de la démocratie (dans votre pays) ? »

Sur ce dernier item, nous avons une série assez continue depuis 1973, qui nous a permis d'observer à la fois des différences très fortes entre pays et des changements dans certains pays.

En 1973, le pourcentage des « satisfaits » l'emportait sur celui des « non-satisfaits » en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Irlande : encore quatre « petits » pays. En 1980, l'Allemagne est, après le Luxembourg, le pays où la satisfaction est la plus forte ; c'est aussi celui où la satisfaction a le plus augmenté. La Belgique a rejoint la France et l'Italie dans le groupe des pays où l'insatisfaction l'emporte sur la satisfaction (Voir tableau 4).

Tenter d'expliquer comment se forme et se transforme le sentiment de satisfaction (ou d'insatisfaction) à l'égard du fonctionnement de la démocratie nécessiterait la prise en compte de beaucoup plus de variables que nous n'en disposons. Néanmoins, les analyses ont montré, une fois encore, que la nationalité est —*de loin*— le prédicteur le plus puissant. Viennent ensuite : le système de valeurs (ici mesuré par l'option dite

Tableau 4 — La satisfaction du fonctionnement de la démocratie (1)  
(en %)o

	Septembre 1973			Octobre 1980		
	Satisfaits	Non satisfaits	Différence	Satisfaits	Non satisfaits	Différence
	%o	%o	%o	%o	%o	%o
Belgique	62	32	30	34	51	-17
Luxembourg	52	37	15	77	22	55
Pays-Bas	52	38	14	51	45	6
Irlande	55	43	12	48	46	2
France	41	46	-5	36	52	-16
Danemark	45	53	-8	60	35	25
Royaume-Uni (2)	44	54	-10	51	43	8
R.F.A.	44	55	-11	73	21	52
Italie	27	72	-45	21	77	-56
Communauté (3)	48	46	2	53	45	8

(1) Les pays sont ici classés suivant l'ordre décroissant de la différence entre « satisfaits » et « non-satisfaits » en 1973.

(2) Non compris Irlande du Nord en 1973.

(3) Moyenne pondérée.

« matérialiste » versus l'option « post-matérialiste », selon la terminologie de Ronald Inglehart), la pratique religieuse et la mobilisation cognitive (13).

Ces diverses variables agissent normalement, dans le cadre d'un système politique donné, sur les comportements des individus, en tant que citoyens et électeurs. En d'autres termes, le sentiment de satisfaction ou d'insatisfaction quant au fonctionnement de la démocratie n'est rien d'autre qu'un indicateur. Une analyse plus approfondie, *a fortiori* une modélisation de nos systèmes politiques, requiert, selon nous, deux démarches de recherche : l'une portant sur l'évolution simultanée des principales variables intervenantes, c'est-à-dire la mobilisation cognitive et les systèmes de valeurs (14) ; l'autre sur la relation entre satisfaction/insatisfaction socio-politique et préférence partisane.

Ces deux démarches peuvent être distinguées dans une stratégie de recherche analytique, mais il est évident qu'elles doivent être menées en convergence, tant du point de vue théorique que pour la validation empirique des hypothèses et pour l'élaboration d'un modèle explicatif (et si possible prédictif).

### ***Vers une typologie des orientations socio-politiques***

De nombreuses analyses nous ont montré que, dans divers domaines de la vie socio-politique et dans chacun de nos pays, les comportements et les attitudes étaient déterminés, plus encore que par le niveau d'instruction, la profession ou le revenu, par trois caractéristiques de l'individu, considéré comme citoyen.

En premier lieu, l'analyse montre — et l'expérience confirme — que la petite minorité des individus qui sont en faveur d'un changement radical de « toute l'organisation de notre société par une action

---

(13) Voir « Satisfaction et insatisfaction quant aux conditions de vie dans les pays de la Communauté européenne ». - Bruxelles 1974, pp. 58-66 ter. Avec Inglehart, nous désignons comme « matérialistes » ceux qui admettent plutôt comme objectifs prioritaires de la société la défense de l'ordre public et l'amélioration des conditions matérielles de l'existence, et comme « post-matérialistes » ceux qui donnent plutôt la préférence à la liberté d'expression et à la participation des citoyens. Quant à la mobilisation cognitive, ici mesurée par un indice de leadership, elle correspond à une certaine propension à discuter de politique et à essayer de convaincre les autres.

Voir notamment sur ces concepts et sur leur valeur opérationnelle le livre de Ronald Inglehart. - *The Silent Revolution*. - op. cit., chap. 2 et pp. 337-341.

(14) Nous laissons délibérément de côté, au stade actuel de la recherche, et surtout s'agissant d'une recherche internationale, la pratique religieuse ; cette variable, en effet, soulève des problèmes extrêmement complexes de mesure et d'interprétation. Par contre, nous prenons en compte, comme on va le voir, l'option (ou la non-option) en faveur d'une action de type révolutionnaire pour changer la société.

révolutionnaire » se distingue très fortement des autres. Cette minorité compte pour environ 7 %, en moyenne, dans les pays de la Communauté européenne : 2 à 3 % en Allemagne et au Danemark ; 9 à 10 % en France, en Italie et en Grèce.

Parmi les autres, donc la grande majorité, les clivages résultent principalement :

- de la « mobilisation cognitive » de l'individu, c'est-à-dire de son aptitude, qui s'accroît avec le niveau d'instruction, à acquérir et à traiter de l'information relative à des objets relativement abstraits, complexes ou lointains ; cette aptitude favorise une vision plus large des choses, un « élargissement des horizons » (15).
- de la préférence donnée à des valeurs de type « matérialiste » ou « post-matérialiste », c'est-à-dire orientées plutôt vers la satisfaction des besoins de subsistance et de sécurité physique ou vers celle de besoins d'ordre supérieur (16).

Finalement, notre typologie, qui a le mérite d'offrir un cadre d'analyse relativement stable et valable pour chacun des pays de la Communauté européenne, se présente comme dans le graphique ci-contre (17).

Bien entendu, nous avons étudié la relation entre cette typologie des « orientations », c'est-à-dire à la fois des systèmes de valeurs (y compris l'option révolutionnaire) et de la mobilisation cognitive, avec la variable

---

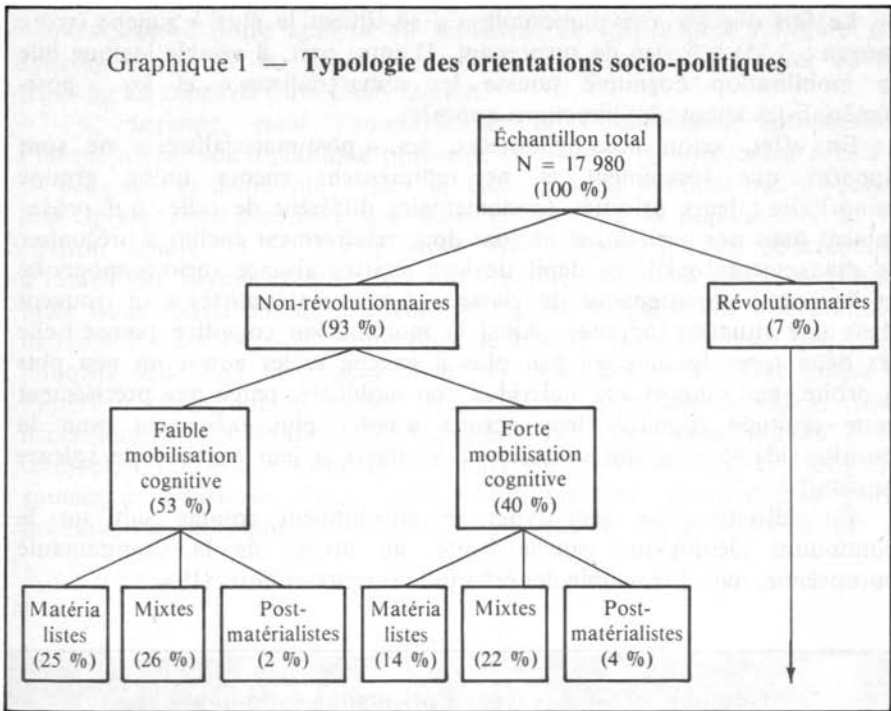
(15) Voir l'étude classique de Daniel Lerner. - *The passing of Traditional Society*. - New York, Free Press, 1958.

(16) On sait que, conformément à la hiérarchie de Maslow, les individus qui ont satisfait leurs besoins de subsistance et de sécurité physique ont tendance à ressentir des aspirations d'appartenance et d'épanouissement personnel. Ces systèmes de valeurs prioritaires tendent à se cristalliser au cours de l'adolescence et changent relativement peu par la suite. Par conséquent, l'importance relative accordée aux besoins de subsistance ou à des besoins d'ordre supérieur constitue une caractéristique relativement constante, et pas seulement une réaction aux stimulations de l'environnement immédiat. Dans une situation donnée, certains individus — les « matérialistes » — auront tendance à s'attacher principalement à la recherche de leur sécurité économique et physique, alors que d'autres — les « post-matérialistes » — mettront davantage l'accent sur l'appartenance au groupe et sur des objectifs intellectuellement plus élaborés. Il s'ensuit que, *tout à fait indépendamment de leur niveau de mobilisation cognitive*, les « post-matérialistes », qui constituent une minorité plutôt jeune et « progressiste », sont plus enclins à s'intéresser à des objets relativement distants, complexes et abstraits, et à manifester dans de nombreux domaines de l'activité humaine, notamment en politique, des attitudes très différentes de celles des « matérialistes ».

La formulation de cette hypothèse et sa vérification empirique sont présentées avec beaucoup plus de détail dans le livre cité, du Professeur Ronald Inglehart *The Silent Revolution*. Curieusement, ce livre qui a déjà été traduit en allemand et en japonais, n'a pas encore fait l'objet de discussions approfondies en langue française.

(17) Cette analyse a été faite, en collaboration avec Ronald Inglehart et Bruno Roche, sur les échantillons cumulés des *Euro-Baromètres* n° 7 (avril-mai 1977) et n° 8 (octobre-novembre 1977), soit au total près de 18 000 cas.

Graphique 1 — Typologie des orientations socio-politiques



idéologique la plus couramment admise dans les démocraties libérales : l'auto-positionnement des individus sur la dimension gauche/droite (18).

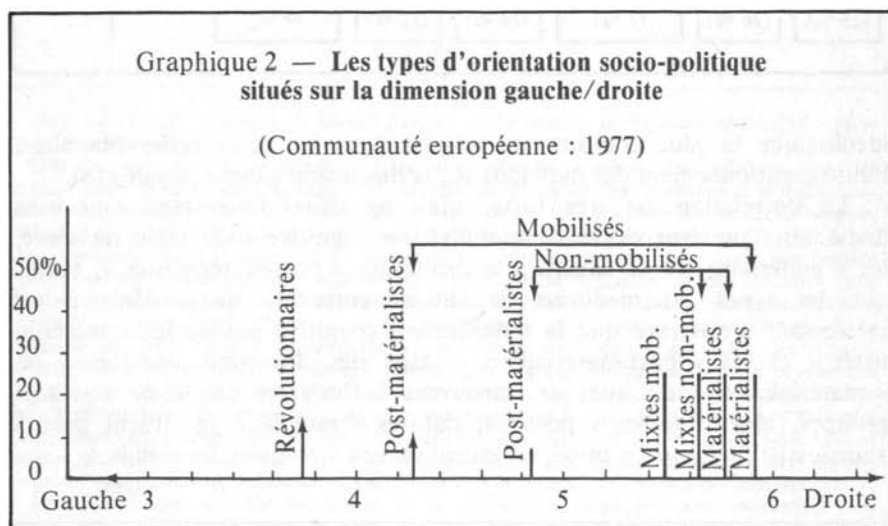
La corrélation est très forte, mais les deux dimensions sont bien distinctes. Que leur degré de mobilisation cognitive soit faible ou élevé, les « matérialistes » se situent à la droite des « post-matérialistes », tandis que les types intermédiaires se situent entre les deux. Mais il est intéressant d'observer que la mobilisation cognitive pousse les « matérialistes » et les « post-matérialistes » dans des directions opposées : les « matérialistes » mobilisés se retrouvent à l'extrême droite de nos sept groupes, alors que les « post-matérialistes » mobilisés se situent plus à gauche que tout autre groupe, à l'exception des « révolutionnaires ».

(18) Question : « A propos de politique, les gens parlent de « droite » et de « gauche ». Vous-même, pourriez-vous situer votre position sur cette échelle ? ». L'enquête est ainsi invitée à se positionner sur une échelle divisée en 10 cases numérotées de 1 (Gauche) à 10 (Droite). Environ 85 %, en moyenne, des personnes interrogées acceptent de se situer sur cette dimension.

Le fait que les « révolutionnaires » se situent le plus à gauche (score moyen : 3,75) n'a rien de surprenant. D'autre part, il semble logique que la mobilisation cognitive pousse les « matérialistes » et les « post-matérialistes » dans des directions opposées.

En effet, selon nos hypothèses, les « post-matérialistes » ne sont apparus que récemment et ne représentent encore qu'un groupe minoritaire ; leurs priorités fondamentales diffèrent de celles qui prédominent dans nos sociétés, et ils sont donc relativement enclins à préconiser le changement social, en dépit de leur relative aisance socio-économique et de leur « appartenance de classe ». Les « matérialistes » se trouvent dans une situation opposée. Ainsi la mobilisation cognitive pousse-t-elle les deux types les uns un peu plus à gauche et les autres un peu plus à droite, par rapport aux individus non mobilisés, parce que précisément cette aptitude cognitive leur permet d'opter plus facilement pour la position idéologique qui correspond le mieux à leur système de valeurs respectif.

En définitive, les sept types se positionnent comme suit sur le continuum idéologique gauche/droite, au niveau de la Communauté européenne, dans l'ensemble des échantillons représentatifs (19) :



(19) Voir Ronald Inglehart et J.-R. Rabier. - « Economic Uncertainty and European Solidarity. Public Opinion Trends ». - *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, (Philadelphia) Nr. 440, Nov. 1978, pp. 66-97.

Revenant à notre analyse du sentiment de satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie, nous pouvons désormais situer où se trouvent les zones de forte insatisfaction.

En moyenne, pour l'ensemble de la Communauté européenne, l'insatisfaction socio-politique profonde est — rien de surprenant à cela ! — deux fois et demie plus répandue dans la petite minorité qui proclame son option révolutionnaire que dans le reste de la population : 35 % environ contre 15 %. On pourrait être surpris que ce pourcentage d'insatisfaits parmi les minorités révolutionnaires ne fût pas plus grand. Mais nous constatons qu'il atteint près de 63 % parmi les « révolutionnaires » d'Italie et 55 % parmi ceux de France. Il semble bien que cette minorité soit assez hétérogène d'un pays à l'autre et peut-être même à l'intérieur d'un même pays. Des analyses plus approfondies, (qui nécessiteraient l'utilisation d'échantillons beaucoup plus grands dans chaque pays), permettraient de distinguer entre révolutionnaires d'extrême gauche et d'extrême droite, entre révolutionnaires proches d'un parti politique et autonomes, etc. De toute façon, cette minorité est à



« surveiller » (20), pour mieux connaître le fonctionnement de nos systèmes politiques et essayer d'en prévoir l'évolution.

Parmi les non-révolutionnaires, soit plus des neuf dixièmes de la population, l'insatisfaction est légèrement plus forte parmi les individus « mobilisés » que parmi les « non-mobilisés », mais surtout elle augmente lorsque l'on passe des « matérialistes » aux « post-matérialistes ». Ces deux variables — mobilisation et systèmes de valeurs — jouent de façon additive. Ainsi, les plus insatisfaits, parmi les non-révolutionnaires, sont les post-matérialistes. Ce type correspond à des individus assez jeunes et d'un niveau d'instruction élevé, dont les opinions sont plutôt « progressistes » ; leur influence dans la société est celle de leaders d'opinion. Il n'est pas douteux qu'un glissement des individus de ce type vers celui des révolutionnaires aurait des conséquences extrêmement importantes pour le fonctionnement et l'évolution des systèmes politiques (Voir tableau 5).

Or l'examen pays par pays montre que, dans les pays où l'insatisfaction est la plus forte (Irlande, Belgique, France et surtout Italie), le

Tableau 5 — L'insatisfaction du fonctionnement de la démocratie : mobilisation cognitive et système de valeurs (Ensemble de la Communauté européenne) (1)			
Ensemble de la population		(N = 180001 = 100 %)	« Pas du-tout satisfaits » (sur 100 de chaque type) 16 %
dont :			
Révolutionnaires		(n = 1055 = 6 %)	36 %
Mobilisés (n = 6861 = 38 %)	Post. mat.	(n = 992 = 6 %)	22 %
	Mixtes	(n = 3702 = 21 %)	16 %
	Matérialistes	(n = 2167 = 12 %)	14 %
Non-mobilisés (n = 10085 = 56 %)	Post-mat.	(n = 633 = 3 %)	13 %
	Mixtes	(n = 5314 = 29 %)	14 %
	Matérialistes	(n = 4138 = 23 %)	12 %
(1) Résultats cumulés des <i>Euro-Baromètres</i> n° 12 (octobre 1979) et 14 (octobre 1980).			

(20) Au sens anglais du mot « to survey », bien sûr.

pourcentage des mécontents dans le type VI (mobilisés post-matérialistes) est nettement plus élevé que dans le reste de la population non-révolutionnaire. Un modèle prévisionnel devrait porter une attention particulière à l'évolution des individus de ce type, en raison de leur jeunesse, de leur niveau d'instruction et de leur capacité d'influence, et enfin de l'attrait que l'option révolutionnaire pourrait présenter pour eux.

Tableau 6 — L'insatisfaction du fonctionnement de la démocratie selon la typologie d'orientation socio-politique (1)

	Pourcentage des personnes se disant « pas satisfaites du tout »							Révolutionnaires (VII)
	Ensemble	Faible mobilisation cognitive			Forte mobilisation cognitive			
		Matérialistes (I)	Mixtes (II)	Post-matérialistes (III)	Matérialistes (IV)	Mixtes (V)	Post-matérialistes (VI)	
R.F.A.	2,9 (n=2013)	2,7 (n=484)	1,8 (n=566)	- (n=65)	5,1 (n=277)	3,0 (n=433)	6,6 (n=121)	9,0 (n=67)
Luxembourg	3,5 (597)	2,7 (112)	2,7 (150)	— (24)	3,7 (82)	3,0 (168)	4,9 (41)	20,0 (20)
Danemark	7,0 (2021)	7,1 (507)	5,8 (590)	1,8 (57)	5,2 (267)	7,9 (444)	9,6 (115)	24,4 (41)
Pays-Bas	9,3 (2207)	9,3 (355)	8,8 (486)	3,1 (96)	7,4 (296)	9,3 (624)	8,2 (243)	24,3 (107)
Royaume-Uni	14,5 (2835)	12,3 (544)	12,5 (933)	12,5 (126)	15,8 (275)	15,3 (628)	16,5 (134)	26,5 (195)
Irlande	15,1 (2013)	10,3 (476)	13,4 (648)	27,3 (44)	14,0 (250)	18,6 (409)	23,9 (46)	26,6 (140)
Belgique	15,3 (2022)	10,6 (451)	12,5 (824)	10,2 (98)	17,2 (145)	17,0 (276)	26,0 (100)	39,8 (128)
France	16,8 (2015)	9,3 (539)	13,1 (597)	13,2 (68)	12,4 (201)	14,7 (312)	25,7 (109)	54,5 (189)
Italie	34,5 (2278)	27,6 (670)	34,2 (520)	32,7 (55)	28,3 (374)	38,2 (408)	44,6 (83)	62,5 (168)

(1) Résultats cumulés des *Euro-Baromètres* n° 12 (octobre 1979) et n° 14 (octobre 1980). Les pays sont présentés selon l'ordre croissant des pourcentages de réponse « pas satisfait du tout ». Les chiffres entre parenthèses correspondent au nombre total des individus entrant dans chaque type. Pour le Royaume-Uni, les résultats portant sur la Grande-Bretagne, d'une part, et sur l'Irlande du Nord, d'autre part, ont été dûment pondérés. Soulignons enfin que les décimales des pourcentages ont été laissées par pure commodité.

**Insatisfaction et préférence pour un parti politique**

Si la typologie que nous venons d'étudier semble avoir une valeur explicative et prédictive, qu'il sera nécessaire de tester sur longue période, il n'en faut pas moins essayer d'interpréter, dans le court terme, la relation entre satisfaction/insatisfaction face au fonctionnement de la démocratie, d'une part, et la préférence pour tel ou tel parti politique, d'autre part (21). En effet, on peut supposer que cette attitude varie d'intensité et peut-être même de polarité selon que le répondant est ou non de la même couleur que le parti au pouvoir, voire même selon que le répondant estime que le parti auquel vont ses préférences a ou n'a pas une chance raisonnable d'accéder prochainement au pouvoir.

Ainsi, en Irlande, le Gouvernement au pouvoir en 1973 était une coalition Fine Gael/Labour Party, auquel succéda, en 1977, un gouvernement formé par le Fianna Fail. Or, tandis que la proportion des insatisfaits restait pratiquement inchangée, de 1973 à 1980, dans l'ensemble

Tableau 7 — Irlandais se disant « pas satisfaits du tout »  
du fonctionnement de la démocratie (en %)

	1973	1980
Ensemble dont :	16,1 (N = 1199)	15,1 (N = 2013)
Labour	21,3 (n = 127)	24,7 (n = 190)
Fine Gael	7,8 (n = 204)	15,0 (n = 406)
Coalition (L + FG)	20,3 (n = 138)	—
Fianna Fail	17,1 (n = 368)	11,6 (n = 753)

(21) Cette dernière variable est ici mesurée par l'intention de vote déclarée par chaque répondant dans le cas d'élections prochaines. L'intention de vote — même non recueillie avec des précautions particulières, ni « redressée » en fonction du vote précédent ou de tout autre critère — nous paraît une variable suffisamment fiable, du moins aux fins d'analyse qui sont ici les nôtres.

Tableau 8 — Français se disant « pas satisfaits du tout »  
du fonctionnement de la démocratie (en %)

	1973	1980
Ensemble	16,3 (N = 2227)	16,8 (N = 2015)
dont :		
Communistes	40,9 (n = 186)	38,1 (n = 210)
PSU et extr. gauche	46,4 (n = 69)	41,9 (n = 52)
Ecologistes	—	21,6 (n = 152)
Socialistes et Républicains de Gauche	19,4 (n = 514)	21,3 (n = 497)
Réformateurs/UDF	10,6 (n = 246)	1,7 (n = 289)
UDR/RPR	3,8 (n = 422)	5,1 (n = 173)

de la population, cette proportion augmenta dans les électors de l'ancienne coalition et diminua dans celui du parti qui avait accédé au pouvoir.

Cet exemple est particulièrement intéressant, car il correspond effectivement à un changement de degré d'insatisfaction au seul niveau des électors, (c'est-à-dire de la fraction la plus mobilisée de la population), puisque le niveau moyen est resté constant, au cours de la période étudiée, dans l'ensemble du pays (22).

(22) Bien entendu, une recherche encore plus approfondie devrait porter sur la relation, au niveau individuel, entre la satisfaction/insatisfaction à l'égard de la démocratie et la préférence politique (ou mieux encore le comportement électoral). En effet, sauf à recourir à des procédés beaucoup plus complexes (questions dites de « recal », c'est-à-dire de remémorisation du choix antérieur, ou méthode de « panel », c'est-à-dire de l'interrogation répétée des mêmes personnes), on ne peut pas savoir, lors du sondage (t1), quel avait été le choix des mêmes individus lors du sondage (t0), ni comment a évolué leur insatisfaction politique.

D'autres exemples pourraient être cités, mais qui ne sont pas aussi nets, sans doute parce qu'il n'y a pas eu changement de majorité dans le pays, mais seulement modification des rapports de force dans la majorité et dans l'opposition. Ainsi, en France, avec un niveau moyen d'insatisfaction du même ordre que celui de l'Irlande, et comme dans ce dernier pays inchangé de 1973 à 1980, on observe des phénomènes qui illustrent assez bien ce que l'on sait par ailleurs de l'évolution des courants socio-politiques :

- insatisfaction élevée, mais stable, des électorats d'extrême gauche ;
- insatisfaction légèrement plus élevée que dans l'ensemble de la population, mais stable, parmi les socialistes, radicaux de gauche et écologistes ;
- faible insatisfaction dans les électorats de la majorité, avec — entre les deux dates considérées — une forte réduction du taux d'insatisfaction parmi les « Giscardiens » (et sans doute l'amorce d'une évolution de sens inverse par les « Gaullistes »).

\*

\* \*

Rappelons, en conclusion, que l'objet de cet article n'était pas de présenter un modèle de prévision des attitudes et comportements socio-politiques, mais d'éclaircir quelques pistes qui nous paraissent conduire à une meilleure compréhension des phénomènes.

L'élaboration des modèles de prévision nous paraît cependant, même en ces domaines, un objectif important et une tâche réalisable. Si on leur en donnait les moyens, les politologues pourraient montrer qu'ils ne sont probablement pas plus mal outillés intellectuellement que leurs collègues économistes, ou encore que les sismologues, les météorologistes et autres décrypteurs d'avenir.

# L'Européen en chiffres

Quel pays de la Communauté est le plus peuplé ? En 1975 c'était l'Allemagne, suivie par la Grande-Bretagne que talonnait l'Italie. Mais les prévisions pour 1990 changent l'ordre du tiercé : l'Italie viendra largement en tête, avec près de 59 millions d'habitants, la Grande-Bretagne gardera la seconde place (plus de 58 millions), l'Allemagne de l'Ouest aura perdu quelques longueurs (54.778.000 habitants).

Une question peut en cacher une autre. Quel pays présente le taux moyen annuel d'accroissement de sa population le plus bas ? L'Allemagne, avec — 0,48 % pour 1975-1976. En sens inverse, c'est l'Irlande qui détient la palme d'or du « baby-boom » : un taux de 1,12 % qui devrait atteindre 1,30 % dans les années à venir.

C'est aussi l'Irlande qui déjoue cette curieuse loi de la nature selon laquelle il y a immanquablement plus de femmes que d'hommes sur terre... 99 femmes pour 100 hommes dans la verte Erin. S'il n'y a pas pléthore de candidats pour les aspirants au mariage, la situation est plus équilibrée qu'en Allemagne où 106,9 femmes doivent se partager 100 époux en puissance.

Un troisième score vainqueur pour l'Irlande : le plus fort pourcentage de juniors : 31 % de sa population a moins de 15 ans. Les deux dauphins sont, dans l'ordre, les Pays-Bas et l'Italie. Par contre trois pays enlèvent ex-aequo la coupe du troisième âge : 14 % de la population a plus de 65 ans en Belgique, au Royaume-Uni et en Allemagne. Selon les prévisions pour 1990, c'est en Allemagne et au Danemark que cette tendance ira en s'accroissant.

## L'Europe en voile blanc

Où le mariage garde-t-il le plus d'adeptes ? En France et en Angleterre. Où perd-il du terrain ? Au Danemark et en Allemagne.

Mais c'est aussi, en Grande-Bretagne qu'on divorce le plus fréquemment, moins toutefois qu'au Danemark. C'est évidemment dans le pays où l'union libre est le plus en faveur — le Danemark — que l'on trouve le plus de naissances « illégitimes » : 217 pour 1 000 naissances, contre 24 pour 1 000 seulement dans la plus stricte Hollande.

De tous les peuples de l'Europe, les Belges sont les plus pressés de se passer la bague au doigt : à 24,4 ans pour les hommes, à 22 ans pour les femmes. Les séducteurs latins ne s'y résignent eux, que sur le tard : à 28,6 ans. Côté femmes, les « mariages à l'italienne » sont plus tardifs aussi : à 24,8 ans en moyenne.

On s'en serait douté : c'est en Hollande puis en Belgique que la densité de la population est la plus forte (338 et 322 habitants au km<sup>2</sup>). Mais c'est en Allemagne où l'on vit le plus en mégapoles : près de 36 % de la population se concentre dans des agglomérations de plus d'un million d'habitants (31,4 % au Royaume-Uni).

## Chômer au sortir de l'école...

En Belgique il ne fait pas bon chercher du travail si l'on est femme ou jeune (ou les deux) : en 1975, par rapport au nombre total des chômeurs, les femmes représentaient 54,6 % des sans-travail, les jeunes 42,9 %. Pourtant seulement 28 % des femmes belges ont une activité professionnelle, contre 41 % des Danoises, qui connaissent un taux de chômage moins élevé : 37,8 %. Les jeunes sont moins favorisés encore en Italie, où près de 60 % des chômeurs ont de 14 à 24 ans. Si, nulle part, l'avenir ne se pare de couleurs roses, les moins de 25 ans connaîtront moins de problèmes en affrontant le monde du travail s'ils sont nés en Grande-Bretagne ou au Danemark.

---

Source : Euroforum n° 4/78 d'après le volume « indicateurs sociaux 1960-1975 » de l'office statistique des Communautés européennes.

### **Du boulot à la grève en passant par le métro**

Chômage mis à part, dans quel pays vaut-il mieux travailler si l'on est employé dans l'industrie ? C'est en Belgique et en Italie, puis en Allemagne et en Grande-Bretagne que les ouvriers sont les mieux payés. Mais c'est en Italie, puis en France, que les ouvrières gagnent le plus. L'écart le plus grand entre salaires moyens masculins et féminins se situe au Luxembourg.

Côté syndical, le nombre d'affiliés bat tous les records en Belgique et au Danemark où plus de 70 % des salariés sont syndiqués. Pas de comparaison possible avec la France où 22 travailleurs sur 100 seulement sont syndiqués. L'écart est immense aussi entre l'Italie, où les conflits de travail ont entraîné en 1976 la perte de 1 192 journées de travail (pour 1 000 salariés), et des pays où les grèves sont l'exception comme l'Allemagne (perte : 26 journées), les Pays-Bas avec 4 jours seulement, ou, plus net encore, le Luxembourg qui n'a connu, en 1976, qu'une seule journée de travail perdue pour 1 000 salariés... Proletaires des pays d'Europe, vous ne vous ressemblez pas !

Dans quel pays les ouvriers ont-ils la durée hebdomadaire de travail la plus courte ? En Belgique (37 heures/semaine). La plus longue ? En France (42,5 heures/semaine). Pourtant la durée normale conventionnelle est la même d'un bout à l'autre de la Communauté : 40 heures/semaine. Mais c'est aussi en Belgique, puis en France, que les salariés mettent le plus de temps pour se rendre à leur travail (dans l'industrie et dans les services).

### **L'Europe de la « grande bouffe »**

Quels sont les plus gros buveurs de vins de la Communauté ? Les Français bien sûr, stéréotype oblige, mais aussi les Italiens. Les plus gros mangeurs de pommes de terre ? Non, ce ne sont pas les Belges à qui leurs frites nationales ne valent que la seconde place, mais les Irlandais, avec 127 kilos par habitant. Les plus végétariens sont les Italiens, avec 155 kilos de légumes par habitant. Les plus carnivores sont les Irlandais, talonnés par les Français (101 et 99 kilos). Les plus gros fumeurs de cigarettes sont irlandais et anglais (3 340 cigarettes par an et par personne), mais si l'on compte d'autres produits « tabagiques », comme les

cigares, les Hollandais émergent en tête de ce nuage de fumée avec 4,4 kilos par habitant.

Quels sont les Européens les plus cultivés ? Si on prend pour mesure la part de leur budget que les ménages consacrent à la culture, aux loisirs, aux spectacles, à l'enseignement, les Danois arrivent très largement en tête, avec 23,8 %, contre 5,5 % en Belgique ou en Italie, moins encore en Irlande et surtout au Luxembourg. Allemands comme Français ont un gros poste « soins de santé » : plus de 11 % de leur budget. Le logement engloutit 14 % du budget en Grande-Bretagne, 12 % au Danemark. Rien que pour se nourrir, s'acheter boissons et tabacs, les Irlandais voient fondre 44 % de leurs revenus, les Italiens 37 %. En vêtements et chaussures, les Danois sont les moins dépensiers (5,5 %), les Allemands les plus prodigues (10,3 %).

La consommation se mesure aussi en biens durables. Voici, en sept questions, l'Europe du confort. Où trouve-t-on le plus de voitures particulières pour 100 habitants ? Au Luxembourg. Le plus de TV ? Au Royaume-Uni. Le plus de téléphones ? Au Danemark. De congélateurs ? Au Danemark encore. De réfrigérateurs ? Aux Pays-Bas. De machines à laver ? Aux Pays-Bas aussi. Le plus de lave-vaisselle ? En Italie.

### **Pour 1 h 30 de travail, un kilo de soles à Amsterdam...**

Devant la triste réalité des prix, on en vient à se demander comment le cinéma est si florissant en Italie, le football si populaire en Angleterre... Un Romain doit travailler plus d'une heure s'il veut prendre place devant le grand écran (contre 18 minutes au Luxembourg). Un Londonien doit consacrer 1 h 29 au travail pour se payer le spectacle d'un match de football (contre une demi-heure à Copenhague).

A Paris, un costume pour homme vaut 61,5 heures de travail, à Copenhague, 28,5 heures seulement. Une voiture se gagne à la sueur de 1 446 heures de travail à Rome, de 761 heures seulement à Bonn. Il faut un quart d'heure de travail à un Romain pour pouvoir s'acheter un pain, neuf minutes seulement à un Bruxellois. Un coiffeur pour dames se traduit par moins d'une demi-heure de travail à Copenhague, plus d'une heure et demie à Paris. En fumant son

paquet quotidien, le Bruxellois réduit en cendres neuf minutes de travail, le Londonien, vingt minutes.

### **Voir Capri et mourir sur l'autoroute**

L'Allemagne de l'Ouest, le Danemark et les Pays-Bas sont, dans l'ordre, les trois pays où les dépenses sociales par habitant sont les plus élevées. L'Allemagne offre aussi près de 12 lits d'hôpitaux pour 1 000 habitants (contre 5 en Belgique). C'est en Allemagne aussi que la durée moyenne d'hospitalisation est la plus longue, avec l'Angleterre (22 et 23 jours, à l'inverse de l'Irlande et du Danemark : 12 jours). Le nombre de médecins pour 100 000 habitants bat tous les records en Italie (199) et en Allemagne (193).

Mais, curieusement, lorsqu'il s'agit de vaincre la mortalité maternelle et infantile, l'Allemagne a encore bien des progrès à réaliser de même que l'Italie. Les méthodes d'accouchement sont nettement plus fiables en Belgique et au Danemark où bien moins de femmes meurent encore en couches. Ou en Hollande, qui, comme le Danemark, a ramené à un taux très bas sa mortalité infantile.

De quoi meurt-on en Europe ? Le cancer fait plus de victimes au Luxembourg, en Belgique et aux Pays-Bas. L'infarctus du myocarde entraîne plus de décès au Royaume-Uni et au Danemark. Les clichés inévitables se vérifient en France où la cirrhose frappe toujours (en Italie aussi). On se suicide trois fois plus au Danemark (ainsi qu'en Allemagne) qu'aux Pays-Bas, près de six fois plus qu'en Irlande. La légendaire courtoisie des automobilistes anglais entraîne un taux de décès par accidents de la route très bas. Par contre au Luxembourg et en Italie les accidents de véhicules à moteur sont particulièrement meurtriers.

Quel pays attache le plus d'importance à l'éducation ? A en juger par le pourcentage des dépenses des administrations publiques consacrées à cet objectif, c'est, de loin, le Danemark (16 %), suivi par les Pays-Bas. A côté d'eux, l'Allemagne fait piètre figure avec 10 % seulement.

La scolarité obligatoire est loin d'être uniformisée à travers l'Europe des Neuf : les enfants danois ne prennent le chemin de l'école qu'à sept ans, les petits Britanniques sont envoyés d'autorité en classe dès cinq ans. Partout ailleurs la scolarité obligatoire

début à six ans. Elle se termine à 14 ans en Italie et en Belgique, à 14 ou 15 ans en Allemagne, à 15 ans en Irlande, aux Pays-Bas et au Luxembourg, à 16 ans au Danemark, en France, en Grande-Bretagne.

### **Promiscuité et salles de bain**

Pour voir apparaître des profils vraiment étonnants, c'est sur l'Europe des briques qu'il faut se pencher, l'Europe des logements neufs ou vétustes, de la promiscuité ou de l'espace vital.

En 1974 le bâtiment battait son plein aux Pays-Bas et au Danemark. En 1975 ce sont les Français et les Belges qui ont prouvé avoir une « brique dans le ventre » ? A voir les ménagères belges récurer avec tant de fougue leur trottoir, les pays voisins imaginent la Belgique comme un paradis de propreté. Et pourtant... Lorsqu'on fait le décompte des logements pourvus de baignoire ou de douche fixe, ce sont les Belges qui sont les plus mal lotis (54 % des logements), plus mal encore que les Irlandais. Les Belges aussi qui restent les plus attachés (40 %) à l'inconfortable tradition des toilettes situées hors de la maison. A leur décharge, il faut préciser que les Belges, avec les Irlandais, sont les plus nombreux à habiter des maisons bâties avant 1945.

Avant les logements danois, ce sont les « sweet homes » britanniques qui sont les plus aptes à profiter des délices du bain et de la douche. Mais au Danemark comme en France et en Italie, l'on doit se contenter d'un nombre réduit de pièces par logement : moins de 4, contre plus de 5 aux Pays-Bas, en Belgique et au Luxembourg. La promiscuité est la plus forte en Italie où plus de 3 % des logements sont surpeuplés au point que trois personnes occupent en moyenne chaque pièce. C'est en Grande-Bretagne, puis au Luxembourg et en Belgique que la notion de « territoire » est la mieux respectée, avec un taux d'occupation de moins d'une personne par pièce, pour 90 à 82 % des habitations.

On est davantage propriétaire de son logement en Irlande (69 %) puis au Luxembourg et en Belgique (62 %). Pourtant dans ces deux derniers pays, les loyers n'ont pas doublé depuis 1960, alors qu'ils ont triplé en France et au Danemark. Les coûts de construction ont, eux, plus que triplé au Danemark et aux Pays-Bas.

# Attitudes, Aspirations et Changement Social

(Extraits de sommaire de la Revue *Futuribles*)

## *Avril 1980*

Philippe d'IRIBARNE	Quel avenir pour la société de consommation ?
Jean-Pierre DUPUY	Bien être et autonomie
Philippe L'HARDY Alain TROGNON	Tendances de la consommation des ménages en France
Jacques PAITRA	Consommation et modes de vie
Guy POQUET	Le vécu du travail dans les entreprises
Ignacy SACHS	La crise actuelle et les structures de consommation

## *Octobre 1980*

Bureau du Premier Ministre Japonais	Les jeunes dans le monde
Bernard CATHELAT	Jeunesse : vers un style de vie bipolaire ?
Gilbert-François CATY	Les Européens et leurs enfants
Hugues de JOUVENEL	Sur l'évolution des mentalités

*Futuribles* : 55, rue de Varenne, 75007 Paris - Téléphone (1) 222-63-10

# ***Les conditions de vie et aspirations des Français***

## ***L'enquête du CREDOC***

André Babeau et Ludovic Lebart (1)

*Le Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie (CREDOC) a mis au point un système d'enquête afin d'examiner comment les Français perçoivent leurs conditions de vie et quelles sont leurs aspirations.*

*Cette enquête, portant sur 2 000 individus représentatifs de la population âgée de plus de 18 ans, tente d'appréhender les conditions de vie sous des aspects aussi divers que la famille et le travail, la situation économique et les relations sociales, la santé et la justice... de sorte qu'elle devrait permettre d'obtenir une image assez complète de la situation sociale telle qu'elle est ressentie par la population interrogée.*

*Qui plus est, cette enquête est renouvelée annuellement depuis l'hiver 78-79, de sorte qu'elle doit permettre de révéler certaines tendances d'évolution.*

*La seconde vague étant achevée, nous avons demandé à MM. Babeau et Lebart de nous exposer leur méthode d'investigation et les résultats obtenus après deux années d'enquête.*

*Se gardant d'établir une typologie rigide, les auteurs montrent ici combien l'évolution des attitudes et des valeurs est difficile à cerner de façon précise lorsqu'on la relie à l'ensemble des variables déterminant les conditions de vie.*

---

(1) André Babeau, professeur à l'Université Paris X, Directeur du CREDOC. Ludovic Lebart, Maître de Recherche au CNRS, Responsable du Système d'Enquête.

Deux raisons au moins rendent difficile la présentation de cette enquête : la première est qu'elle est encore dans une phase expérimentale commencée en 1978 et dont elle ne sortira qu'à partir du deuxième semestre 1981 (2) ; la seconde est qu'étant commanditée par un assez grand nombre d'administrations ou d'organismes, elle est susceptible d'applications très diverses dont nous-mêmes pouvons ne pas avoir connaissance. Sous ces réserves, après une brève introduction, nous tenterons de donner les informations les plus importantes en ce qui concerne la conception de cette enquête et de son questionnaire, et nous fournirons également les premiers résultats disponibles.

À l'origine de cette expérience on peut citer le nom de Jean de Marcillac qui, en 1976-1977, alors qu'il était Chef du Service des Affaires Sociales du Commissariat Général du Plan, avait proposé que le CREDOC envisageât le lancement d'une enquête sur les variables subjectives ; Jacques Antoine, d'autre part, alors Conseiller Scientifique du CREDOC, a fourni des observations précieuses au moment de la conception de l'opération. Dès le début, outre le Commissariat Général du Plan, plusieurs organismes ont contribué à la réalisation de la phase expérimentale de trois années qui couvre la période 1978-1981 : la Caisse Nationale d'Allocations Familiales, la DGRST, le Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie et le CERC, auxquels se sont plus tard adjoints d'autres organismes comme le Ministère de la Santé et de la Sécurité Sociale, l'Électricité de France, le Ministère du Travail et de la Participation, le Secrétariat d'État à l'Emploi Féminin et l'Institut de Recherche sur les Transports.

### ***La filiation du système d'enquête***

Ce système d'enquête comportant une part notable de variables subjectives paraît être à la confluence de deux courants tout à fait distincts de la réflexion et de la connaissance socio-économiques et dont on ne pouvait prévoir à l'origine qu'ils finiraient par se rencontrer.

Le premier courant est né au début des années cinquante avec les travaux menés par Georges Katona à l'Université du Michigan à Ann Harbor sur les enquêtes psycho-sociales ou psycho-sociologiques auprès des ménages. De ces enquêtes est sorti l'indice de sentiment du consommateur, maintenant utilisé, notamment par Thomas Juster, Directeur du Survey Research Center d'Ann Harbor, dans les modèles

---

(2) Participent aux travaux de cette première phase : Y. Houzel, H. Castro, C. Duflos, A. George, F. Gros, P. Pleuvret.

macro-économiques d'épargne-consommation. Mais, jusqu'à la fin des années soixante, il a été fait de ces enquêtes un usage uniquement commercial pour aider à l'élaboration des plans marketing d'assez nombreuses entreprises comme, par exemple, Unilever. Dans une large mesure, les enquêtes sur les « *styles de vie* » ou les « *courants socio-culturels* » menées d'abord aux États-Unis, puis dans d'autres pays comme la France, apparaissent dans le prolongement de ces applications. Ce n'est que parallèlement, et plus tard, que l'on a songé à ce qu'il est convenu d'appeler maintenant le « *marketing social* » comme l'un des champs d'utilisation de ce type d'approche.

Le second courant est celui qui dérive des *indicateurs sociaux*, courant qui a été à son apogée, en France comme à l'étranger, entre 1970 et 1975. À défaut de pouvoir transformer le PNB en BNB (indicateur de « *bonheur national brut* »), certains socio-économistes, Mançur Olson aux États-Unis, Jacques Delors en France, ont souhaité compléter les données de la comptabilité nationale par le calcul de ratios qui puissent être interprétés comme des indicateurs du progrès social et servir à la fixation d'objectifs par les pouvoirs publics dans les domaines considérés. En fait, il est apparu, à l'expérience, que ces indicateurs *objectifs*, pour intéressants qu'ils fussent, n'étaient pas toujours dépourvus d'ambiguïté et donc que leur utilisation était en fait très délicate. L'idée fut alors émise de chercher à les compléter par des indicateurs *subjectifs* qui permettraient de préciser comment le progrès économique et social était ressenti par l'opinion. Ainsi, au plaidoyer en faveur d'indicateurs objectifs contenu dans le rapport « *Towards a Social Report* », remis au Président Johnson en Janvier 1969, ont succédé au début des années soixante-dix des prises de position montrant l'intérêt qu'il y aurait à employer parallèlement des indicateurs subjectifs : ce furent les « *Indicators of Perceived Life Quality* » d'Angus Campbell et de Frank Andrews. C'est ici que s'opère la convergence entre les deux courants mentionnés.

Dans la deuxième moitié des années soixante-dix, des enquêtes de nature psycho-sociologique se développèrent alors aux États-Unis et au Royaume-Uni, avec des questionnaires qui devaient beaucoup aux premières enquêtes de Katona, mais un objectif qui était maintenant tourné vers le marketing social et la mise en évidence des besoins de la population dans les divers domaines de la socio-économie. Aujourd'hui, des organismes internationaux comme l'OCDE ou l'Office de Statistique des Communautés Européennes (OSCE) accordent une place importante aux variables d'opinions et d'attitude dans les travaux concernant les conditions de vie. Enfin, pour ne prendre qu'un seul exemple national, le questionnaire de l'enquête sur les conditions de vie menée en Finlande

en 1978 et qui a dû être renouvelée en 1980, fait figurer à côté de questions factuelles, un nombre non négligeable de questions portant sur les niveaux de satisfaction en matière de logement, de soins médicaux, de conditions de travail et de qualité de la vie en général.

## **Les objectifs de l'enquête CREDOC**

Quels ont été, dans ce contexte, les objectifs que nous nous sommes fixés en lançant à l'automne 1978 la première enquête annuelle du CREDOC sur les situations et perceptions relatives aux conditions de vie et à la qualité de la vie des Français ?

Il n'a d'abord été nullement dans nos intentions de prétendre substituer des indicateurs subjectifs aux indicateurs objectifs. Nous sommes au contraire bien persuadés de l'indispensable complémentarité entre les uns et les autres, ne serait-ce que pour éviter de tomber dans les pièges d'un « *psychologisme* » abusif. Le questionnaire utilisé, dans sa forme actuelle, contient ainsi à peu près quatre cinquièmes de questions factuelles.

La seconde orientation a été d'étudier les conditions de vie et la notion de qualité de la vie sans découper arbitrairement, à l'intérieur du champ d'observation social, des domaines particuliers que l'on n'aurait pu ensuite relier à des domaines voisins dont l'importance pouvait apparaître après coup ; d'où le nombre des thèmes couverts : environnement, qualité de la vie, santé, logement, travail, loisirs, famille, problèmes économiques et financiers, innovation et progrès scientifique, etc... Cette large ouverture nous est apparue comme une précaution indispensable, même si, l'expérience faite, une focalisation un peu plus précise s'avérait possible.

Enfin, l'un des objectifs importants — peut-être le plus important de cette phase expérimentale, mais qui ne peut en fait être séparé des deux précédents — était de tester la pertinence et la validité des informations subjectives recueillies. Par exemple, sachant que les niveaux de satisfaction enregistrés dans tel ou tel domaine étaient à priori très difficiles à interpréter, pouvait-on du moins espérer que les variations des niveaux d'une année sur l'autre seraient significatives ? Ou devraient-elles être, dans la quasi-totalité des cas, attribuées à une instabilité inhérente à ce type de variables ? D'autre part, que pourrait-on dire des relations entre enquêteurs et enquêtés et de leur influence sur le contenu des réponses à ces questions subjectives ? On le voit, c'est en fait tout le problème du statut scientifique de ces variables subjectives qui était posé alors que les statisticiens ont, depuis plusieurs décennies, une bonne maîtrise de la

plus grande partie des variables objectives recueillies dans les enquêtes (nature des biais les affectant, redressements et validations possibles, etc...).

Avant d'en venir à la présentation détaillée de l'enquête et de certains de ses résultats, opérons un dernier rapprochement. Tel qu'il est le questionnaire de cette enquête est très proche, du point de vue des domaines couverts, de celui qui est utilisé au Japon par l'Economic Planning Agency (3). Mais d'une part le questionnaire japonais n'attache que relativement peu d'importance aux questions factuelles d'autre part, et ceci n'est pas indépendant de cela, le mode d'exploitation de l'enquête japonaise — comme d'ailleurs la structure du questionnaire — ne tend qu'à un seul but : l'établissement d'une hiérarchie des besoins dans les différents domaines d'intervention du Gouvernement. Suivant la méthode recommandée par l'OCDE et qui consiste à « pondérer du subjectif par du subjectif » (4), des réponses portant sur l'importance subjective d'une soixantaine de thèmes répartis dans dix grands domaines différents sont combinées avec des réponses concernant les niveaux de satisfaction atteints pour chacun d'eux afin d'obtenir, en faisant usage d'une métrique simple, un classement qui est fonction de l'intensité des besoins : ainsi par exemple, un thème dont l'importance est considérée comme grande et le niveau de satisfaction faible doit apparaître tout à fait en tête de ce classement et inversement.

L'exploitation de l'enquête du CREDOC n'a pas du tout ce caractère mécanique. Beaucoup de questions sont utilisées pour elles-mêmes par les différents participants ; un peu comme dans une enquête omnibus, mais une enquête qui d'abord couvrirait simultanément un grand nombre de domaines, et qui ensuite permettrait l'ancrage des questions d'opinion dans un nombre fort important de dimensions factuelles, assurant par là que la réalité socio-économique n'est jamais perdue de vue. Mais il ne s'agit là que d'une modalité d'exploitation. A l'autre extrême, c'est-à-dire dans une approche très synthétique, on peut rechercher la batterie de questions subjectives qui permet de construire une typologie aussi stable que possible des attitudes et opinions. On n'est alors plus très loin d'une approche « styles de vie », mais approche qui comme on le verra plus loin reste informée par une référence constante aux niveaux et conditions de vie objectives. Enfin, l'existence de questions ouvertes, correctement

---

(3) Cf. *The Polls on the Preference in National Life*. Japanese Government. — Printemps 1980. — 106 pages.

(4) cf. les travaux de L.W. Milbrath (Sunny, Buffalo - N.Y, USA, 1976) sur les notions d'importance et de valence.

traitées en informatique, fournit un nouveau champ d'exploitation où l'analyse lexicale aboutit à des résultats qui, comme nous aurons l'occasion de le montrer dans une prochaine publication, peuvent être jugés assez convaincants.

On constate ainsi qu'il existe une gamme assez étendue d'utilisations possibles de cette enquête. Nul doute que le bilan qui sera établi à la fin des trois années expérimentales ne donne aux organismes qui s'intéressent à cette enquête d'autres idées d'exploitation pour mieux répondre aux besoins qui sont les leurs.

### ***Les questionnements et le questionnaire***

Cette enquête qui n'est donc ni le produit d'une commande unique, ni un protocole expérimental réalisé sans contrainte dans le cadre d'une problématique spécifique, se présente sous la forme d'une « fédération de questionnements », comportant nécessairement un certain nombre de compromis. Il ne s'agit cependant pas d'une juxtaposition de compartiments étanches, comme cela est souvent le cas dans les enquêtes de type commercial. Les informations contenues dans les différents volets sont mises en commun, ce qui a pour effet d'augmenter les possibilités d'analyse et d'investigation offertes à chaque organisme participant. Bien entendu, de façon à couvrir autant que possible la totalité du champ d'observation visé initialement (l'ensemble des conditions de vie vécues et perçues), des volets ne correspondant à aucun demandeur particulier ont été ajoutés, dont les informations sont également à la disposition des administrations ou institutions clientes.

On peut classer les thèmes abordés en 10 rubriques, d'importances inégales :

- *Formation* : (principalement en rapport avec l'activité).
- *Famille* : fécondité et évolution de la famille, travail féminin, connaissance et perception des aides et prestations, mode de garde des enfants, fréquentation des équipements...
- *Logement, environnement physique* : informations et appréciations sur les problèmes généraux d'environnement et sur le cadre de vie quotidien.
- *Emploi, qualité de la vie au travail* : encadrement, horaires, adéquation avec les formations reçues, sécurité, avenir, avantages, etc...
- *Santé* : handicaps, recours aux soins récents, connaissance et perception des équipements et services.
- *Situation économique générale* : revenus divers de la personne interrogée, du foyer ; patrimoine.

## Conditions de vie et aspirations des Français

- *Environnement familial et social* : nature et fréquence des relations familiales et sociales, vie associative.
- *Organisation du temps, loisirs* : contraintes horaires, activités pratiquées et souhaitées.
- *Perception de la Justice* : connaissance et perception de certains phénomènes économiques, des inégalités.
- *Divers* : attitudes vis-à-vis de certains problèmes généraux : énergie, science et société, sécurité, etc...

À l'ensemble de ces dix rubriques correspondent environ deux cents questions fermées ou ouvertes. Le questionnaire qui en résulte, doté par ailleurs de nombreuses variables de contrôle permettant de critiquer et de valider l'information de type subjectif, implique une interview dont la durée moyenne est de une heure quarante. Il est soumis tous les ans à un échantillon de deux mille Français représentatif de la population nationale métropolitaine de dix huit ans et plus.

À propos de chacune des rubriques qui viennent d'être évoquées, on posera (en plus des caractéristiques factuelles propres au thème étudié) cinq types de questions :

- a) Images d'institutions ou de services
- b) Attitudes vis-à-vis d'équipements
- c) Connaissance des réalités socio-économiques ou administratives
- d) Perception de problèmes généraux
- e) Hiérarchie de préoccupations
- f) Mode d'information

On aura une idée approximative de la composition du questionnaire en croisant chacune des dix rubriques avec ces cinq types de préoccupations. Ainsi, par exemple, pour le thème « Famille », le point « a » donnera lieu à des questions sur le système actuel de calcul des allocations familiales, le point « b » pourra concerner la fréquentation et les appréciations portées sur les crèches ; le point « c » la connaissance de certaines prestations ; le point « d » des opinions générales sur la famille, son rôle, et son avenir ; le point « e » permettra de définir les urgences de certaines préoccupations ; enfin, au point « f » correspondront des questions sur les médias, documents ou relations, responsables de l'information de la personne interrogée sur ce thème précis.

On voit peut-être sur cet exemple que nos préoccupations sont assez éloignées de l'étude des comportements d'achats. Ceux-ci constitueraient d'ailleurs un complément utile en vue d'une description complète des conditions de vie, mais le type d'activité et les centres d'intérêt des organismes financeurs ont nettement axé le questionnement sur la vie institutionnelle et collective et sur la qualité de la vie ; on ne dispose donc que d'indications sommaires sur les profils de consommation.

Le programme d'étude comporte par ailleurs trois niveaux d'investigation :

— Le niveau « *intra-thème* », qui répond aux demandes spécifiques et à court terme des financeurs, sur le ou les thèmes qui leur sont propres. Il s'agit principalement du repérage et du suivi en évolution d'indicateurs synthétiques ou simplement du niveau de réponse à des questions particulières.

— Le niveau « *inter-thème* » ou *global*, qui tente d'exploiter la fédération des thèmes, en décelant les faits de structure plus généraux, les complémentarités et les substitutions entre les principales composantes des conditions de vie.

— Enfin, le *niveau méthodologique*, qui concerne la critique et la validation de l'information subjective, le caractère opératoire des questions ouvertes, la portée et le statut de certains traitements statistiques, de certains modèles prédictifs.

On centrera ici l'attention sur le second niveau cité qui est celui de l'analyse globale. En effet, le premier niveau concerne surtout des interlocuteurs particuliers, et ne prendra tout son sens que lorsque la série d'observations sera plus longue : en l'état actuel de disponibilité de l'information, on ne peut interpréter les premières variations observées en terme de *tendance* : il peut s'agir aussi bien de *morceaux d'oscillations*. Le troisième niveau méthodologique, bien qu'étant un élément fondamental de notre programme de recherche, ne concerne pas assez directement la prospective des modes de vie pour être abordé dans cette revue.

### ***Les options retenues***

Au delà de la mosaïque de questionnements et d'hypothèses suscités par les clients du système, on pose l'hypothèse que *l'étendue* du champ d'observation a en elle-même une valeur heuristique : comme nous l'avons déjà dit, l'ensemble des composantes, des dimensions des conditions de vie, nous paraît doté de traits structuraux (5) indécélables à partir d'une étude séparée de chacun des thèmes d'observation.

La relative nouveauté du domaine couvert nous incite à espérer qu'un pas en avant peut être fait sans recourir à un système d'explication unique, mais sans adhérer pour autant à un quelconque dogme de

---

(5) Nous évitons de faire référence aux notions d'organisation ou de relation, qui impliquent souvent des schémas fonctionnels, ou peuvent évoquer une modélisation prématurée.

## *Conditions de vie et aspirations des Français*

l'« immaculée perception » qui ferait trop bon marché des déterminations concrètes des individus : c'est la diversité des points de vue et la pluralité des approches qui nous permettent au contraire d'espérer alimenter des analyses antagonistes à partir de cette base de données ; et ceci dans les limites (sévères, il est vrai) tenant à la nature même de ce recueil d'information évolutif : biais et incertitudes inhérents aux techniques de recueil, pertinence des prélèvements d'information au niveau individuel, etc...

Tout en admettant fort bien les diverses approches du changement social et économique fondées sur des indicateurs temporels de tendances ou de courants, nous ne comptons pas privilégier ce type d'outil : le caractère quasi public (bien que contractuel) de l'opération impose en effet une transparence, à tous les niveaux, des mesures, des notions, des instruments de traitement et d'observation. De plus, les indicateurs composites sont souvent des reflets n'ayant pas le statut de prédicteur et peuvent au contraire masquer les perpétuelles résolutions d'antagonismes et réorganisations du système complexe étudié : pour décrire l'inextricable, on évitera donc dans la mesure du possible les méthodes « gigognes » dont les étages sont de moins en moins contrôlables.

En matière de prévision ou simplement d'analyse dynamique des changements de type sociétaux, on reconnaît au contraire la primauté des contraintes tenant aux structures de production, aux niveaux de revenus et aux formes d'organisations sociales. Si les variables psycho-sociologiques peuvent jouer un rôle fondamental dans le cas de la prédiction de certains comportements d'achats pour une cible relativement bien cernée par des critères socio-économiques, elles n'interviendront qu'à titre de complément de variables plus structurelles dans les analyses d'évolutions générales. La double filiation précédemment mentionnée pour le système d'enquête, n'a d'ailleurs pas engendré une situation symétrique entre indicateurs objectifs (de situation) et subjectifs (de perception) : chez la plupart des auteurs les seconds ne doivent en effet être interprétés que par référence aux premiers.

Il y a souvent coexistence d'idées antagonistes chez un même individu, en même temps qu'il existe des aspirations et perceptions contradictoires au niveau de la population générale : la diversité des situations objectives, comme l'interdépendance de ces situations contribuent à entretenir ces contradictions.

Ainsi, il est clair que les opinions et attitudes quant à la famille et à l'évolution de la société de ruraux âgés différeront en moyenne de façon assez nette de celles de jeunes urbains (en termes de comparaisons de fréquence, car, bien entendu, les opinions ne sont pas déterminées par

deux, ni même seulement par un très grand nombre de critères objectifs). De plus, les capacités d'expression, le degré d'adhésion et de participation à l'enquête, les moyens d'information disponibles et effectivement utilisés, sont très différents d'un individu à l'autre ; sans même faire intervenir l'histoire personnelle et les caractéristiques psycho-sociologiques des individus interrogés, on dispose en fait déjà d'une importante grille de différenciation, et donc de décryptage des résultats. Cette grille est de plus évolutive : des changements structuraux tels que l'exode rural, la réduction du temps de travail, l'irruption de technologies libératrices, mais aussi destructrices de sens et de symboles, entraînent autant de dérive du cadre factuel où peuvent s'insérer les diverses catégories de variables subjectives. Les contradictions, sans pour autant devenir évidentes, apparaissent alors plus clairement comme le résultat de situations conflictuelles.

On pourrait illustrer ces propos en évoquant par exemple les tendances vers plus de sécurité d'une part, plus d'autonomie et de liberté d'autre part, tendances qui opposent notamment des groupes d'âge, mais qui peuvent coexister à l'intérieur d'autres groupes ou chez un même individu.





Ainsi en est-il aussi d'autres tendances apparemment contradictoires : « accumulation et consommation » contre « réalisation de soi », par exemple : d'attitudes générales entre autres, à l'égard du mariage : « institution désuète »... dont on dit cependant qu'« elle tient bon ».

La grille factuelle précitée devrait permettre d'identifier progressivement dans l'enquête certains des mouvements structuraux responsables de ces évolutions.

### ***Un exemple : les familles d'opinion***

Les très nombreuses variables prises en compte dans le système d'enquête permettent de positionner les individus interrogés dans des espaces abstraits, où leurs proximités se chargent de sens, puisqu'elles s'interprètent en termes de similitudes d'opinions, d'attitudes ou de situations. Pour être décrits convenablement, sans qu'il soit fait usage de matériels graphiques trop lourds, ces espaces, dont les dimensions principales définissent un *champ*, doivent être découpés en zones

homogènes et disjointes, dont la juxtaposition reconstituera de façon grossière le champ. Ce seront les typologies, dont on va donner un exemple. Il s'agit en fait d'intermédiaires pratiques permettant d'éviter la trop complexe description d'un continuum, de *classes instrumentales* (non naturelles). De telles typologies n'ont de sens que si la liste des variables définissant l'espace de base est clairement explicitée : elles n'ont en effet pas d'existences intrinsèques, et ne font que développer un point de vue sur le corpus étudié pour chaque choix de *variables de base*.

On donnera ici des indications sur la typologie établissant pour 1978 et 1979 des groupes d'opinions vis-à-vis de certains problèmes généraux. Il est exclu de fournir dans cet article tous les détails techniques qui seraient pourtant nécessaires à une évaluation lucide des résultats (6). Disons seulement que les *variables de base* concernent : les *opinions* sur la famille, le travail féminin, le cadre de vie, l'évolution des conditions de vie, le progrès scientifique, la vie sociale, la justice. Les classes définies par cette batterie de thèmes seront ensuite décrites et identifiées à partir des nombreuses autres questions subjectives et factuelles de l'enquête.

On distingue, parmi les 4 000 individus des deux premières vagues d'enquêtes de 1978 et 1979, *six classes principales*, de statuts inégaux : certaines sont des groupes de transition, d'autres constituent au contraire des pôles relativement stables. Nommer ces classes reviendrait à nier le caractère polythétique et risquerait de conduire à de dangereuses simplifications. On s'astreindra donc à les désigner par des lettres, procédé assez austère, mais seul raisonnable.

Pour chacune des classes, on tentera de répondre aux questions suivantes :

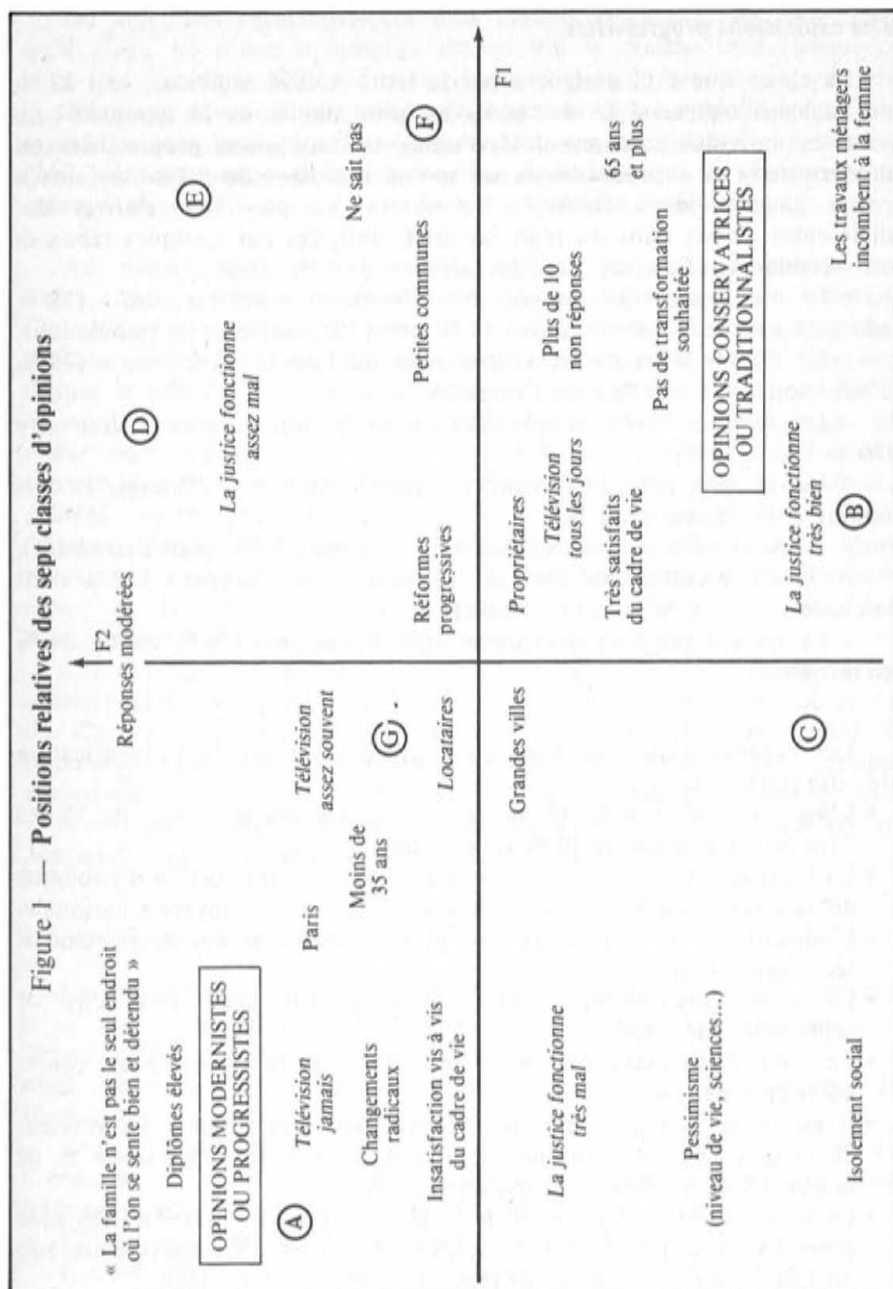
— Par quelles caractéristiques factuelles peut-on identifier les principales familles d'opinions et d'aspirations de la classe (même si cette identification ne donne qu'une probabilité parfois faible au niveau des prédictions) ?

— Quelles sont les associations privilégiées entre opinions (indépendamment des caractéristiques factuelles des individus qui les émettent) ?

— Quels sont les contenus des réponses libres (et les caractéristiques verbales et lexicales de ces réponses), les circonstances et les degrés de participation à l'interview, les éléments permettant de valider et de critiquer les résultats ?

---

(6) La totalité des informations statistiques et techniques nécessaires à la compréhension de la fabrication des résultats sont disponibles dans les publications spécialisées du CREDOC.



### **Des aspirations progressistes**

La classe que l'on désignera par la lettre A (894 individus, soit 22 % de l'échantillon) est l'un des pôles les plus stables de la typologie : ce sont les individus émettant des opinions ou aspirations progressistes ou modernistes (i.e. : progressisme au moins verbal). Elle est située sur la partie gauche de la figure 1, qui donne les positions relatives des différentes classes dans un plan factoriel, illustrées par quelques réponses ou variables significatives. Pour les membres de cette classe :

« *Le mariage devrait pouvoir être dissout sur simple accord* » (75 % adhèrent à cette opinion, contre 34 % pour l'ensemble de la population).

« *La famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien* » (78 % d'adhésion, contre 33 % pour l'ensemble).

« *Les femmes devraient travailler toutes les fois qu'elles le désirent* » (70 % contre 33 %).

« *Les travaux ménagers incombent indifféremment à l'homme et à la femme* » (86 % contre 60 %).

« *La justice fonctionne très mal* » (47 % contre 26 % pour l'ensemble).

« *On est mieux soigné avec des relations et de l'argent* » (42 % dans la classe contre 26 % pour l'ensemble).

« *La société nécessite des changements radicaux* » (46 % contre 24 % en moyenne).

Les caractéristiques de base qui participent le plus à l'identification de cette classe sont :

- L'âge : il y a en effet 68 % de personnes âgées de moins de 35 ans dans cette classe contre 39 % en moyenne.
- La localisation : on trouve dans cette classe une proportion d'habitants de la Région Parisienne deux fois supérieure à la moyenne nationale.
- L'éducation : on note deux fois plus de diplômes des enseignements secondaires et supérieurs.
- Le statut matrimonial : on note également deux fois plus de célibataires, de divorcés.
- Le statut d'occupation du logement : il y a 65 % de locataires, contre 46 % en moyenne.
- Il est intéressant de noter que la répartition des revenus à l'intérieur de cette classe est identique, du point de vue de la moyenne et de la dispersion, à celle de la population générale.
- Le profil socio-professionnel de la classe est assez diversifié. On note cependant une proportion de cadres moyens et d'étudiants deux fois plus élevée qu'en moyenne, de retraités quatre fois plus faible.

## Conditions de vie et aspirations des Français

Au sujet des caractéristiques plus *comportementales*, on peut noter qu'il s'agit ici d'une population active, qui se couche tard (fréquence deux fois plus forte d'individus se couchant après 23 heures), regarde peu la télévision, et qui lit de nombreux journaux. L'ensemble des opinions exprimées sont souvent critiques, revendicatives, insatisfaites. Le nombre idéal d'enfant pour une famille est bas : deux fois plus de réponses « un enfant » ou « aucun enfant » que dans la population générale.

Au niveau des *possibilités d'expression*, on note, à propos des réponses aux questions ouvertes, un vocabulaire plus riche, plus abstrait. Cette classe se distingue de toutes les autres dans les analyses statistiques lexicales de ces réponses par son aisance et la longueur de ses réponses, mêmes si celles-ci sont critiques vis-à-vis de l'enquête elle-même. Ainsi, lorsqu'il s'agit d'explicitier les opinions formulées sur le mariage, on relève une prédominance de mots relativement savants : *institutions, contrat, couple, personne, logique, nécessaire, liberté, conjoints, simple, évident, normal...* alors que d'autres mots fréquemment cités dans d'autres classes sont rares : *famille, foyer, principe, dispute, bon, mauvais*. Les inquiétudes concernant l'avenir font apparaître principalement les thèmes *emploi, environnement et pollution, société*. Les changements espérés sont souvent politiques et sociaux.

Les individus appartenant à cette classe lisent une très grande variété d'hebdomadaires (la proportion des lecteurs du *Nouvel Observateur* ou du *Canard Enchaîné* est près de trois fois plus forte que dans la population générale). De nombreux titres la caractérisent presque exclusivement (*Time*, la *Recherche*, *Charlie Hebdo*, etc.). Enfin, pour terminer cette rapide description, mentionnons une fréquence d'états dépressifs plus forte que pour l'ensemble de l'échantillon.

### **Des opinions plus conservatrices**

La classe B (621 individus, soit 15 % de l'échantillon) située en bas et à droite de la figure 1 exprime au contraire des opinions plus conservatrices, mais se caractérise surtout par *un degré de satisfaction assez élevé* sur la plupart des sujets abordés. Les individus qui la composent font preuve de confiance et d'optimisme.

Ainsi, l'appréciation « beaucoup mieux » portée sur l'évolution du niveau de vie de l'enquêté depuis dix ans est plus de deux fois plus fréquente que dans la population générale (31 % contre 13 %).

La *justice* fonctionne assez bien (47 % contre 23 %).

Les *découvertes scientifiques* améliorent la vie (54 % contre 36 %).

L'état de santé de la personne interrogée est jugé très satisfaisant (42 % contre 28 %), comme le *cadre de vie quotidien* (51 % contre 29 %).

38 % d'entre eux estiment que la société n'a pas besoin de se transformer (contre 16 % en moyenne).

58 % mentionnent « trois ou plus comme nombre idéal d'enfants » (contre 46 % en moyenne).

Parmi les *caractéristiques factuelles* les plus significatives on note :

- Le statut d'occupation du logement : 63 % des personnes sont propriétaires ou en accession, contre 49 % en moyenne.
- Les taux d'équipement : le taux de possession de téléviseurs couleur est par exemple de 44 % (contre 36 % en moyenne).
- Le patrimoine : 17 % possèdent des valeurs mobilières, contre 9 % en moyenne.
- La participation aux associations confessionnelles ou de bienfaisance est deux fois plus forte que dans la population générale.
- Enfin, le niveau économique : 57 % des individus de cette classe déclarent ne jamais s'imposer de restriction, contre 46 % en moyenne. La proportion de revenus annuels supérieurs à 100 000 francs est de 15 % (8 % en moyenne).

Le profil socio-professionnel de cette classe est voisin de celui de la population générale, à quelques petites différences près : 7 % de cadres supérieurs (4,5 % en moyenne).

Au niveau du *degré de participation à l'enquête*, on note que 52 % des personnes de cette classe ont été estimées par l'enquêteur « très intéressées par l'enquête », le climat de l'interview n'est donc pas indépendant du contenu des réponses, ni des caractéristiques des personnes interrogées. Les réponses aux questions ouvertes font apparaître un ton et un vocabulaire différents de ceux de la classe A : qu'il s'agisse du mariage, des inquiétudes concernant l'avenir, et même des actions en faveur de l'environnement, il est très souvent question d'enfants. Les espoirs concernent principalement la sécurité de l'emploi, la stabilité des prix.

Enfin, l'éventail des hebdomadaires lus est beaucoup plus étroit que dans la classe précédente. On note une proportion relativement élevée de lecteurs de l'Express, du Point, du Figaro Magazine ; il y a deux fois plus de lecteurs de « la Vie Catholique » que dans l'ensemble de l'échantillon.



L'identification des membres de cette classe par des *caractéristiques factuelles* nécessite ici encore la considération simultanée de plusieurs critères :

- Éducation : on trouve une proportion notable de personnes sans diplôme d'enseignement général (37 %, contre 23 % en moyenne).
- Age : 30 % de personnes de plus de 65 ans (contre 18 %).
- Catégorie socio-professionnelle : 21 % de manœuvres et d'ouvriers spécialisés (contre 12 %). On note une proportion significative de salariés agricoles, de travailleurs intérimaires, de personnel de services.
- Santé : 38 % de personnes ayant des problèmes graves de santé dans leur vie (contre 20 %). La dépression, la nervosité, la fatigue sont fréquemment citées.
- Revenus : 34 % des foyers abritant les personnes interrogées disposent annuellement de moins de 35 000 francs, contre 23 % en moyenne.

L'enquêteur a d'autre part souvent noté : entretien tendu, conditions pénibles, indifférence. Les dépenses de logement sont une lourde charge, les restrictions fréquentes. Les réponses aux questions ouvertes sont en général assez brèves. Les inquiétudes concernant l'avenir sont fréquemment relatives à la retraite. Les espoirs librement exprimés se résument souvent à un mot : aucun.

Les hebdomadaires ou périodiques les plus caractéristiques de cette classe sont : Nous deux, Intimité, Télé poche, le Pèlerin.

### **Une classe de « modérés »**

La classe D (851 individus, 21 % de l'échantillon) en haut et à droite de la figure 1, comme les classes suivantes, a des frontières imprécises. C'est une classe de « modérés ».

On y trouve des individus satisfaits de leur cadre de vie — et non : très satisfaits — (62 %, contre 52 % en moyenne), qui pensent que la justice fonctionne assez mal (52 % contre 40 %), assez d'accord pour dire que la santé est l'affaire des médecins, que les travaux ménagers incombent plutôt à la femme ; l'enquêteur lui-même a porté une appréciation « modérée » sur les enquêtés qui sont dits assez intéressés, mais il observe également chez eux de la réticence et de la méfiance. Il s'agit souvent d'habitants de petites communes ou d'agglomérations moyennes. Cette classe est très diversifiée du point de vue de l'âge et de la catégorie socio-professionnelle ; aucun thème dominant ne ressort d'autre part de l'analyse des réponses aux questions ouvertes.

La classe E (848 individus, 21 % de l'échantillon), en haut et tout à fait à droite de la figure 1, est également un groupe de modérés, mais

## Conditions de vie et aspirations des Français

plus optimistes, et assez affirmatifs sur certains points : la famille est le seul endroit où l'on se sente bien (85 % contre 66 %), la santé est l'affaire des médecins (23 % contre 15 % en moyenne).

Le profil d'opinion sur le thème famille est assez voisin de celui de la classe B, mais avec des items moins extrêmes dans les échelles de réponse. Sur la science, l'évolution du niveau de vie, on ne retrouve pas non plus l'optimisme systématique de cette classe. 64 % estiment que la science améliore un peu les conditions de vie (contre 51 % en moyenne), et 49 % estiment que les conditions de vie vont rester identiques (33 % en moyenne pour cet item). Parmi les *caractéristiques factuelles* significatives, on note :

- Le statut d'occupation : il y a encore plus de 60 % de propriétaires ou d'accédants, (notons d'ailleurs que 80 % d'entre eux n'envisagent pas de changement de logement, alors que le pourcentage est de 70 % en moyenne, et de 50 % pour la classe A). Plus de 40 % des individus de cette classe résident dans des communes de moins de 2 000 habitants, et 11 % d'entre eux sont exploitants agricoles (contre 6 % en moyenne).
- Peu de restrictions sur les dépenses sont citées, et les dépenses de logements ne posent pas de problèmes.
- L'enquêteur porte une appréciation favorable sur l'interview.
- Les réponses aux questions ouvertes sont souvent très courtes et simples. C'est l'augmentation du coût de la vie qui est l'inquiétude dominante en ce qui concerne l'avenir, avenir pour lequel on espère plus d'emplois pour les jeunes et une importance plus grande accordée à la famille.
- Parmi les périodiques les plus caractéristiques, citons le Pèlerin, Rustica, le Chasseur Français, Historia, Clair Foyer.

### **Un pôle de non expression**

La classe F (235 individus, 6 % de l'échantillon) au milieu et tout à fait à droite de la figure 1 est un pôle de « non-expression » assez stable, qui s'oppose le plus à la classe A. La proportion des réponses « ne sait pas, ne se prononce pas » aux questions sur la justice et la transformation de la société, de l'ordre de 7 % dans la population générale, est près de huit fois plus élevée dans cette classe. Les rares opinions exprimées sont modérées ou traditionnalistes : les travaux ménagers incombent plutôt à la femme (60 % contre 32 % en moyenne). Il y a dans cette classe deux fois plus de personnes âgées de 65 ans et plus, près de trois fois plus de veufs, 17 % d'exploitants ou de salariés agricoles (7 % en moyenne), deux fois plus de non diplômés que dans la population générale. Les

revenus sont encore plus bas que dans la classe C (36 % de moins de 35 000 francs), 34 % des revenus ne sont pas déclarés, contre 20 % en moyenne. L'enquêteur a souvent noté : peu apte et fatigué, conditions d'interview pénibles.

Les réponses aux questions ouvertes concernant la famille font souvent référence à des principes religieux. Les inquiétudes pour l'avenir concernent surtout la santé. À propos des périodiques lus, on relève des taux faibles, mais significatifs, pour *Bonnes Soirées*, *VSD*, *Jours de France*, *Paris Match*.

La classe G, (au centre de la Figure 1) représente moins de 2 % de l'échantillon, elle est mentionnée ici pour mémoire : il s'agit d'une classe résiduelle où dominent les refus de répondre et les réponses indécises. Ce petit groupe est extrêmement hétérogène du point de vue des caractéristiques de base, ce qui peut faire penser à des échecs circonstanciels d'interviews.

Cet exemple descriptif du champ des opinions relatives à certains problèmes généraux, à l'aide de classes qui sont en réalité des classes *floues*, va nous permettre d'illustrer certains des éléments de notre démarche.

### ***Une démarche difficile, mais prometteuse...***

La nécessité de l'ancrage du subjectif sur l'objectif, des perceptions sur les situations, apparaît clairement : on devine la combinatoire des situations objectives sous-jacentes aux types d'opinions ou d'attitudes dégagés ; mais on constate aussi qu'aucune caractéristique de base n'intervient de façon décisive isolément : on est donc finalement confronté à un problème de recherche de cumuls et d'interactions. Les catégories socio-professionnelles à elles seules jouent un rôle moins important que l'âge, la taille d'agglomération, le niveau d'instruction et le statut d'occupation du logement, en vue d'une prédiction éventuelle des perceptions et aspirations. On note également le rôle prédictif non négligeable de ce qu'on pourrait appeler le « petit factuel » (ici : heure de coucher ; ailleurs : possession d'un piano, d'un animal domestique, pratique du sport, etc.), données objectives qui ne font pas partie des catégories habituelles, mais qui peuvent correspondre à des intersections de catégories pertinentes pour la détermination des opinions. (Exemple : se coucher tard veut souvent dire être jeune, urbain et célibataire). Mais d'autre part, l'insuffisance d'une détermination purement factuelle des groupes apparaît clairement : il y a par exemple 16 % des salariés

agricoles et des personnels de service de l'échantillon et 21 % des ouvriers, dans la classe A, que l'on pourrait qualifier un peu vite de classe d'intellectuels ; il y a de la même façon des cadres supérieurs dans la classe C, qui regroupe dans l'ensemble des « déshérités »... Ces interpénétrations sont intéressantes à analyser et à suivre en évolution : elles expriment souvent des contradictions, les situations conflictuelles ou transitoires, quelquefois simplement la faiblesse des nomenclatures ; elles peuvent être le révélateur d'anticipation d'attitudes, et intéressent à ce titre les recherches prospectives.

L'exemple brièvement présenté ne permet peut être pas de montrer tout l'intérêt d'un champ d'observation étendu ; il n'est matériellement pas possible d'énumérer les centaines d'items de réponses permettant d'affiner la description de chacune des classes. On a cependant pu voir que la totalité des *thèmes* abordés dans l'enquête a été mise à contribution.

Nous avons déjà rappelé que construire une typologie revenait à décrire la réalité d'un certain point de vue, conditionné principalement par un choix de variables. La typologie qui a été présentée a pour principal mérite de fournir un panorama assez général de l'enquête. Les classifications plus spécialisées (sur la perception de l'environnement, la participation sociale, les attitudes vis-à-vis de l'institution médicale, etc...) permettent quant à elles, d'affiner les interprétations locales.

C'est d'autre part l'état d'avancement du système d'enquête qui nous contraint à insister sur une description statique de l'échantillon. Bien que ne disposant que de deux années, on peut toutefois donner une vue d'ensemble des variations observées (sans pouvoir raisonnablement parler d'évolution). L'étude des variations des pourcentages de réponses entre fin 1978 et fin 1979 montre, parallèlement à un certain alourdissement du climat en ce qui concerne les problèmes économiques, un certain tassement des attitudes de type revendicatif, une certaine résignation, selon les termes des commentateurs. Ainsi, la proportion des individus pensant que les conditions de vie vont se détériorer au cours des cinq années à venir passe de 30 % fin 1978 à 34 % fin 1979 ; les dépenses de logement sont une lourde charge pour 33 % des personnes interrogées en 1978, contre près de 37 % un an plus tard... Mais, à ces quelques exceptions près, d'importance certes, on trouve des réponses plutôt prudentes et modérées en 1979 : les indices de satisfaction vis-à-vis du cadre de vie, de la santé, sont en hausse légère. Certaines attitudes générales sont peut-être plus optimistes : la science est vue sous un jour plus favorable (le pourcentage de ceux qui estiment que les découvertes scientifiques conduisent à beaucoup d'améliorations du niveau de la vie

passé de 33 % à 37 %), enfin, parmi ceux qui estiment que la société a besoin de se transformer profondément (ils sont 76 % en 1978 et 75 % un an plus tard, variation peu significative), les partisans de réformes progressives passent de 63 % à 68 %, au détriment des tenants de changements radicaux.

Le positionnement des deux années dans la typologie générale présentée plus haut confirme, au niveau des structures, ce qui n'est qu'une impression générale consécutive à la consultation de centaines de pourcentages... Ainsi, les classes A et C (regroupant les associations d'opinions caractéristiques des personnes insatisfaites, critiques ou revendicatives) perdent en un an respectivement 1 % et 3 %, alors que les classes B et D gagnent toutes les deux 2 %. Cette redistribution des individus entre les classes traduit de façon synthétique le « recentrage » pressenti. Ainsi le partitionnement apparaît-il comme un lieu privilégié d'observation des changements profonds, même de faible amplitude mais concernant à la fois un grand nombre de thèmes : il faut en effet que les variations portent *simultanément* sur de nombreuses réponses pour avoir des répercussions sur la composition des groupes.

Un autre enseignement de ces descriptions, qui pour l'essentiel constituent actuellement un « instantané » des perceptions et aspirations, tient ici à la *dualité organique* qui lie, plus encore que dans d'autres disciplines, l'*instrument d'observation* et la *réalité observée*. On a pu voir apparaître les appréciations de l'enquêteur, extrêmement variables selon les classes ; classes qui sont cependant établies à partir du contenu des réponses ; on aurait pu montrer aussi que le sexe, l'âge, le niveau d'instruction de l'enquêteur ne sont pas indépendants de ce contenu, les associations observées pouvant tenir à la répartition régionale du réseau d'enquête, mais aussi à la résonance et aux interactions de toutes sortes qui accompagnent ce « colloque singulier » qu'est une interview. On comprend que les analyses statistiques, comme les modélisations à venir, fassent grand cas de toutes ces variables de contrôle, dans une opération de recherche où le statut scientifique et la valeur opératoire des variables subjectives constituent un des enjeux fondamentaux.

On terminera cette brève présentation du système d'enquête sur les conditions de vie et aspirations des Français en évoquant son itinéraire à venir dans la voie étroite qui sépare les *statistiques socio-économiques traditionnelles* (pour lesquelles, de façon un peu schématique, la part du subjectif non expliqué par le factuel est un résidu, par définition peu informatif) et les *enquêtes à dominante psychosociologique*, qui considèrent souvent la réalité objective comme un simple cadre, contraignant mais peu actif... Entre la statistique générale et les outils de décision



commerciale, il y a place, semble-t-il, pour des instruments qui répondent aux nouvelles préoccupations des administrations et aux exigences accrues des entreprises. La tâche est heureusement plus modeste que celle qui consisterait à réconcilier des courants de pensée. Si les possibilités de financement permettent de prolonger l'opération au-delà de la phase expérimentale triennale, le système d'enquête aura pour vocation principale le suivi et l'analyse critique de séries d'indicateurs, l'étude de l'évolution des structures lourdes sous-jacentes qui devrait permettre de dégager des éléments prospectifs. Il s'agira cependant plus de repérer et de situer que de découvrir.

Ce système d'enquête aura pour vocation latérale de travailler à la critique et à la validation de l'information recueillie, de susciter des recherches plus modélisatrices, mais aussi de répondre à des demandes pratiques, diversifiées, comme il le fait actuellement, demandes émanant d'organismes tentés par les possibilités d'investigation spécifiques de l'instrument d'observation.

# Les styles de vie

## **Des concepts, des méthodes et des informations pour une prospective sociale**

Bernard Cathelat (1)

*Bernard Cathelat, Directeur de Recherches au Laboratoire de Prospective Sociale du Groupe Havas-Eurocom, définit le style de vie par référence aux modes d'insertion des individus dans la société. Ce faisant, il s'efforce non seulement d'analyser l'évolution des modes de vie individuels sous l'angle des conditions d'existence, des attitudes et des aspirations, mais aussi de discerner quelles sont les transformations qui s'opèrent au niveau socio-culturel global. L'analyse, menée à partir d'indicateurs objectifs et subjectifs, est répétée régulièrement, de telle sorte que l'auteur peut ici, après dix années d'enquêtes, révéler quelles sont les principales tendances d'évolution des styles de vie. Après avoir exposé la méthode originale mise en œuvre dans le cadre du CCA, Bernard Cathelat montre que les modèles culturels « Utilitariste » et d'« Aventure » hier dominants, semblent s'estomper derrière une mentalité de « Recentrage » ou de « Décalage ».*

Depuis 1970, une méthodologie nouvelle d'observation et de prévision sociales s'est développée en France, d'abord comme une procédure empirique de suivi des courants d'opinions collectives, puis comme une méthode d'analyse typologique de la population dans sa diversité, ses déséquilibres dialectiques et ses dynamismes tendanciels. Depuis 1970, le CCA, Laboratoire de Prospective Sociale du groupe HAVAS-EUROCOM, procède à des observations et enquêtes périodiques (tous les 3 ans, 4 000

---

(1) Directeur de Recherche au CCA, Laboratoire de Prospective Sociale, Havas-Eurocom et enseignant en Communications Politiques et Sociales à l'Université de Paris I.

interviews) pour tenir à jour une carte structurale, une segmentation typologique et des scénarios prospectifs socio-culturels, selon le concept et la méthode des « Styles de Vie ».

## ***Styles de Vie : une approche de la culture vivante***

Les styles de vie, dans leur concept comme leur méthode, se démarquent nettement des sondages d'opinions et de leurs dérivées, études de satisfactions et de préférences sociales, recensements de centres d'intérêt ou échelles de bien être, voire de bonheur. La notion de styles de vie dépasse celle des aspirations ou attentes des individus pour tendre à une représentation des équilibres et imitations socio-culturelles.

### ***Analyser les modes d'acculturation des individus***

L'étude des styles de vie, telle que la pratique l'équipe du CCA depuis 1970, est un essai de compréhension et de mesure des modes d'insertion des psychologies individuelles dans l'environnement matériel, technologique, économique, politique.

Le style de vie est un modèle d'acculturation, un schéma directeur des manières psychologiques et comportementales, factuelles et verbales, rationnelles et symboliques, « d'entrer en société ».

Le style de vie est une démarche dynamique par laquelle un individu se civilise, c'est-à-dire à la fois se soumet aux stéréotypes et aux valeurs collectives, se conforme et se moule, se normalise d'une part, et se fait reconnaître et accepter, s'intègre et accède à l'existence sociale, aux pouvoirs et aux devoirs, au langage et aux relations d'autre part.

Notre objectif est l'analyse de la structure, de la diversité et de la mobilité de ces modèles d'insertion socio-culturels, par lesquels les personnalités éparses échappent à l'entropie pour composer une collectivité, qui les réduit et les transcende à la fois, une civilisation.

Et l'analyse de ces styles de vie révèle la vie de la culture, dont ils sont les symptômes, de monolithisme ou diversité, de rigueur ou faiblesse, de stabilité ou mobilité...

La notion de style de vie ne rend compte ni de la seule psychologie originale de l'individu, ni de la carte d'identité stéréotypée et anonyme de l'atome social. Le style de vie se situe au confluent de la personnalité et de la sociabilité, du psycho et du sociologique que l'on pourrait aussi appeler « projections de vie ».

Ces styles de vie sont le lieu et le moment où se constitue la société et la culture, et se reconstituent sans cesse.

La « culture » naît du fait que sans cesse une masse d'individus, pour s'y adapter, se projette dans l'environnement, et ainsi crée un langage : langage des objets, langage idéologique, langage économique des relations. La culture est ce langage, geste collectif d'appropriation du réel. Le projet de l'observateur des styles de vie ne se limite pas à l'étude des manières de vivre des individus, mais à travers ce symptôme cherche à saisir la manière dont, sans cesse, se reconstitue et se recrée la culture.

C'est l'ambition de suivre, à travers la forme que prennent les « styles de vie », comment se cristallise à chaque instant un système de valeurs, comment se forment des schémas de conduite, comment finalement les individus qui composent une société, informent le réel, donnent un sens aux choses et se confèrent à eux-mêmes un statut et un rôle. Par analogie, on pourrait comparer le style de vie au « costume » qui est un modèle d'adaptation résultant de la dialectique entre l'expression de la personnalité de celui qui le porte, et les contraintes d'environnement, climat ou mode.

Et l'analyse du costume permet à la fois de saisir la manière dont un individu se socialise et la manière dont la société évolue dans ses modèles et dans ses modes.

Et le style de vie est bien à la fois le mouvement par lequel les individus se socialisent, et le mouvement par lequel la culture ou la société se crée, et se recrée, par l'enrôlement des individus.

### ***Observer la structure sociale renaissante***

Le premier principe de la méthode du CCA est l'empirisme : nous refusons les modèles explicatifs à priori, les théories et les idéologies fournissant des hypothèses préalables, les dogmes directeurs.

L'étude de styles de vie est une photographie, une série d'instantanés sociaux qui deviennent un film au fil des années.

L'analyse socio-culturelle consiste à rechercher la structure sans cesse renaissante de la culture et d'identifier les déséquilibres moteurs qui génèrent des courants dynamiques.

Le deuxième principe méthodologique est de rechercher et de mesurer ces déséquilibres moteurs dans la vie et dans la psychologie quotidienne des citoyens, dans leur effort quotidien de socialisation.

Nous proposons ainsi à la prospective sociale une variable supplémentaire de dynamique sociale, vue au travers des valeurs culturelles et du prisme des individus, et non dans les structures, les grands faits collectifs ou les moyennes générales.

Le troisième principe de notre démarche est d'observer comment se structurent ces tendances en une mosaïque ou typologie d'individus qui

résulte de ces poussées, de ces déséquilibres permanents, et qui distribue les individus dans la structure du changement, révélant ainsi dans quels groupes sociaux ils agissent plus ou moins, quels types ils renforcent, quels profils ils affaiblissent.

Le baromètre des styles de vie gère le bilan, à chaque moment de la société, des modèles dominants et dominés, des schémas les plus attractifs ou répulsifs, des images en progression statistique et en régression, des styles de vie où se situe le pouvoir économique et politique...

### **Saisir la « Gestalt » psycho-sociale**

L'appellation de styles de vie recouvre des conceptions et des méthodes fort différentes, parfois divergentes, qui ne répondent pas toutes à cette problématique.

Pour certains, priorité est accordée au suivi des idées et des stéréotypes, des courants de la mode et des valeurs dominantes, par la mesure périodique d'une batterie d'échelles d'opinions et d'attitudes.

C'est le cas des systèmes nommés « Courants Socio-Culturels » qui tous dérivent du « Monitor » de l'américain Yankelovich.

Pour d'autres, priorité est au contraire donnée aux comportements, aux habitudes, aux usages par des enquêtes thématiques et sectorielles de même méthodologie que les études de marché ; c'est le système AIO, américain également.

Le CCA a choisi de développer une méthode originale qui gère la synthèse des 4 différentes composantes du « Socio-Style » :

- les variables socio-économiques et démographiques (âge, sexe, profession, revenu, habitat...) qui conditionnent partiellement la vie ;
- les variables comportementales, les habitudes, les faits et gestes quotidiens qui constituent la dimension la plus matérielle et concrète du style de vie, incarnant l'inertie et la pesanteur de l'expérience acquise ;
- les variables d'opinions et attitudes, jugements rationnels et stéréotypes de pensée qui traduisent la socialisation psychique de l'individu, son adhésion formelle aux valeurs et normes collectives ;
- et enfin les variables projectives, motivations et rêves, sensibilités et préférences irrationnelles, utopies et souhaits d'avenir, facteurs essentiels qui traduisent la dimension la plus personnelle du style de vie et son dynamisme tendanciel.

Le style de vie ne peut être réduit au seul mode de pensée socialement stéréotypé ni au seul mode de vie conditionné par la pesanteur des habitudes et les conditions socio-économiques, physiques, politiques ; on ne saurait de même le réduire au tempérament, au caractère, à la

motivation individuelle, ni aux courants, à la mode des cultures dominantes ou aux valeurs des leaders, innovateurs ou militants... Le style de vie est une « Gestalt », une synthèse en équilibre qui résulte de l'interaction de toutes ces variables et qui transcende chacune d'elles.

## ***Styles de Vie : des concepts opératoires***

Cette conception des styles de vie comme variables actives de la culture en reconstitution et mutation permanentes soutient les concepts et les méthodes développés depuis 1970 au CCA.

Sans prétendre encore expliquer les équilibres ou déséquilibres sociaux ni les mutations culturelles, ces concepts et méthodes s'offrent aujourd'hui comme des instruments de photographie de ce mécanisme d'acculturation dynamique que nous appelons style de vie. Ces photographies fournissent une base pour le diagnostic ; ces photographies répétées constituent un film pour saisir le changement ; ces photographies radiographiées et disséquées selon les quatre dimensions de la structure typologique, de l'équilibre du système de valeurs dominant et des orientations prospectives, offrent un matériel d'analyse de la dynamique socio-culturelle.

### **« La sociostructure »**

C'est, en résultante de la dialectique entre les pesanteurs et les dynamiques, la carte du paysage socioculturel en remodelage permanent. La « socioculture » s'analyse par l'organisation et se mesure statistiquement par la corrélation de valeurs et d'idéaux, d'attitudes et opinions, d'images et stéréotypes, de symboles et langages, de comportements et consommations qui sont les manifestations concrètes quotidiennes de la reconstitution permanente de la culture.

La « sociostructure » se traduit en un mapping multidimensionnel, carte psychosociologique où se dispersent et se regroupent, se positionnent les individus selon les principaux axes de styles de vie. Ce concept socio-culturel définit le lieu et le mode de positionnement des personnes, des choses, des organisations et des idéologies dans l'équilibre actuel, mais instable, de la culture.

Cette « socioculture » se diversifie en micro-cultures qui sont des familles de pensée et de conduites homogènes, dont on analyse les rapports en termes de micro-cultures dominantes et dominées.

**« Les sociostyles »**

Dans cette organisation socio-culturelle, les « sociostyles » décrivent la variété limitée des modèles de vie pratique, d'expression et de pensée, qui, à un moment et en un lieu donnés, sont reconnus, permis et valorisés dans une sociostructure particulière. Les « sociostyles » se traduisent donc en une galerie de portraits-robots psycho-sociologiques homogènes situés sur la carte des styles de vie.

Cette typologie associe les variables socio-économiques et professionnelles (professions, revenus...) et démographiques (âge, sexe, habitat...), à des variables comportementales, des variables d'opinions et attitudes et des variables projectives et prospectives, pour synthétiser la complexité multidimensionnelle de chaque individu et le définir dans le paysage social par cet équilibre.

**« Les flux culturels »**

Ce concept définit le système de valeurs, exprimé en courants d'idées, en images et stéréotypes, qui révèle la « sociostructure » en équilibre instable à un moment donné. Les « Flux Culturels » sont la résultante de la dialectique entre les individualités et l'environnement socioculturel.

« Les Flux Culturels » sont le langage de la société, par lequel sont définis et valorisés, situés et organisés les images et questions des objets, les missions et rôles des institutions, les relations et statuts des personnes, les codes et normes de la mode...

Concept partiel, qui analyse de façon privilégiée la psychologie collective au détriment du mode de vie comportemental, les « Flux Culturels » constituent le filigrane idéologique de la carte socio-culturelle, de ses cultures dominantes et dominées, modes de ralliement des individus aux modes sociales.

**« Les axes perspectifs »**

Ce troisième concept définit et mesure les courants majeurs d'attentes dynamiques et les disponibilités au changement, inscrits dans la « sociostructure » actuelle, sous forme de déséquilibres tendanciels, valorisant comme scénarios d'avenir préférable des modèles de société et des styles de vie privée.

Ces prospectives, qui en réalité sont des « Perspectives d'avenir », révèlent des changements en cours dans l'équilibre de la « sociostructure », dans la dialectique des microcultures et mentalités dominantes et dominées, dans le système des « Flux » de valeurs et de normes, dans la stabilité des « sociostyles ».

Au plus près de la prospective sociale, c'est-à-dire du déséquilibre moteur de la « sociostructure » vers l'avenir et des orientations tendanciennes des différents types de « sociostyles », les « Axes Perspectives » sont les symptômes des mutations culturelles en cours et fournissent des éléments de scénarios prospectifs.

La conception des styles de vie de l'équipe de recherche du CCA propose ainsi :

- un concept d'organisation structurale de la dialectique socio-culturelle, « la sociostructure », pour une photographie instantanée de la carte sociale et de ses régions de positionnement ;
- un concept de segmentation de la population en une variété typologique de portraits de modes de pensée, de sentiments et de comportements, les « sociostyles », pour une nouvelle classification des sujets sociaux selon leur positionnement sur la carte sociale ;
- un concept d'analyse de l'idéologie dominante, du système de valeurs, des normes, des images stéréotypées et des modes, « les Flux Culturels », pour une pratique du langage social ;
- un concept de mesure des tendances dynamiques d'évolution, inscrites dans les déséquilibres de la « sociostructure » et exprimées par les projections des individus, « les Axes Perspectives », pour le diagnostic des mutations en cours et l'élaboration de scénarios prospectifs.

### ***Styles de Vie : des méthodes opérationnelles***

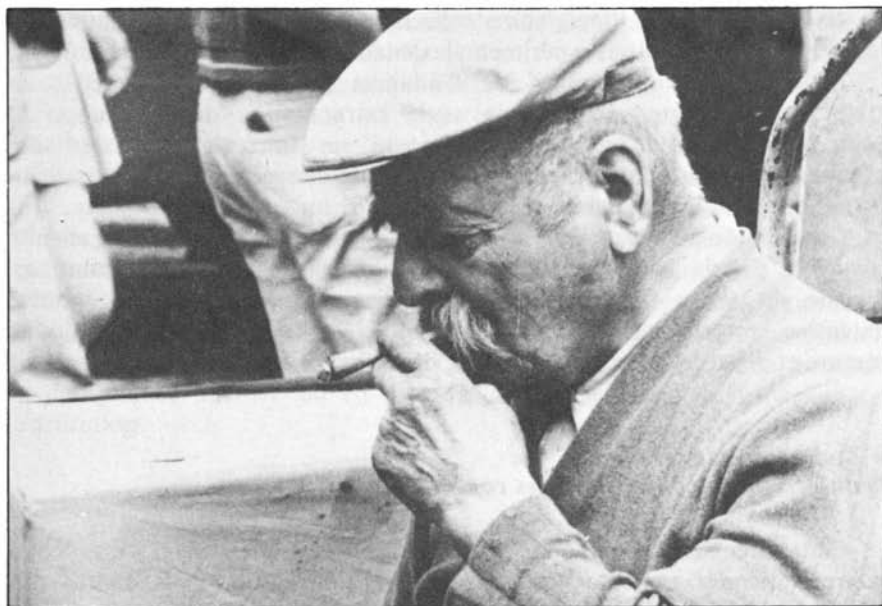
Depuis 1970, le CCA a mis au point et expérimenté, d'abord empiriquement puis systématiquement, des méthodes qualitatives et quantitatives pour le diagnostic et la mesure des styles de vie, au travers des 4 concepts opératoires définis précédemment.

Toutes ces procédures d'études se caractérisent, selon notre conception des styles de vie et de leur apport à la prospective sociale, par la priorité accordée à l'interprétation de la dialectique entre les pesanteurs et les dynamiques, inscrits dans la vie quotidienne des individus, des structures ou des objets.

#### ***« Radiographie des styles de vie » la dialectique des habitudes et des attentes***

C'est une étude des opportunités de changement résidant dans les déséquilibres dynamiques du public.

Cette première méthode se définit comme le diagnostic interprétatif des opportunités tendanciennes (qui sont la définition même de la



prospective sociale), auprès des individus, au plus près de leurs besoins et motivations et de leurs comportements, sur un sujet précis dans un secteur particulier.

Le principe méthodologique est de reconstituer expérimentalement la dialectique pesanteur/dynamisme par une double étude auprès du même échantillon.

*Le premier volet de l'étude est de nature ethnologique* (méthode « DIP » mise au point avec J.P. Gard). Il consiste à observer au plus près de la vie quotidienne les inerties et pesanteurs qui s'opposent au changement :

- inerties mentales des préjugés, des stéréotypes, des apprentissages, recueillies par des techniques d'interviews rétrospectifs, d'analyse lexicologique du langage, d'associations d'idées, et de techniques projectives...
- et inerties comportementales des habitudes, des conditionnements psychophysiologiques, recueillies et analysées par l'observation *in-vivo* des gestes et des comportements.

*Le deuxième volet, complémentaire, est psychologique* (méthode « Epsy » créée avec Guy Aznar). Il consiste, auprès du même échantillon,

en un diagnostic de l'imaginaire collectif et de ses attentes créatives et innovatrices, en situation expérimentale de laboratoire de longue durée.

Le diagnostic interprétatif de tendances prospectives sectorielles de styles de vie porte, non sur la seule extrapolation des habitudes de comportement et de pensée actuelles, ni sur la seule projection des attentes imaginaires, mais sur les « noyaux de convergences » de ces deux ordres de variables en dialectique.

Cette étude-diagnostic qualitative, sur échantillon restreint, est ensuite pondérée par la banque de données nationale, quantitative et multisectorielle de styles de vie. Elle peut être complétée par une enquête extensive sectorielle (méthode « Galaxy » créée avec Claude Nicolaÿ) de mesure et de structuration typologique de ces hypothèses de tendances.

**« Audit des styles de vie »  
la dialectique des objectifs et des concurrences**

Cette deuxième méthode se définit comme le même diagnostic interprétatif des opportunités sectorielles d'innovation, mais auprès des entreprises, structures et organisations. Alors que la méthode de « Radiographie Culturelle » diagnostique les perspectives possibles (« les futuribles ») de la demande publique, cette seconde procédure « l'Audit socioculturel » diagnostique les évolutions possibles de l'offre institutionnelle ou professionnelle.

Le principe méthodologique est d'observer expérimentalement la dialectique entre les objectifs de changement volontaristes d'une organisation, et les inerties et pesanteurs engendrées par les actions de communication ou de production antérieures de cette même organisation ou de ses concurrents ou partenaires.

La première phase de l'étude est *l'Audit socioculturel des offres* (méthode créée avec Alain Boudier) : bilan de positionnement et analyse de la valeur socio-culturelle des produits, services, images de marques et messages actuellement présentés au public dans un secteur et sur un sujet donnés, nationalement ou internationalement (« audit transculturel »). Cette étude est opérée par analyse sémiologique des langages, des messages, des objets et par observation *in-vivo* du fonctionnement des organisations, sur le terrain, en une démarche de type ethnographique par une équipe de sociologues.

La deuxième phase, complémentaire, de l'étude est *l'Audit des objectifs et capacités de l'institution* à s'adapter aux concurrences extérieures. La méthode du « Chorum » (créée avec Mike Burke) permet

de simuler en situation expérimentale de laboratoire la dialectique environnement/institution et la négociation d'un consensus d'action entre les différents partenaires, externes et internes de l'organisation.

Le « Chorum » consiste en une réunion de longue durée (1 ou 2 jours) de 4 à 8 commissions/échantillons de 6 à 12 personnes chacune, représentant les différents partenaires techniques, économiques, sociaux, structurels, animés en un processus de travail dynamique, selon un planning qui alterne les phases de travail en commissions et les carrefours (en multiple vidéo) d'échange et débat, d'abord pour un bilan du passé et de ses pesanteurs, puis pour un diagnostic des opportunités du présent et enfin pour des propositions d'avenir. C'est une technique pour évaluer quelles opportunités d'innovation et quels scénarios prospectifs se trouvent en consonance positive ou en dissonance négative avec les capacités de l'institution.

**« Test d'impact de styles de vie »  
la dialectique de l'offre et de la demande**

C'est une étude de l'élasticité et de la perméabilité des mentalités du public à l'innovation et au changement.

Cette troisième méthode, typique de la conception des styles de vie du CCA, se définit comme un test qualitatif, permettant d'ajuster un scénario prospectif ou un projet d'innovation, d'une part aux mentalités des leaders d'opinions, experts, décideurs et notables, et d'autre part aux modes de vie et de pensée du public concerné.

La première phase d'étude est une « Expertise » (méthode mise au point par Mike Burke, dérivée des techniques de Delphi américaines) qui consiste à interroger à distance, nationalement et internationalement, un échantillon de 100 à 1 000 notables ou leaders, par un questionnaire d'évaluation prospective d'une série de propositions et de scénarios.

La deuxième phase d'étude est une « étude d'impact socio-culturel » auprès du public (créée avec Guy Aznar), qui analyse les réactions à ces propositions et scénarios des différents types de styles de vie du public, soit par des techniques qualitatives de groupe, soit par sondage quantitatif.

Comme dans les méthodes précédentes, le principe est ici de confronter les pesanteurs et les dynamismes psychosociologiques, les mentalités des experts et du grand public, pour diagnostiquer les opportunités d'innovation résultantes, c'est-à-dire l'éventail des devenir préférables parmi les possibles.

**« Baromètre des styles de vie »  
la dialectique du comportement et de la psychologie**

C'est enfin la procédure la plus connue, mais non la seule, de mesure quantitative périodique, nationale et multi-sectorielle des styles de vie (tous les 2 à 3 ans).

La plus récente de ces enquêtes, « styl'80 » en est l'exemple : 4 000 interviews représentatifs de la population française métropolitaine de plus de 15 ans ; un questionnaire de 4 heures environ, administré sur rendez-vous par enquêteur à domicile ; une enquête portant sur les comportements, attitudes et projections dans tous les chapitres de la vie. L'originalité de l'enquête (réalisée sur le terrain par les enquêteurs de Nicolay Associés en 5 mois et demi) réside dans la volontaire lourdeur du questionnaire qui associe des questions factuelles et des échelles d'opinions, et qui utilise abondamment les questions projectives : photos et dessins, scénarios prospectifs (3 500 variables au total).

Le baromètre de styles de vie du CCA comporte 4 banques de données :

- des indicateurs socio-culturels généraux : sociostyles, flux et axes perspectifs ;
- une banque de données commerciale sur la distribution, la consommation, les arbitrages économiques et les démarches d'achat ;
- une banque de données Media sur les modes d'information, la lecture de 90 titres de presse et des tranches horaires ou émissions des radios et chaînes de télévision, et les attitudes d'information ;
- et une banque de données sur le langage et la communication, étudiées très concrètement par le test de 150 images et de 60 films TV et spots radios.

Le traitement informatique du baromètre de styles de vie s'opère en 3 étapes : réduction des 3 500 variables par analyses sectorielles successives ; élaboration d'une typologie de sociostyles d'individus à partir des notes factorielles ; et analyse multidimensionnelle de correspondance entre les sociostyles et les Flux, pour générer la carte ou sociostructure sur laquelle sont ultérieurement projetés tous les résultats de toutes les questions.

Dans cette approche extensive et statistique des styles de vie elle-même, la posture de recherche du CCA demeure fondamentalement qualitative et interprétative ; et c'est, à nos yeux, dans la discipline de l'interprétation qu'il faut rechercher l'objectivité plutôt que dans la magie mathématique qui ne peut en être que le support et le matériau.

Car c'est bien dans ces méthodologies et leur posture interprétative que s'exprime notre conception de prospective sociale : rechercher dans le public l'une des variables méconnues des mutations sociales — par

l'observation de la dialectique des comportements et des pulsions au sein de chaque personne, de la dialectique de l'individu et de la culture en un lieu et un instant — et de la dialectique entre la pesanteur de l'histoire et de dynamisme des projets... Le style de vie est le symptôme de ces tensions du devenir.

## **Styles de Vie : des informations pour une prospective sociale**

Quel est le bilan aujourd'hui de 10 années d'observation socio-culturelle par le baromètre des styles de vie ?

C'est tout d'abord le panorama d'une diversification croissante de la sociostructure qui apparaît sans cesse plus émiettée en une mosaïque de modèles et de sociostyles différents, que structurent des axes en cours de radicalisation. Notre société se tribalise en micro-cultures de moins en moins solidaires, alors que le fond culturel commun se dissout et s'affaiblit ; les systèmes de valeurs et les modèles d'identifications collectifs paraissent ne plus fonctionner.

Cette diversité fait apparaître 4 sous-cultures qui résultent de la sédimentation historique récente de systèmes de valeurs et de schémas de conduites, de langages et de signes en domination alternée.

C'est donc aussi le panorama d'une évolution socio-culturelle qui, pour être mesurée sur une courte période, n'en révèle pas moins des changements de culture dominante en cours.

Le 1<sup>er</sup> modèle culturel, qui apparaît dans nos études depuis l'origine est « **le style de vie Utilitariste** ».

Après avoir constitué la culture dominante des années 1945-50 et réunit sans doute près de 80 % des Français (nos études n'existaient pas encore), ce type n'apparaît plus aujourd'hui que comme le vestige de la culture pré-industrielle et rurale de l'avant guerre, en déclin régulier (de 25 à 15 % en 6 ans).

Cette microculture actuelle est celle des isolés sociaux, et des moins favorisés sur les plans économique, culturel et professionnel, globalement sous informés, sous consommateurs et détenant peu de pouvoir social, si ce n'est celui de l'inertie.

L'Utilitarisme est fondé sur un système de valeurs orienté vers les pôles d'ordre et de positivisme :

- positivisme du travail, de l'effort, de la persévérance ;
- positivisme de l'économie, de l'épargne passive, de l'auto-production, du patrimoine, de la propriété ;

- positivisme du pragmatisme, de l'utilitarisme, du travail manuel, du fonctionnel, du pratique, du quotidien ;
- ordre des habitudes, des acquis, des structures en place, de la durée et de l'éternité, de l'histoire, du passé ;
- ordre établi des notables, des institutions, de l'Etat, devant lesquels la résignation et le respect passif sont de règle ;
- ordre des grands principes, des valeurs sacrées, des idéologies, des religions, des totems et des tabous ;
- ordre immédiat de l'individu, de la famille, de la tribu facilement xénophobe mais à solidarité interne obligatoire.

Ce modèle et ce système de valeurs est en déclin quantitatif important. Mais leur influence est encore très forte sur la vie politique et sociale : ces valeurs (travail, famille, patrie, effort, sacrifice, épargne, résignation) sont encore le fond culturel commun d'une large majorité des Français et ces modèles sont encore inscrits dans le fonctionnement de l'Etat, des administrations et de nombre d'entreprises.

Un 2<sup>e</sup> modèle socio-culturel s'est implanté en France aux lendemains de la II<sup>e</sup> guerre mondiale, et n'a cessé de se développer pendant 30 ans. « **Les styles de vie d'Aventure** » sont le symbole de la modernisation de la France des années 50 à 80, sur le modèle américain.

Ces styles de vie et de pensée, ce modèle social ont rassemblé jusqu'à 42 % des Français en 1974, principalement des cadres et professions libérales, cultivés et aisés, actifs, mais aussi des ouvriers et employés urbains, hommes et jeunes femmes au travail, les plus qualifiés et cultivés des secteurs de pointe en expansion et du tertiaire, la génération de la TV et des voyages...

L'Aventure se définit par un système de valeurs de mouvement et à la fois de positivisme et de sensualisme :

- mouvement de l'ouverture au monde, de l'esprit multinational ;
- mouvement du progrès, de l'avenir, de l'exploration, du défrichage et de l'expérimentation ;
- mouvement de la vitesse, de l'éphémère, du recyclage, de la mobilité, de l'innovation et du changement accéléré, de la vie dans l'instant ;
- mouvement du développement personnel, de l'initiative, de l'autonomie, de l'anarchie permissive, du refus des contraintes et des règlements ;
- positivisme de la science, de la technologie, de la robotisation, de l'efficacité fonctionnelle, de la raison pure ;
- mais sensualisme de l'esthétique, de la mode, du plaisir sensuel, du libéralisme des mœurs ;
- positivisme de l'esprit d'entreprise, de l'ambition et de la volonté de réussite, de la compétition agressive, de la conquête ;

- et sensualisme du loisir, de l'épanouissement personnel, de la priorité de la personnalité psychologique sur l'avoir matériel.

Portée par l'industrialisation, l'urbanisation, l'automatisation et la division du travail, l'accélération des transports, l'instantanéité et l'ubiquité des communications, les technologies et les matériaux nouveaux, cette culture est devenue dans les années 60 la culture dominante, le scénario d'avenir officiel, le lendemain qui chante de la société industrielle en marche triomphale vers l'horizon post-industriel.

Aujourd'hui cette micro-culture est entrée en déclin : son essoufflement discret date de mai 1968, sa perte de prestige est devenue statistiquement mesurable dès 1974 et aujourd'hui sa récession apparaît sûre : de 42 % des français en 1974 à 15 % en 1980 sur le baromètre des styles de vie du CCA.

Contesté de l'intérieur par presque toutes les minorités agissantes (consommérisme, écologie, régionalisme, féminisme en partie,...), choqué par la récession économique, le modèle socio-culturel d'aventure, et son stéréotype de jeune loup dynamique, technocrate multinational aux dents longues, n'est plus le référent majeur de l'imaginaire collectif.

C'est un 3<sup>e</sup> modèle de styles de vie « **le Recentrage** », qui réunit désormais, à la fois dans le présent et dans les projections d'avenir, une majorité de Français autour d'un système de valeurs et d'un schéma de conduites, dont le pôle majeur est la recherche de sécurité :

- sécurité de la tradition, du passé, de l'histoire, contre la course au progrès ;
- sécurité de la vie micro-sociale, locale, régionale, familiale et associative, contre le mondialisme et l'implication nationale ;
- sécurité de l'ordre social, du consensus, de la rigueur et de la discipline, contre le laxisme ;
- sécurité de l'ordre moral, des valeurs transcendantes, contre le cynisme et la démythification ;
- sécurité de l'installation matérielle et du confort du nid ;
- sécurité de l'ordre naturel, de la vie simple et rustique, de l'écologie, de la frugalité, contre la sophistication, l'artificiel, la technologie ;
- sécurité du romantisme, de l'irrationnel, de l'évasion imaginaire, du rêve poétique, de l'émotion et de l'affectivité, contre le rationalisme et le positivisme.

Ce modèle socio-culturel n'est pas nouveau : il est né avec la bourgeoisie moyenne et sa tendance prioritaire à protéger ses acquis de confort et de statut. Mais ce modèle « petit bourgeois » qui stagnait dans les années 60, se développe aujourd'hui (de 36 % en 1974 à 49 % en



1981) et surtout se rajeunit et s'enrichit de jeunes plus aisés et qualifiés, plus cultivés et urbains.

Depuis 1975, le recentrage apparaît comme un mouvement culturel réactionnaire, fondé sur la méfiance, la peur, la fatigue, la désillusion devant le style de vie et le style de société d'Aventure, modèle dominant des années 50 à 75.

Cependant il porte, en gestation, l'opportunité d'innovations sociales, fondées sur 3 tendances dynamiques et potentiellement créatives :

- tendance au naturel, actuellement mythe romantique, susceptible de nouvelles relations avec l'environnement et la matière et une conception neuve de l'économie ;
- tendance à la coopération, au mutualisme, qui peut se limiter au corporatisme ou générer de nouveaux modèles et structures d'organisation et de relations sociales ;
- et surtout tendance micro-sociale, aujourd'hui vécue comme isolationnisme xénophobe défensif, mais susceptible aussi de favoriser la décentralisation et une structure socio-politique et relationnelle nouvelle : cette tendance favorise des structures micro-sociales classiques comme la famille, les communautés locales et régionales, les clubs, les identités ethniques, mais aussi et surtout, chez les jeunes, des micro-cultures nouvelles, associations informelles, communautés médiatisées par la presse ou les ondes, tribus électroniques...

Le futur immédiat le plus probable est la domination des années 80 par ce modèle socio-culturel de pensée et de vie, modèle de style de vie et modèle de société : on peut conjecturer que les années 80/85 le verront surtout sous ses formes réactionnaires isolationnistes, xénophobes, conservatrices, irrationnelles ; et que la période 85/90 pourrait voir s'exprimer les potentiels d'innovation sociale du Recentrage.

Mais un 4<sup>e</sup> modèle socio-culturel se manifeste de façon statistiquement importante depuis 1979 dans notre baromètre de styles de vie « **le Décalage** » se constitue comme une nouvelle micro-culture dynamique.

Aux antipodes du Recentrage, le modèle de pensée et de vie, de langage et d'organisation du Décalage se définit autour d'un vécu d'entropie :

- entropie de l'absence de système de valeurs, d'idéologie, de philosophie, de religion, de l'absence de modèles, de héros, de figures d'autorité, de mythes et de totems ;
- entropie du déracinement temporel et spatial, par absence d'histoire, de passé et de tradition comme d'avenir et de prospective, et par absence de terroir, de patrie, de communauté d'appartenance ;

- entropie de l'instabilité, du changement permanent, de la métamorphose aléatoire, du vécu instantané et du spontanéisme, dans l'espace et le temps ;
- entropie du dédoublement du style de vie, du jeu de rôle distancié, du débrayage mental, du hors-jeu social, de la dérision et du parasitisme ;
- entropie de la double culture, scolairement rationnelle d'un côté et paradoxalement imaginaire, fantasmatique, irrationnelle, nourrie de BD, de SF, de pop et rock de l'autre ;
- entropie de l'évasion, de l'absence, de l'ailleurs, vers le néant et la drogue, l'exotisme, le rêve, le surréalisme, l'aventure personnelle hors des sentiers battus.

Ni révolutionnaire, contestataire, militant, utopiste, constructif, ni réellement intégré, le style de vie de Décalage associe la conformation sociale passive minima et l'évasion mentale la plus a-sociale.

Ce modèle est particulièrement attractif pour des français jeunes (15/35 ans), urbains ou parisiens, très cultivés scolairement ou autodidactes, aisés et dépensiers, impulsifs et instables : ni cadres aux dents longues, ni révolutionnaires utopistes, *Décalés*.

D'anciens soixante-huitards ont adoptés ce mode d'intégration à responsabilité limitée ; et 40 % des adolescents aujourd'hui semblent s'orienter vers ce modèle socio-culturel.

Le Décalage apparaît comme le 2<sup>e</sup> courant porteur des années 80, radicalement opposé au Recentrage, mais fondé comme lui sur le déclin des styles de vie d'Aventure industriels multinationaux. Décadence d'une culture sans modèle ni valeur, sans mythe ni utopie, ou germes d'une mutation fondamentale ?

La prospective sociale par la méthode des styles de vie rencontre ici ses limites : nous pensons y diagnostiquer et y mesurer l'un des facteurs de mutations sociales ; il reste à croiser ces variables socio-culturelles avec les autres données économiques et technologiques, politiques et structurelles du devenir, des futurs possibles et préférables.

# **La télédiffusion interactive**

P. Pergler (1)

*Les pays occidentaux et occidentalisés font actuellement l'expérience de communautés câblées qui s'avèrent un succès commercial. Elles marquent un progrès par rapport au réseau télévision-radio-téléphone actuel en ce que toute l'information qui entre à la maison ou en sort est concentrée dans un seul appareil: il s'agit essentiellement d'un téléviseur modifié et amélioré de façon à procurer des services autres que les seuls divertissements et information. Cette modification du téléviseur nous permet maintenant de parler de télédiffusion interactive. Si la radiodiffusion désigne la communication dirigée vers le citoyen depuis la radio ou la télévision, la télédiffusion interactive désigne la communication dialoguée, du citoyen vers la source de télédiffusion ou radiodiffusion, vers le gouvernement ou vers d'autres qui affectent sa vie. La télédiffusion interactive comporte une interaction entre le citoyen et ceux qui cherchent à l'informer, à l'éduquer, à le divertir, à le régler ou à lui procurer biens et services.*

Les auteurs de science-fiction et les théoriciens des communications présentent habituellement deux scénarios quant aux effets de la télévision bidirectionnelle sur le citoyen. En quelques mots, ou bien le citoyen aura la maîtrise de son téléviseur et pourra influencer son milieu grâce à son

---

(1) The Institute for Research on Public Policy (Institut de recherches politiques). Montréal.

pouvoir interactif, ou bien le téléviseur conditionnera et dirigera le citoyen et, de ce fait, les détenteurs du pouvoir l'atteindront et l'influenceront. Le citoyen consentirait en l'occurrence au contrôle. Il deviendrait un citoyen automatisé. 1984, de George Orwell, est un compte rendu romancé de la révolte contre la vie automatisée et l'emprise de la télévision, tandis que *Fahrenheit 451* constitue peut-être la première tentative sérieuse d'explorer, dans le roman, la possibilité de la télédiffusion interactive. Au cours des quelques années écoulées depuis la publication des romans d'Orwell et de Bradbury, la télédiffusion interactive est devenue une réalité.

Il existe évidemment des méthodes de télédiffusion interactive plus classiques. Le citoyen a toujours eu la possibilité, que ce soit par le téléphone ou par la poste, de répondre ou de réagir aux messages diffusés par les stations de télévision. Les enquêtes ou sondages téléphoniques et les questionnaires postaux sont d'autres façons habituelles d'obtenir l'opinion de l'auditeur, mais des études ont révélé qu'il s'agit là de moyens grossiers et incomplets de juger de l'opinion de l'ensemble de l'auditoire. Ce sont des outils peu maniables.

Les moyens d'information domestiques que l'on met actuellement au point permettront des sondages, enquêtes et ventes plus automatiques et raffinés. Si, par exemple, une chaîne de télévision diffusant vers une communauté câblée voulait échantillonner la réaction de l'auditoire à une nouvelle émission, elle pourrait le faire automatiquement et ce pour l'ensemble de la population câblée, tout en obtenant des renseignements sur la proportion des gens qui avaient coupé l'émission après quelques secondes ou qui avaient regardé l'émission entière ou sur toute autre caractéristique que la direction de la station ou le commanditaire souhaite connaître. La technologie permettant cet échantillonnage, avec ou sans l'accord du spectateur, existe déjà. Si on connaît, en outre, les caractéristiques des familles spectatrices, l'échantillonnage de la communauté câblée peut être sélectif au cas où le commanditaire s'intéresserait avant tout à la réaction de divers segments de la communauté, tels que les riches ou les personnes âgées ou encore des familles avec des enfants à la maison.

La télédiffusion interactive (et cela existe déjà dans les communautés câblées), en plus de permettre des enquêtes ou sondages automatisés, peut remplir diverses fonctions et effectuer diverses tâches. Le spectateur s'intéressera en premier lieu au choix d'émissions plus étendu et à l'extension des concepts de télévision payante et de télévision par câble. La télévision interactive peut aussi remplir d'autres fonctions : système d'alarme en cas de feu, de vol ou d'urgence médicale, ou lecture à

distance des compteurs domestiques. On peut aussi diffuser vers les maisons des informations fournies par les annonceurs ou les ordinateurs et stockées dans des zones de mémoire centralisées. La télévision interactive branchée à des réseaux de communication peut virer des fonds électroniquement, rembourser les créanciers et permettre au spectateur d'acheter des produits annoncés à la télévision. On peut aussi permettre aux amateurs de jeux électroniques de se mesurer à des adversaires éloignés ou de jouer contre des programmes stockés dans une zone de mémoire centrale. On peut aussi penser à des canaux destinés à des votes publics et au dépouillement du scrutin lors d'assemblées parlementaires.

### ***Les communautés câblées***

Il existe davantage de communautés câblées et d'exemples de télévision interactive qu'on ne le croit généralement. L'exemple le plus remarquable est probablement QUBE, un réseau de télévision par câble de 30 canaux à Columbus, en Ohio. QUBE permet de payer pour certaines émissions de choix et de visionner gratuitement plusieurs émissions publiques ou commanditées. Le spectateur peut faire connaître son opinion sur l'émission qu'il regarde au moyen d'une console à boutons-poussoirs. Les cinq boutons permettent aussi de répondre instantanément à des questions relatives à la consommation et aux affaires publiques transmises sur l'écran. Le gigantesque conglomerat de divertissement américain, Warner Communications Inc., est propriétaire-ex ploitant de QUBE. Warner et ses spectateurs sont d'avis qu'il s'agit là d'un succès.

Bell Northern Research of Canada met au point, dans ses laboratoires d'Ottawa, un mode de scrutin et de sondage nommé *Votaphone*. Le système est branché sur l'appareil de téléphone domestique mais on peut s'en servir indépendamment. On pourrait le développer afin d'estimer la taille de l'auditoire, de lire automatiquement des compteurs, de facturer la télévision payante et de surveiller des systèmes d'alarme, mais cela n'est pas encore fait.

*Vista* est une autre expérience de Bell Canada. Il s'agit essentiellement d'un système vidéotex qui peut transmettre sur l'écran domestique une somme énorme d'informations qui n'est habituellement disponible que dans des bibliothèques ou des ordinateurs. L'expérience tentée en 1979-1980 comprend les terminaux de 25 utilisateurs et 2 000 pages de texte en français et en anglais ainsi qu'en sept couleurs ; il s'agit de renseignements sur l'actualité, la météo, les sports, les services aux consommateurs, d'annonces classées et de textes de divertissement. C'est en somme un journal électronique. Au cours de 1979, on en était à améliorer le

vidéotex canadien de concert avec Vista. Telidon, mis au point par le ministère fédéral des Communications s'avérera probablement supérieur aux autres systèmes vidéotex. Un essai du Telidon en 1979 comportait 120 foyers en Alberta et en Ontario.

On a fait l'essai, tant au Canada qu'aux États-Unis, d'autres systèmes de télédiffusion interactive. Dans l'ensemble, cependant, aucun d'eux ne s'approche du système HI-OVIS introduit en 1978 dans l'ouest du Japon. HI-OVIS est un système de télévision interactive utilisant la fibre optique. Le premier essai comprenait 158 foyers. Chacun reçut un téléviseur couleur, un raccord de terminal, une caméra, un microphone et un petit récepteur-émetteur. En appuyant sur les boutons-poussoirs, le spectateur pouvait choisir entre 29 canaux. Il pouvait aussi poser des questions et obtenir des réponses immédiates. On rapporte que cet essai se déroule bien. Les Japonais espèrent, avec optimisme, que le système sera disponible de par le pays d'ici 1985.

On retrouve d'autres systèmes bidirectionnels ou interactifs exploités par l'entreprise privée à The Woodlands, près de Houston, au Texas, à Fort Lauderdale, en Floride, et à Menlo Park, en Californie. On y ajoute habituellement un mécanisme répondeur au système de télévision par câble. Des systèmes d'alarme pour le feu et les urgences médicales branchés sur la télévision interactive ont parfois occasionné une baisse des primes d'assurance des utilisateurs.

## ***Les conséquences sociales et politiques***

Les effets sociaux des systèmes de télédiffusion interactive sont matière à spéculation. Il n'existe aucune étude, et les communautés câblées sont d'origine trop récente pour que l'on puisse y déceler facilement quelque effet que ce soit. Certains articles de journaux relatifs à l'effet de QUBE à Columbus, Ohio, laissent entendre que la participation des abonnés de QUBE à ce système n'entraîne pas leur manipulation ; leurs attitudes et opinions seraient plutôt souvent plus évoluées que ce que QUBE est en mesure de leur présenter. Par exemple, un pourcentage élevé des spectateurs choisissant le canal P-10, qui offre de la pornographie suggestive, se sont plaints d'une censure excessive.

A l'heure actuelle, l'interprétation de l'interaction entre le spectateur et QUBE ou d'autres systèmes est parsemée d'embûches. Puisque, par exemple, la télévision semble être en voie de passer, tout comme naguère la radio, du centre d'attention à un bruit de fond, un pourcentage croissant de spectateurs la laissant allumée toute la journée, que quelqu'un la regarde ou non, dans quelle mesure pourrait-on se fier à des

échantillonnages des choix des spectateurs réalisés automatiquement à partir des stations ? En outre, comme il n'existe, à ce jour, que quelques communautés câblées expérimentales et qu'elles se savent telles et se croient peut-être « spéciales » ou « temporaires », on peut douter de la pertinence de ces données expérimentales pour la programmation ordinaire.

Il semble probable que les citoyens des pays occidentaux et occidentalisés jouiront bientôt d'un accès facile à la télédiffusion interactive électronique. L'entreprise privée semble, à ce jour, être la première à introduire ces systèmes comme composantes de l'industrie du spectacle. Par contre, puisqu'on considère comme généralement inadéquats les moyens d'obtenir le point de vue des citoyens sur des questions sociales et politiques, il est probable que l'on mettra au point des moyens de sondages social et politique. Les appels actuels généralisés à une démocratie directe pourraient bien avoir leur réponse grâce à des émetteurs-récepteurs combinés interactifs. Les membres des assemblées politiques pourraient être constamment tenus au courant des attitudes de leurs commettants. La fonction publique, que beaucoup considèrent comme détachée des besoins et attitudes du public, pourrait profiter de la télédiffusion interactive. La possibilité pour les citoyens d'atteindre directement le représentant politique ou le fonctionnaire pourrait bien éveiller davantage l'intérêt du citoyen aux questions sociales.

Une fois introduite, la télédiffusion interactive sociale accroîtra probablement les pressions en vue d'améliorer l'ensemble des communications entre le gouvernement et les citoyens. Si les gouvernements révisent en profondeur le processus de communication, la télédiffusion interactive sera de quelque secours. Sinon, elle exacerbera au contraire les conflits.



# ***futur-informations***

Avril 1981

*Bulletin d'information sur les principales activités des centres de prospective et sur les idées et faits porteurs d'avenir, réalisé par le service d'information de l'Association Internationale Futuribles (55, rue de Varenne, 75007 Paris, tél. 222-63-10).*

## ***Les nouvelles de la prospective***

### **La ruralité à venir**

Le XI<sup>e</sup> Congrès Européen de Sociologie Rurale se tiendra du 9 au 15 août 1981 à Espoo en Finlande, sur le thème « Quelle sera la ruralité de notre avenir ? Emploi : tendances et alternatives ».

Six groupes de travail sont prévus :

- Emploi rural et alternatives de systèmes d'organisation dans le fermage.
- Rémunération extra-économique et travail rural non rémunéré.
- Aspects sociaux de l'aménagement rural.
- Alternatives de l'emploi : travaux anciens et nouveaux au sein du développement rural.
- Conséquences sociales de la préservation des ressources et la question de l'environnement.

- Organisations rurales et développement.

Secrétariat du Congrès : XI<sup>e</sup> Congrès Européen de Sociologie Rurale, Box 338, 00101 Helsinki 10. Finlande.

### **Forum européen**

Le Forum européen d'Alpbach organisé par le Collège Autrichien se tiendra cette année du 22 août au 4 septembre sur le thème « Structures en mutation ».

Collège Autrichien. Secrétariat Général, Reichsratsstrass 17/3/8, A-1010 Wien, Autriche

### **Science et technologie**

Le XVI<sup>e</sup> Congrès International d'Histoire de la Science aura lieu à Bucarest du 26 août au 3 septembre 1981, sous les auspices de l'Union Internationale d'Histoire

et de Philosophie de la Science et de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie. Thème du congrès : « Science et Technologie, humanisme et progrès ».

Académie de la R.S. de Roumanie pour le XVI<sup>e</sup> Congrès International d'histoire de la science, 79170, n° 125, Calea Victoriei, Bucarest, Roumanie

### **L'Europe et ses monnaies**

L'Institut d'Études Européennes de l'Université libre de Bruxelles et le Collège d'Europe à Bruges organisent les 4, 5 et 6 juin 1981 une conférence sur le thème : « Système monétaire européen et réforme monétaire mondiale ». Les deux premières journées seront organisées à Bruges dans le cadre d'un colloque ouvert au public. A l'issue du colloque public, un symposium restreint sur invitation, se tiendra le 6 juin à Bruxelles, sous la présidence du Professeur Triffin.

M. Van de Calseyde, Collège d'Europe, Dwyer II, 8000 Bruges. Belgique

### **Convivialité**

Le Tavistock Institute of Human Relations organise du 10 au 22 septembre 1981 à Leicester une conférence sur le thème : « Individual and organisation : the politics of relatedness ».

Rita Friend, Tavistock Institute of Human Relations, Tavistock Centre, 120 Belsize Lane, London NW3 5BA. Great-Britain (Tél. 01 - 435 7111)

### **Renaissance urbaine**

Dans le cadre de la Campagne européenne pour la renaissance urbaine, le Comité national néerlandais organise du 21 au 24 avril 1981 un séminaire international consacré à ce thème. Sera étudié le fonctionnement de la ville d'aujourd'hui dans les domaines socio-culturel et socio-économique et les conséquences qui en découlent pour l'environnement bâti et l'administration de la ville.

Secrétariat du Séminaire sur la Renaissance Urbaine, C/O Holland Organizing Centre, 16 Lange Voorhout, 2514 EE La Haye. Pays-Bas

### **Innovation sociale et création d'emplois**

L'Association Internationale Futuribles organise, en coopération avec le Programme FAST (Commission des Communautés Européennes) un colloque sur l'innovation et la création de nouveaux emplois, qui se tiendra du 14 au 17 octobre 1981.

Cette réunion sera destinée à dresser un bilan critique des innovations susceptibles de créer de nouveaux emplois dans l'Europe des 12 et de définir les stratégies permettant d'encourager le développement de nouvelles formes d'activités et d'entreprenariat.

Association Internationale Futuribles : 55, rue de Varenne, 75007 Paris. (Tél. : 222.63.10)

## **Actualités prospectives : idées et faits porteurs d'avenir**

### **Télétravail**

Plus de bureaux, un ordinateur pour siège social et 60 salariés à domicile devant leurs terminaux reliés par téléphone au central et aux clients...

Cette société anglaise de programmation informatique semble être le prototype de l'entreprise de l'an 2000. La mutation qui verra le passage du « vieux » travail à domicile au télétravail, décrite et analysée par Toffler dans la *III<sup>e</sup> Vague*, est déjà en cours ; de nouvelles formes de travail à domicile utilisant les outils de l'informatique apparaissent chaque jour. Plus ou moins avancées, des expériences de télétravail ont débuté en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en France où les pouvoirs publics, par l'intermédiaire de la Direction Générale des Télécommunications ont mis au point des opérations ponctuelles. Objectif : passer d'ici quelques années de 40 000 à 400 000 travailleurs à domicile en France. Un objectif ambitieux selon l'Institut Auguste Comte qui estime, dans une récente étude sur ce thème, que le développement à grande échelle du travail à distance ne se fera pas avant le XXI<sup>e</sup> siècle.

Il est cependant, d'ores et déjà nécessaire, comme le propose Gérard Braun, dans un rapport au Premier Ministre, de simplifier le statut des travailleurs à domicile et d'améliorer leur protection. Car, il ne faut pas qu'insécurité de l'emploi, faiblesse de rémunération, conditions de travail défavorables et durée excessive du travail qui sont le lot des 35 000 travailleurs à domicile français, deviennent ceux des travailleurs de demain.

D'autre part, si une modification de la législation sur le travail à domicile est nécessaire, une réflexion plus générale sur les problèmes de restructuration sociale s'impose également, car les résistances aux changements restent fortes et des changements dans les mécanismes des relations professionnelles sont à envisager.

(Intersocial, n° 68)

### **Énergie verte : la canne de Provence**

Pour la première fois en Europe, une plante est cultivée dans un mas de Camargue, dans le seul but d'en faire de l'énergie. Aiguillonnés par les objectifs d'un « programme vert » qui prévoit que la biomasse fournira 15 millions de Tep en 1990, et vivement encouragés par le Commissariat à l'Énergie Solaire,

des agriculteurs viennent de réaliser une percée dans le domaine de la culture énergétique.

Dans une exploitation agricole où le poste énergétique représenterait 30 % du chiffre d'affaire, 250 ha de canne de Provence assurent aujourd'hui la totalité des besoins énergétiques. Cette autonomie qui entraîne une économie de 7 000 F par jour, a permis un amortissement rapide des investissements et d'ores et déjà il apparaît qu'il est plus rentable de produire de l'énergie que certains produits alimentaires.

Mais, l'énergie ne se mange pas...

Et entre l'agro-alimentaire et l'agro-énergétique, une âpre compétition a déjà commencé. L'enjeu ? les surfaces cultivables ! Le développement des cultures énergétiques passe en effet par la réduction de la surface des terres allouées aux cultures alimentaires. Et, aux États-Unis, où l'on a prévu pour 1980 une production de deux millions de tonnes d'alcool destinées à la transformation énergétique, l'arbitrage a déjà été fait en faveur de l'énergie ; en Nouvelle Zélande, la substitution (cultures énergétiques/cultures alimentaires) s'est opérée au niveau des terres les plus riches...

Cette substitution ne pose pas de problèmes majeurs dans le cadre d'un pays comme la France, où la production agro-énergétique envisagée (15 millions de Tep) sans être négligeable, ne représentera au maximum que le dixième de notre consommation totale d'énergie ; il

n'est donc pas question de remplacer notre production de céréales, par exemple, par du pétrole vert.

Dans certaines régions du monde par contre (USA, Canada, Nouvelle Zélande, Brésil) des choix ont été faits qui risquent d'aggraver les déséquilibres alimentaires présents. Il est donc urgent de réfléchir sur le sens de cette substitution, et pour l'Europe, de décider si elle doit s'engager dans cette même voie, alors qu'avec ses capacités d'exportation alimentaire, elle peut jouer un rôle important dans l'approvisionnement du tiers-monde.

### **Industrieyen**

« Il ne faut jamais s'opposer à la force de l'adversaire... ». Cette maxime que l'on retrouve dans tous les arts martiaux n'est sûrement pas étrangère aux... Japonais. Devant la levée de boucliers provoquée aux USA et dans les pays de la CEE par la pénétration massive de ses produits, le Japon s'apprête à exporter ses... capitaux.

En 1970, le montant de ses investissements à l'étranger représentait 3,6 milliards de dollars, en 1990 selon le Centre Japonais de Recherche Économique, il devrait atteindre 155 milliards de dollars ! Ce formidable pactole sera destiné principalement aux pays occidentaux et il semble que le mouvement soit déjà amorcé ; ainsi les investissements directs des Japonais en Europe occidentale ont augmenté au cours de la dernière année fiscale de 58 %.

Pour les Sogos Shoshas (les sociétés héritières des Zaïbatus) cette stratégie répond à deux besoins complémentaires :

- contourner les politiques protectionnistes qui renaissent un peu partout en Occident ;
- résoudre le problème de la « sécurité des investissements ». Car, comme tous les investisseurs, les Japonais préfèrent les pays politiquement sûrs aux « instables » du tiers-monde.

### **Idéologie chinoise**

Les sondages peuvent-ils se tromper ? C'est la question qu'ont dû se poser les dirigeants chinois à la lecture de l'enquête diffusée par le Renmin Ribao, le 24 février dernier. Les résultats semblent en effet consternants : près de 30 % des jeunes sondés déclarent ne pas voir la supériorité du régime socialiste ou ne pas y croire, 40 % ne croient pas à la possibilité de réaliser « les quatre modernisations » et 10 % seulement font de la lutte pour le communisme la tâche prioritaire de leur existence.

La publication des réponses de ces jeunes qui trouvent « la politique ennuyeuse » et qui « n'ont pas d'idéal » peut paraître surprenante, les régimes autoritaires nous ayant plutôt habitués à des sondages ou votes exprimant de véritables satisfecits.

Alors ? De deux choses l'une ; ou nous nous trouvons en présence

d'un véritable sondage, en forme de condamnation du régime, dont la publication marquerait l'évolution de dirigeants enfin conscients de la nécessité d'accorder à une population revendicative les moyens de s'exprimer... ou bien nous voyons se dérouler sous nos yeux un nouvel avatar de la lutte pour le pouvoir, une nouvelle étape dans la « démaoïsation » (Voyez, les jeunes n'y croient plus, il faut changer de ligne...).

Dans l'un et l'autre cas, cette publication exceptionnelle semble indiquer que les dirigeants chinois ont la ferme intention d'accélérer le rythme des bouleversements que la Chine connaît depuis de longs mois déjà.

### **L'annuaire électronique est pour bientôt**

L'annuaire électronique sera bientôt suffisamment au point pour être installé dans la France entière. Une expérience pilote a déjà été menée à Saint-Malo, et sera bientôt renouvelée sur une échelle plus large chez 250 000 usagers d'Ille-et-Vilaine.

L'annuaire électronique présentera plusieurs avantages immédiats : il remplacera l'annuaire papier, coûteux pour l'Administration et jamais parfaitement à jour, et il se substituera au service des renseignements. Les résultats de l'expérience de Saint-Malo ne sont cependant pas encore totalement positifs : la consultation de l'annuaire électronique prend plus de temps que celle

de l'annuaire papier lorsqu'il s'agit d'informations simples, par contre elle permet de gagner du temps lorsqu'elle évite le recours au service des renseignements. Mais certains perfectionnements devraient encore être apportés avant la généralisation du système à la France entière.

L'aspect le plus important de l'introduction de l'annuaire électronique tient sans doute au fait que des terminaux vont être installés chez la très grande majorité des Français. Or, ces terminaux permettront par la suite de recevoir un nombre considérable d'autres informations (ce qui n'est pas sans inquiéter la presse qui va subir une concurrence très forte dans le domaine des informations ponctuelles : petites annonces, cahier du jour, etc.)

Par ailleurs, cet annuaire est une première mondiale qui va ouvrir à la France de nombreux marchés étrangers (des sociétés américaines, brésiliennes, etc. sont déjà acquéreurs). Mais n'oublions pas que l'avance technologique française ne saurait compenser son retard en matière de banque de données ; et que le développement de la télématique en France risque de s'accompagner d'une dépendance accrue à l'égard de banques de données étrangères, notamment américaines.

### **Le maldéveloppement**

Le Bangladesh a décidé de se porter acquéreur d'une centrale nucléaire française de 125 Mégawatts ; objec-

tif : alimenter en énergie toute la partie occidentale du pays.

Cette information va provoquer un nouvel accès de fièvre chez les grandes puissances « nordiques » qui, au nom du Traité de non prolifération nucléaire de 1968, refusent le transfert de la technologie nucléaire aux nations du Sud. Pour celles-ci en revanche cette décision représente une nouvelle brèche dans ce monopole technologique imposé par des États « nantis », qui ne garantissent pas pour autant qu'ils ne feront pas usage de leur puissance nucléaire en cas de conflit...

Mais la décision de Dacca pose d'autres problèmes que celui de la prolifération et du transfert de technologie. Le Bangladesh est l'un des États les plus pauvres de la planète (en 1980 le niveau de vie de ses 80 millions d'habitants a en moyenne diminué de 0,4 %) et le gouvernement bengalais rencontre de grandes difficultés pour trouver les 400 millions de francs que nécessitent ce projet. On peut se demander dans ces conditions si le choix coûteux du nucléaire constitue la solution appropriée... Car, le Bangladesh possède du gaz, beaucoup de gaz. Combien ? Personne, pas même le Ministre intéressé n'est capable de le dire avec précision. Mais les experts sont formels, les réserves connues permettraient l'exploitation de centrales thermo-électriques. Avantages : un coût inférieur de moitié pour la construction

(par rapport aux centrales nucléaires), très inférieur pour le fonctionnement, une technique fiable et éprouvée.

A l'inverse, le choix du nucléaire pose de redoutables problèmes, de sécurité (dans le pays le plus densément peuplé du monde), de dépendance (l'uranium devrait être importé), et d'exploitation (que fera Dacca des déchets radioactifs ?).

En outre, la Centrale de Roopur ne serait qu'une partie d'un vaste programme concernant trois centrales dont l'installation s'étalerait sur une quinzaine d'années !

Alors ? Si les revendications des États du Sud en matière de transfert technologique ne peuvent nous laisser indifférents, il semble toutefois que pour Dacca, la raison d'État l'ait emporté sur l'intérêt et les besoins d'une population qui compte parmi la plus déshéritée du monde, car il ne fait aucun doute que ce recours à « l'atome civil » est la marque d'une volonté impérieuse : la production « d'atomes militaires ». Le Bangladesh entouré par ses puissants voisins entend fabriquer des armes nucléaires. Une décision éminemment politique, qui risque de compromettre une capacité réelle d'autodéveloppement.

(Croissance des jeunes nations, mars 1981)

### **Nucléaire et agriculture**

Les expériences d'agriculture ou d'aquaculture utilisant l'eau tiède rejetée par les centrales nucléaires vont-elles réconcilier les agriculteurs avec le nucléaire ?

Près de Pierrelatte, plusieurs serres chauffées grâce à l'eau tiède produite par la centrale fournissent de très bons résultats : les fraises sont énormes, les asperges mûres au mois de mars, on a même tenté avec succès de cultiver du café !

A Plogoff, il est question d'aider les pêcheurs à se lancer dans l'aquaculture...

L'eau tiède ainsi rejetée par les centrales est inoffensive car elle n'entre jamais en contact avec le cœur du réacteur.

Mais de nombreuses réticences devront certainement être vaincues chez les agriculteurs ou les pêcheurs, et... les consommateurs !

### **H.L.M. : la fin du chauffage au fuel**

En 1990, les H.L.M. ne consommeront plus une goutte de pétrole pour se chauffer. C'est ce que prévoit l'accord signé par l'Union Nationale des H.L.M. et le Ministère de l'Industrie, dans le cadre de la politique de redéploiement énergétique de la France (dont l'objectif est la disparition du pétrole du secteur tertiaire d'ici à 1990).

Aujourd'hui la moitié du parc locatif H.L.M. (soit 1,3 millions de logements) est encore chauffée au fuel. Et l'objectif des H.L.M. est de le remplacer rapidement par trois autres sources d'énergie moins coûteuses et... nationales :

- la géothermie : avec l'aide de leur filiale Géochaleur, les H.L.M.

comptent « brancher » 25 000 logements par an sur la géothermie, à partir de 1981 ;

- le charbon : 10 000 logements H.L.M. seront convertis au charbon en 1981, et 20 000 autres chaque année par la suite ;

- le bois de feu : 10 000 logements seront convertis au bois de chauffage en 1981 ; l'objectif pour 1990 étant que 150 000 logements soient chauffés de cette façon.

Ces opérations de « conversion » bénéficieront de subventions allant de 200 à 400 francs par Tep « déplacée » grâce à elles.

### **Pénuries**

L'effondrement des investissements miniers en Europe et en Afrique au cours des dernières années, représente une grande menace pour nos approvisionnements de matières premières minérales.

En Europe, les investissements réalisés par les grandes sociétés de la CEE représentent au mieux 25 % de ce qu'ils devraient être, mais aussi très souvent à peine plus de 10 % (1). La France se situe en queue de peloton avec un taux d'investissement réel par rapport aux besoins escomptés, de 5 %... ! En Afrique, sur 100 projets d'investissements envisagés depuis 1973, on constate aujourd'hui que 7 seulement ont été réalisés. Et les sociétés européennes ne dépensent en recherche que le dixième de ce qu'elles déboursaient au début des années 70.

Les causes de ces crises de l'investissement sont multiples, économiques dans les pays industrialisés, et politiques en Afrique. En Europe, où aucune politique cohérente des investissements miniers n'a été mise sur pied, l'effet de la crise économique s'est fait durement sentir et les compagnies minières, qui ont des difficultés de trésoreries renacent devant les importantes dépenses d'infrastructures...

En Afrique, la faiblesse des infrastructures est également un handicap important, mais l'instabilité politique a fait plus encore pour décourager les investisseurs qui ont préféré s'orienter vers des zones plus stables, Australie, Canada...

Conséquence de ce sous-investissement : des risques de pénuries graves (argent, nickel, cobalt, cuivre, fer pour la France selon un rapport du VIII<sup>e</sup> Plan) qui provoqueront... une hausse des cours.

(1) Jaujou Michel. - in *le Monde Diplomatique*, n° 324.

### **Marchés Communs**

Préconisé comme l'unique solution efficace au problème du développement par les membres du Club de Rome, le regroupement d'États en ensemble communautaire, est aujourd'hui devenu une préoccupation essentielle pour de nombreux chefs d'États.

Les « Six » du Golfe Persique (Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Bahrein, Koweït, Qatar et sultanat d'Oman) qui viennent de

définir les modalités de fonctionnement d'un conseil de coopération et de coordination, ne forment pas à eux seuls, l'une des communautés définie comme idéale par le Club de Rome. Mais, le fait que des pays aussi riches (ils fournissent à l'Occident le quart de son pétrole) souhaitent organiser un plan cohérent de développement et se regrouper pour maximiser leur complémentarité et mieux garantir leur sécurité, semble démontrer la justesse des thèses des inventeurs de la « problématique mondiale » : pas de développement dans le cadre étroit des États nations. A l'Ouest, c'est le Président de la plus grande puissance mondiale, Ronald Reagan, qui cherche à convaincre MM.

Trudeau et Portillo de la nécessité de créer un marché commun nord-américain.

Si les réticences du Canada et du Mexique semblent fortes, les contentieux entre les trois États étant nombreux, de nature politique aussi bien qu'économique, il est apparu lors d'une conférence réunissant des experts de ces trois pays, que cette proposition n'était pas sans avenir...

A ces projets de communautés, formulés par des États riches, il faut aujourd'hui que répondent les nations pauvres et divisées du tiers-monde ; plus que jamais l'urgence de la création de grands ensembles communautaires se fait sentir.

## Réunions Futuribles

23 avril (10 h - 18 h) : Séminaire, organisé en coopération avec le Centre d'Action pour la Productivité dans l'Assurance sur « **les perspectives socio-démographiques en France, leurs conséquences sur le plan de l'épargne et des systèmes de retraite** », avec la participation de MM. Babeau (CREDOC), Calot (INED), Paillat (INED), Ramoff (Ministère de la Santé), Rosa (Université de Nanterre), Strauss Kahn, Madame Sullerot.

5 mai (17 h 30 - 21 h) : Table-ronde sur « **les perspectives de développement du Brésil** » avec la participation de MM. F.H. Cardoso, C. Furtado, L. Martins et I. Sachs.

8 mai : « **Le potentiel de développement des énergies locales** ». Journée d'étude organisée en coopération avec l'Association des Ruralistes Français à Marchésieux (Normandie).

Pour tous renseignements et inscriptions :

Futuribles, 55, rue de Varenne, 75007 Paris. Téléphone : 222.63.10.

***the future of communication  
and cultural identity  
in an interdependent world***

**VI<sup>th</sup> World Conference of Future Studies  
16-19 September 1978 - Cairo**

Information, communication et identité culturelle dans un monde interdépendant : les enjeux économiques, technologiques et politiques appréhendés dans un contexte d'interdépendance mondiale et de diversités locales.

Ouvrage collectif de : I. Abdel Rahman, U. Ahamed, Z. Benedyk-towics, J. Dator, A. El-Koussy, U. Gori, A.O. Herrera, T. Hollovy, L. Ingelstam, A. Kader Hatem, J. et M. McHale, D. Markowska, E. Masini, I. Olteanu, F. Reyes Matta, M. Soedjatmoko.

**En souscription, 10 \$**

Commande et règlement à adresser à : World Future Studies Federation (WFSF), Secretariat for Futures Studies, P.O. Box 7502 - S. 103 92 Stockholm, Suède.

**PROJET**

revue mensuelle — n° 154, avril 1981

De l'honnêteté politique (J. Sommet)  
Brejnev entre l'escalade et la paix (M. Jobert)

***La RFA est-elle encore un modèle ?***

Conséquences possibles de la dépopulation (J.C. Chesnais)  
Crise économique et consensus social (B. Keizer)  
Conditions d'une politique extérieure (G. Ziebur)  
La jeunesse allemande et la tradition (K.P. Fischer)  
L'Église catholique parle beaucoup, mais comment ? (D.A. Seeber)  
L'Église protestante et la société civile (F. Hartweg)

***Actualité politique et sociale, en France :***

Les mots et les choses dans l'immigration - Agriculteurs français, agriculteurs du tiers-monde - Sur le démarchage électoral - Crise du logement : la loi de 1948 à Paris.

En vente dans les kiosques, drugstores et librairies  
Le n° 15 F - Abonnement 1 an (10 n°) : 140 F (étudiants : 125 F)  
Projet, 14, rue d'Assas, 75006 PARIS

# Analyses critiques

**KAHN, Herman. PEPPER, Thomas** — *The Japanese Challenge : the Success and Failure of Economic Success.* — New York, Thomas Y. Crowell Publ. — Londres : Harper and Row Ltd, 1979. — 153 pages.

Pour beaucoup d'Occidentaux, le Japon reste une énigme, un pays de trains ultra-modernes qui traversent des rizières cultivées à la main, un pays dans lequel presque toutes les maisons ont une télévision en couleur et très peu l'eau chaude, un pays où les gens sont à la fois cosmopolites et ethnocentriques. Par conséquent, quand un livre écrit par des Occidentaux se charge de nous apprendre non seulement comment le Japon a atteint son niveau de croissance économique, mais aussi comment il devrait développer son économie dans l'avenir, cela mérite attention. De plus, quand ce livre a comme co-auteur Herman Kahn, qui a établi sa réputation dans ce domaine il y a environ dix ans en publiant *Emerging Japanese Superstate*, et quand ce projet est conduit sous les auspices du célèbre Hudson Institute, nous savons qu'il provoquera un intérêt international. L'ouvrage n'est pas décevant. Il évalue la situation économique contemporaine au Japon (1978) avec des données statistiques bien choisies mais surtout, il transcende ces données immédiates pour projeter une série de futurs économiques possibles pour le Japon dans les deux décennies à venir. L'aspect le plus absorbant et discutable de ce livre est naturellement le fait qu'il préconise un modèle particulier comme le meilleur scénario pour le futur du Japon.

*Le défi japonais* concerne surtout l'économie, mais du fait qu'il préconise un plan d'action pour la société japonaise de l'an 2000, il soulève naturellement une série de questions en ce qui concerne les valeurs culturelles, la qualité de la vie, et les méthodes de planification du développement. Tout cela naturellement présente un certain intérêt. N'étant pas économiste, je me sens peu qualifié pour commenter la validité des méthodes statistiques employées et le modèle mathématique.

Par contre en tant que philosophe et spécialiste de la pensée japonaise, je m'intéresse particulièrement à la ré-évaluation culturelle et au processus de décision. C'est donc sur cet aspect que je vais concentrer mon analyse.

Cet ouvrage considère le Japon comme étant dans une position assez enviable : il a à portée de la main tout ce qu'il faut pour un développement économique encore plus important (une capacité industrielle modernisée, une main-d'œuvre spécialisée et un personnel qualifié, ainsi que des marchés domestiques et étrangers bien développés). Il semble donc que le problème principal soit psychologique. La récession mondiale a quelque peu refroidi l'optimisme japonais quant à l'exportation et la crise de l'énergie a engendré une certaine attitude « d'attente et voir venir. » Le résultat est une politique à courte vue qui résout les problèmes au fur et à mesure. Cette indécision, affirment Kahn et Pepper, a provoqué un malaise généralisé dans lequel chaque groupe minoritaire se bat pour sa propre cause et où aucune analyse systématique ou plan d'action ne peuvent être formulés.

Ce livre propose donc une nouvelle approche : le développement d'un *yonzenso* ou Quatrième Plan Général National. Apparemment, le Japon n'aurait aucune raison d'être indécis ou conservateur. De tous les pays industrialisés du monde, le Japon est celui qui est le mieux préparé à bâtir un futur basé sur une croissance économique active. Donc le changement principal de politique serait pour le Japon de se préoccuper beaucoup moins d'un marché d'exportations qui faiblit et de concentrer son énergie et ses ressources sur l'amélioration du niveau et de la qualité de la vie dans le pays même. Non seulement ce changement procurerait au Japon un marché pour sa capacité sous-utilisée, mais aussi lui permettrait de s'occuper des besoins exprimés par des groupes particuliers : plus d'espace, une technologie familiale plus avancée, un environnement plus sain, de meilleurs soins pour les gens âgés, plus de loisirs etc. De cette façon, en s'aidant lui-même, le Japon pourrait aussi aider le reste du monde à atteindre « le mariage post-industriel du jardin et de la machine » : l'utilisation de la technologie pour rendre la vie à la fois plus simple et plus agréable du point de vue esthétique. En tenant compte d'une certaine simplification nécessaire, voici l'essentiel de ce que propose cet ouvrage.

Je suis sûr que d'éminents économistes ne seront pas d'accord avec l'optimisme manifesté par Kahn et Pepper. La situation financière du Japon est-elle vraiment assurée ? Le Japon peut-il vraiment compter sur la disponibilité des ressources qui lui sont nécessaires ? Et enfin une politique financière agressive du Japon pourrait-elle vraiment réveiller le monde de la somnolence causée par l'inflation ? Ces questions vont au-

delà de mon expertise. Mais supposons que Kahn et Pepper aient raison — que le *yonsenso* soit une alternative économique très faisable. Comment un tel plan influencerait-il les valeurs culturelles du Japon et la vision qu'il a de lui-même ? Provoquerait-il une évolution ou une révolution dans la société japonaise ? Voici les questions qui forment l'essentiel de ma critique.

Dans un certain sens, Kahn et Pepper sont les victimes du mythe de « la modernité », cette croyance erronée que « la modernité » est un phénomène mondial qui transcende les frontières culturelles, linguistiques et géographiques. En somme, c'est penser que la modernisation de la France, des Etats-Unis, du Japon et du Nigeria par exemple, suivent un cours semblable. En accord avec cette théorie, un sociologue pourrait en effet identifier certains phénomènes tels que l'urbanisation, le développement de la technologie de pointe, l'émergence de la famille nucléaire etc. et c'est à cause de ces points communs que le concept de « modernité » est utile, mais on devrait se garder de l'utiliser pour obscurcir des différences culturelles fondamentales. Par exemple, on aurait peut-être intérêt à distinguer les cultures qui ont une vision des choses technologique, de celles qui n'ont fait qu'emprunter cette façon de voir. La science moderne et la technologie ne sont que l'apogée d'une grande tradition intellectuelle occidentale dont les grands philosophes sont Bacon, Descartes, Comte, Marx et Dewey. Le Japon, par contre, n'a jamais créé ou même choisi son développement technologique. Sa décision d'industrialiser a été presque entièrement imposée de l'extérieur : d'abord par l'action militaire des Etats-Unis qui ouvrit au commerce les ports japonais en 1854, puis par la défaite et l'occupation du Japon en 1945. Pour l'Occident, l'émergence de la société technologique n'a été que le résultat de siècles d'histoire intellectuelle, sociale et économique. Pour le Japon, elle n'a été qu'une importation brutale, assez mal accueillie mais nécessaire. Il est évident que personne ne peut nier que le Japon soit aujourd'hui une société technologique et qu'il ne pourrait retourner en arrière même s'il le voulait. Néanmoins le Japon doit percevoir son développement technologique d'un point de vue fort différent de la façon dont nous voyons le nôtre et les commentaires de Kahn et de Pepper ne semblent pas considérer cette différence.

*Le défi japonais* critique les Japonais pour leur manque de prévision et de vision prospective, mais ne pourrait-on pas accuser Kahn et Pepper du contraire ? - d'une vision historique très myope ? Dans le livre entier on ne trouve que des allusions parcimonieuses aux événements d'avant 1945. Mais comment le Japon a-t-il assimilé les influences étrangères dans le passé ? Y-a-t-il une leçon à tirer de la façon dont le Japon à

traité l'influence Chinoise pendant la période Nara/Heienne aussi bien que pendant celle de Tokugawa ? Ou même encore de la façon dont le Japon a réagit à la Chrétienté pendant la période Tokugawa ainsi qu'au début de celle des Meiji ? D'un point de vue historique, le Japon a souvent subi une période d'assimilation étrangère intense pour passer plus tard à une période de réforme ou de rejet. Tout ce qui restait après la purge était souvent incorporé dans une structure beaucoup plus en accord avec les valeurs japonaises traditionnelles. Ce mouvement historique s'applique-t-il au Japon contemporain ? De telles questions méritent beaucoup plus de considération que ce livre ne leur en accorde.

Si nous n'acceptons pas le mythe de la « modernité », certaines analyses des auteurs deviennent très discutables. Par exemple, Kahn et Pepper considèrent « l'hédonisme » et « l'individualisme » (deux phénomènes japonais qui sont sensés être modernes) comme virtuellement opposés au système social hiérarchique du Japon traditionnel. Mais l'hédonisme est-il vraiment nouveau au Japon. Et si c'est le cas, comment peut-on expliquer la présence des quartiers consacrés aux divertissements du Japon ancien ? En réalité, l'ouverture d'esprit des Japonais quant à la sexualité choqua les Chinois aussi bien que les Occidentaux quand ils la découvrirent. A un niveau plus banal, Watsuji Tetsuro, un philosophe du vingtième siècle, fut surpris d'apprendre que les Européens ne prenaient de bain que pour se laver. Il remarqua qu'au Japon, on se lave avant d'entrer dans le bain afin de pouvoir tirer un plaisir plus complet de la sensation de l'eau chaude. Certainement, la quête du plaisir, sensuel et esthétique, a toujours été un facteur important dans le mode de vie japonais. Quant à l'individualisme, Kahn et Pepper utilisent ce terme pour décrire le refus du Japonais de faire des heures supplémentaires sans rémunération. Appeler ceci de « l'individualisme », c'est attacher une certaine motivation à ce comportement. Y-a-t-il une autre explication possible ? Il serait peut-être intéressant d'examiner de plus près la nature de la structure sociale confucienne à laquelle *Le défi japonais* fait allusion.

Bien que Kahn et Pepper reconnaissent la structure hiérarchique de la société japonaise, (ils l'identifient au Néo-Confucianisme, bien qu'elle ait précédé le développement du Néo-Confucianisme par plus d'un millénaire) et bien qu'ils soient conscients du fait que cette forme de structure sociale soit très importante dans les pays de l'Asie orientale, ils n'arrivent pas vraiment à comprendre la façon dont elle fonctionne. En particulier ils ne mentionnent pas le concept fondamental de *dépendance*. Au Japon, le rôle de « subordonné » n'est pas nécessairement inférieur parce que si l'on dépend de quelqu'un d'autre et qu'on traite cette

personne avec respect, le « supérieur » a l'obligation de s'occuper du subordonné. C'est ainsi que deux corporations ou deux individus rivalisent quelque fois pour obtenir la position de subordonné. De ce point de vue là, le refus de faire des heures supplémentaires n'indiquerait pas nécessairement une révolution en direction de l'individualisme mais plutôt une affirmation de la structure hiérarchique. Le travailleur peut donc penser que son respect n'a pas été récompensé de la manière indiquée par les valeurs confuciennes traditionnelles.

Finalement, Kahn et Pepper font trois suggestions qu'il nous faut ré-évaluer. D'abord ils proposent d'importer de la main-d'œuvre étrangère (plus particulièrement coréenne) d'une façon provisoire. Le Japon est une culture extrêmement ethnocentrique. Par exemple, les familles coréennes qui vivent au Japon depuis des siècles sont rarement acceptées dans cette culture comme égales. Cette suggestion offre tout simplement de trop grands risques de tension. Deuxièmement, *Le défi japonais* recommande le développement des régions montagneuses pour l'habitat ; la suggestion étant que puisque c'est maintenant faisable du point de vue technologique, on devrait le faire. Pourtant Kyoto, l'ancienne capitale, a beaucoup de temples bouddhistes et shintoïstes au versant des collines. Pourquoi les Japonais n'ont-ils pas bâti leurs maisons dans ces endroits ? Simplement parce que les régions montagneuses et les forêts ont toujours été considérées comme sacrées. Il est évident que cette croyance religieuse n'a plus aujourd'hui la force qu'elle avait autrefois, mais les Japonais considèrent toujours leurs montagnes et leurs forêts comme réserves, non seulement dans le sens de la protection de l'environnement (le Japon dépend de la pureté des rivières montagneuses pour s'alimenter en eau) mais aussi d'un point de vue esthétique, culturel et spirituel. Il est possible que ces attitudes changent, mais la proposition de Kahn et Pepper est, à cet égard, au mieux prématurée. La troisième suggestion de ce livre, qui est aussi de loin la plus étonnante, est que le Japon construise un énorme réseau routier. La raison est claire : quand la récession mondiale provoque une baisse des ventes chez Toyota, il faut développer le marché local. Là encore, Kahn et Pepper ne considèrent pas le coût possible du point de vue pollution, construction d'autoroutes, et conversion de terre arable. Une fois de plus, l'hypothèse semble être que les Japonais veulent plus d'indépendance individuelle, plus d'individualisme, plus d'améliorations matérielles dans leur style de vie...mais quel serait le prix, du point de vue perte des valeurs traditionnelles, que les Japonais seraient prêts à payer pour obtenir ces améliorations ? Toutes ces questions sont essentiellement culturelles et non pas économiques.

Watsuji Tetsuro a remarqué une fois que l'idée d'une nature humaine

universelle et non-culturelle est une idée que l'on trouve uniquement en Europe occidentale. L'idée d'une confrontation culturelle neutre entre la tradition et la « modernité » est également fallacieuse. Peut-être peut-on produire des modèles économiques indépendamment d'une analyse culturelle, mais ce qui certain c'est qu'un modèle du Japon en l'an 2000 va beaucoup plus loin que de simples considérations économiques. Dans une analyse qui est à d'autres égards assez perceptive, cet argument semble avoir été complètement négligé.

*Thomas Kasulis*

**FRIEDMAN, Milton & Rose — *Free to choose.* — New-York, Avon Books. 1980 — 330 p.**

Milton Friedman, tête de file du monétarisme, prix Nobel et conseiller des grands de ce monde, nous livre ici sa vision des tourments historiques qui attendent notre civilisation dans les dernières décennies du millénaire. Ce livre se veut la poursuite et la mise à jour des analyses du maintenant classique « Capitalisme et Liberté » (édité chez Robert Laffont).

Les auteurs, car Mme Friedman seconde son mari, reconnaissent cependant que ce livre a une vocation nettement plus philosophique, dans la mesure où il traite directement de l'analyse économique du rôle de la politique dans les économies libérales.

Ainsi cet ouvrage se présente-t-il comme un Janus, étudiant symétriquement les systèmes politique et économique du capitalisme. Les deux sont évalués en tant que marchés où s'équilibrent les rapports sociaux dans des rapports de force déterminés par leurs intérêts propres.

Friedman, dans une veine que nous lui connaissons déjà, se réfère explicitement à Adam Smith et à John Stuart Mill pour engager la polémique contre les théories keynésiennes qui seraient directement responsables du marasme actuel de nos économies occidentales.

Pour nos auteurs, la main de fer de l'État, gantée ou non de velours, n'est pas en mesure de remplacer la main invisible du capitalisme pur et dur. En intervenant en véritable monopolisateur, l'État dénature l'équilibre des marchés où s'opèrent les échanges qui sont à la base même de la richesse et de la prospérité occidentales. Et cela au profit d'une « nouvelle classe » de fonctionnaires et de bureaucrates qui menace non seulement nos libertés économiques, mais aussi nos libertés politiques.

Les auteurs nous offrent le spectacle de l'Institution sidérurgique américaine. Longtemps mise à l'abri de la concurrence étrangère par des

politiques protectionnistes et des subventions gouvernementales, elle n'a pas senti le besoin de renouveler ses équipements et ses technologies, n'a pas fait les changements structureaux qui s'imposaient, et se retrouve finalement en situation de non-compétitivité par rapport à ses rivaux japonais ou allemands.

Or, plutôt que de procéder aux mises à pied et aux coupures requises par la situation — ce qui serait la conséquence normale du jeu de l'offre et de la demande — l'État tente de soutenir à bout de bras une industrie défaillante sous les pressions croissantes des syndicats et de la « nouvelle classe », qui agissent en vue de l'étatisation du secteur.

Ce que Friedman craint avant-tout, c'est une « britannisation » de l'économie américaine, avec un secteur public inefficace et improductif qui affaiblit vampiriquement le secteur privé.

Ainsi, pour financer ses budgets monstres, dus autant à la lourdeur de l'appareil bureaucratique et aux coûts prohibitifs de ses programmes sociaux qu'à sa propre prodigalité, l'État se voit dans l'obligation d'augmenter ses recettes à la fois par le fisc, le crédit, ou en recourant tout simplement à la planche à billets. Toutes ces mesures ont pour corrolaire une dévaluation réelle de la monnaie, qui pénalise les secteurs productifs au profit de nouveaux secteurs parasites, et déclenche le cycle infernal de l'inflation de la masse monétaire (l'accroissement de cette dernière ne correspondant plus à une hausse comparable de la somme des richesses et des avoirs de l'économie).

Selon l'économiste de Chicago, une telle politique d'auto-cannibalisme ne peut mener qu'à la catastrophe. En s'attaquant aux seuls indicateurs (les prix) qui permettent l'évaluation des cours, l'inflation s'en prend à la courroie de transmission du système capitaliste, rendant ainsi caduque la fonction indicatrice des marchés.

Friedman avoue qu'une mithridatisation lente du système n'est pas impensable, mais il la croit improbable étant donné que l'existence même de l'inflation est un aveu de la perte de contrôle des dépenses gouvernementales.

Les auteurs nous offrent un remède radical : il faut réduire les interventions économiques de l'État à celles d'une gestion scientifique de la masse monétaire. L'État-providence n'est donc qu'un leurre dangereux. Car la seule façon d'accroître la prospérité et le bien-être de citoyens libres, est de donner carte blanche à la libre entreprise, en la protégeant contre les atteintes d'un État qui tire sa toute-puissance d'une chimérique et insaisissable notion d'égalité.

Les auteurs nous brossent alors un sombre tableau des échecs humains et économiques des divers socialismes.

En gros, il n'y aurait de salut que dans un retour au capitalisme authentique (celui de la révolution industrielle). Nous ne traversons pas une crise du capitalisme, mais bien celle du néo-capitalisme, inconfortablement juché entre le libéralisme et le socialisme collectiviste. La sociale-démocratie serait donc condamnée à disparaître...

Tout ceci est mené avec beaucoup de doigté par les Friedman ; néanmoins, il nous semble que certains enjeux sont mal situés. Ainsi une division internationale du travail, qui serait le premier résultat assuré de l'application universelle d'un régime de libre-échange, n'est pas de l'avis de tous la meilleure façon d'assurer le décollage économique du tiers-monde. Deux siècles de libéralisme économique en Amérique du Sud n'ont ni assuré la prospérité de tous, ni protégé la liberté individuelle. Et il est difficile de croire que les puissants intérêts qui se sont constitués en Occident (une nouvelle féodalité ?) éprouveront un grand intérêt à se défaire des privilèges que leur confère la symbiose actuelle des secteurs publics et privés, en tout cas vraisemblablement pas pour réaliser une vision somme toute théorique d'un capitalisme idéal. Les monopolisateurs ne raffolent pas plus de la libre concurrence que ne le font les marxistes ; mais c'est surtout devant l'actuel consensus social (en Amérique tout au moins), assurant la stabilité politique de l'Occident, qu'achoppent les thèses de M. Friedman. Si, par une évolution naturelle, le capitalisme a subi les mutations que nous lui connaissons, c'est parce que le développement de nos sociétés n'a rien d'arbitraire, mais correspond au déploiement de forces et de besoins réels, engendrés par le capitalisme lui-même.

Ainsi le rôle de plus en plus étendu de l'État dans les économies occidentales est loin d'être une accréition parasitique sur ces dernières. Ce sont les forces même du marché qui ont appelé cet interventionisme régulateur. L'on peut même se demander si l'État n'est pas devenu indispensable dans son rôle d'arbitre des marchés. L'État-providence ayant assuré la paix sociale en Occident, pourra-t-on se défaire de celui-ci sans également sacrifier cette dernière ? Les démocraties libérales pourront-elles résister à une nouvelle flambée de la lutte des classes ? Il n'y a que 111 ans jusqu'à la Commune de Paris... Ce n'est pas aussi loin qu'on le croit. Même aux États-Unis il y a eu jadis un parti socialiste marxiste relativement influent.

M. Friedman lui-même voit l'histoire comme une lutte à en finir entre un marxisme collectiviste et un capitalisme libéral. Bien qu'il soit facile de sourciller devant ce que l'on pourrait considérer comme les fantômes décadents d'une certaine droite américaine, il nous faut néanmoins reconnaître que c'est par une telle confrontation apocalyptique que

risquerait de se solder une application intégrale des thèses néo-conservatrices. Il nous semble d'ailleurs que ce serait vouloir dénaturer une situation fort complexe que de la réduire à une série d'oppositions manichéennes. Il n'empêche que les problèmes abordés par nos auteurs sont bien réels, il y a réellement crise du néo-capitalisme. Mais ce n'est pas pour autant une raison de prôner un impossible retour à la simplicité illusoire d'un passé à jamais révolu.

Marc-André Brie.

**ROUX Jean-Michel. — Territoire sans lieux. La banalisation planifiée des régions. — Paris, Dunod, 1980. — 208 p.**

Jean-Michel Roux résiste à la mode, et ne fait pas référence dans son dernier ouvrage à la notion d'entropie : c'est bien pourtant de cela qu'il s'agit, dans la ligne d'une réflexion entamée avec *La Rurbanisation* (1). Notre paysage s'appauvrit en se banalisant dans le désordre. « Le territoire est victime d'un flottement généralisé de ses affectations », la frontière s'estompe entre le rural et l'urbain, des usines surgissent en pleine campagne, des autoroutes traversent des paysages désolés, des terrains vagues séparent des lotissements très denses : « l'inattendu se banalise, n'en reste que la brutalité ». A cet éclatement géographique s'ajoute l'éclatement politique et social d'un système de gestion collective dont l'assise était également géographique : les petites communes s'affaiblissent, les solidarités locales se distendent, les occasions de rencontre et la sociabilité en général reculent, même en milieu rural.

Les raisons en sont multiples, et J.M. Roux les recense dans un certain désordre. L'évolution des moyens de transport, de plus en plus rapides, de moins en moins coûteux, figure bien sûr au premier rang : plus la mobilité augmente, et moins la polarisation des activités, des services se justifie. En outre, les pôles se multiplient en même temps qu'ils se dissolvent : le consommateur a accès à un nombre croissant de services publics et privés qui ne sauraient être tous rassemblés en un même point. Parallèlement à la spécialisation des produits, la spécialisation des emplois pénalise les milieux ruraux ou excentrés qui, s'ils ne manquent pas toujours d'emplois, sont souvent dépourvus des « bons » emplois, ceux qui retiennent les jeunes et les femmes. Les ruraux fuient la campagne pour la ville, les citadins aspirent à « la vie à la campagne » ou du moins à ce qui lui ressemble le plus : les grandes banlieues. Ce

---

(1) Roux, J.-M., Bauer, G. - *La Rurbanisation ou la ville éparpillée*. - Paris, le Seuil, 1976.

double mouvement fragilise les régions d'habitat peu dense. Les particularismes locaux cèdent également devant une certaine uniformisation spatiale des modes de consommation, des pratiques culturelles, des techniques de production, en particulier dans l'agriculture.

Mais J.M. Roux réserve l'essentiel de ses critiques à l'administration. Celle-ci prétend seule conduire l'aménagement du territoire, comme seule capable de démêler l'inextricable maquis réglementaire qu'elle a elle-même créé. Son centralisme, outre l'uniformisation culturelle qu'il a favorisé, amène l'administration à avoir une vision trop globale des problèmes. Elle définit, par exemple, une hiérarchie stricte entre les villes, attribuant à chacune une fonction et un éventail de services : les particularités sont gommées, l'accentuation des inégalités naît de la recherche de la symétrie, les villes les plus importantes bénéficiant des équipements les plus « structurants » comme on dit à l'Équipement. L'administration ne fait que ce qu'elle sait faire, des pyramides, de grands travaux ; son modèle d'organisation reste l'industrie lourde, et sa foi dans l'effet de synergie est totale. L'administration casse le milieu local en lui imposant les frontières multiples et incohérentes de ses circonscriptions.

Les individus ne se laissent d'ailleurs pas imposer sans réagir un cadre qu'ils n'ont pas souhaité : villes nouvelles fantômes, vogue de la voiture qui vous permet de quitter des villes invivables, programmes immobiliers collectifs murés et zones industrielle désertes autour de Fos, témoignent de réactions franches mais malgré tout clandestines, qui relèvent plus de la « désertion » que de la « protestation ». Les problèmes locaux n'ont en effet pas donné naissance à un projet politique susceptible de les prendre en charge : alors que les leaders locaux et toute vie politique locale paraissent en voie d'extinction, la bipolarisation conduit à ne retenir que des débats nationaux. La revendication régionale elle-même est ambiguë : « la contestation régionaliste ne s'est jamais aussi bien portée, alors que les particularismes fondateurs s'estompent ». Elle n'a peut-être droit de cité dans notre paysage politique que dans la mesure où elle s'insère en définitive très bien dans le cadre de pensée d'un Etat qui ne raisonne qu'en termes d'unités lourdes. Mais la région n'a pas beaucoup plus de signification spatiale que la nation, et les régionalistes craignent presque autant que les centralisateurs les actions locales à la base.

J.M. Roux exagère sans doute le rôle de l'administration, ou du moins les spécificités de l'administration française — ses références aux exemples étrangers sont très rapides. D'ailleurs, et de son propre point de vue, l'administration ne structure-t-elle pas l'espace en le hiérarchisant et donc en le polarisant ?

Face à la montée de l'incohérence dans la gestion du sol, il prône une réponse politique : seul un pouvoir local fort « répondrait à la désorganisation des lieux en donnant à leur gestion une dimension perceptible à tous et apte à faire l'objet d'une mobilisation politique » ; « la frontière en est floue, mais la taille précise, intermédiaire entre le canton et le département ». Ce nouvel échelon canaliserait des revendications qui actuellement ne trouvent pas à s'exprimer. La proposition est intéressante, même si elle témoigne d'un double optimisme, optimisme quant à la souplesse des contraintes institutionnelles et politiques, optimisme quant à l'effet d'entraînement compte tenu des contraintes technologiques, économiques, culturelles relevées ci-dessus.

Mais arrivé à ce stade, il nous semble qu'il manque une étape importante au raisonnement de J.M. Roux : quelles sont les justifications avancées à l'appui des réformes qu'il propose ? L'auteur ne semble pas vraiment se poser la question, peut-être parce qu'il observe l'évolution contemporaine qu'il nous décrit avec les yeux horrifiés d'un paysan du Boischaud.

Mais pour la grande majorité des Français, les choses sont moins simples ; à la diminution d'entropie géographique que dénonce Roux a correspondu un formidable accroissement des potentialités humaines dans d'autres domaines : l'éclatement de l'espace est la contrepartie de la diversification de ses usages, et de l'extension des choix offerts à des individus plus mobiles. Bien sûr, la croissance nous a également apporté deux problèmes majeurs : l'éclatement d'un paysage qui n'est plus à la dimension de l'homme, et l'éclatement de la collectivité de base, l'ancien « pays », structure d'accueil et d'épanouissement intermédiaire entre l'individu et un environnement hostile. Ces deux problèmes sont considérables, encore que l'auteur insiste plus sur le second que sur le premier, montrant comment le développement du cocon individuel — voiture, habitat individuel, maison de campagne... — est la réponse logique, mais socialement néfaste, d'hommes plongés dans un monde où « passée la porte de la chambre à coucher, c'est la jungle ». L'approche locale préconisée par Roux n'est pourtant pas la seule réponse envisageable : d'autres solidarités autres que géographiques pourraient se développer, une administration moins « soviétique » dans sa conception du développement pourrait favoriser un environnement plus accueillant.

Le livre paraît en définitive déboucher sur la comparaison de deux modèles de gestion collective, modèles qui nous sont d'ailleurs décrits comme étant en compétition dans les communes rurales en voie d'urbanisation. Le modèle traditionnel, à assise géographique, est défendu par les anciens habitants et a bien sûr la faveur de l'auteur. Il est

caractérisé par une vie politique locale articulée autour d'un programme cohérent. Les urbains ruraux amènent avec eux un modèle nouveau, intéressante composante socio-politique de la rurbanisation : demandes alignées sur ce qu'offre la grande ville, mobilisation de style syndical autour de ces demandes, solutions techniques toutes faites défendues par des groupes de pression spécialisés qui agissent sur des organes extérieurs à la collectivité.

La comparaison de ces deux modèles pourrait être fructueuse : le nouveau modèle ne favorise-t-il pas le développement de revendications inflationnistes et irresponsables ? L'ancien système est-il viable dans un monde toujours plus complexe, caractérisé par l'interdépendance et les grandes organisations ? Des pouvoirs locaux ont-ils toujours une conception cohérente de l'utilisation du sol ? Des racines géographiques sont-elles nécessaires à la socialisation de l'individu ? Questions non tranchées, mais qui feront peut-être l'objet d'un prochain livre.

Jérôme Cazes.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à Futuribles, 55, rue de Varenne, 75007 Paris

NOM ..... PRÉNOM .....

ORGANISATION (ou PROFESSION) .....

ADRESSE .....

..... TÉLÉPHONE .....

Vous prie d'enregistrer ..... abonnement(s) à la revue FUTURIBLES  
au prix unitaire annuel de :

France : F.F. 230,—, Etranger : F.F. 250,—

à partir du : 1<sup>er</sup> janvier 19 .....

1<sup>er</sup> juillet 19 .....

— Tarif bienfaiteur : F.F. 500,— ou plus.

— Envoi par avion sur demande : port en sus.

RÈGLEMENT (*rayez les mentions inutiles*) :

— ci-joint par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de FUTURIBLES ;

— par virement bancaire (Crédit Lyonnais X 424, 205, bd Saint-Germain, 75007 Paris, compte n° 6171 Y) ou postal (PARIS 18 856-35 J) ;

— sur envoi d'une facture.

DATE .....

SIGNATURE :

# Comptes rendus

- **Commissariat Général du Plan.** — *Rapport du groupe de travail Emploi-Formation.* — Paris, la Documentation française, 1980. - 264 p.

Ce groupe de travail, réuni dans le cadre de la préparation du VIII<sup>e</sup> plan, a replacé l'analyse des relations entre la formation et l'emploi dans le cadre plus large de l'équilibre du marché du travail. Il a ainsi été conduit à mettre l'accent sur les modalités d'insertion des jeunes dans la vie active.

Sont tout d'abord décrites les caractéristiques démographiques, passées et à venir, qui fournissent le cadrage nécessaire pour apprécier la place des jeunes dans l'ensemble des mouvements d'emplois. Le rapport s'attache ensuite à l'évolution des caractéristiques économiques et aux perspectives d'emplois à l'horizon 85, car les conditions de mobilisation des compétences par le système productif dépendent étroitement de la nature du développement économique de la France des années 70. Enfin, le groupe de travail a apprécié comment se sont modifiées les conditions de recrutement de la main-d'œuvre et en particulier des jeunes à la sortie de l'école. Il est à noter que l'étude des tendances lourdes du système éducatif occupe une place privilégiée dans ce rapport.

- **Merle, Marcel.** — *Forces et enjeux dans les relations internationales.* — Paris, Économica, 1981. - 416 p. (Collection Politique comparée).

Excluant de sa riche production, papiers journalistiques et études trop marquées par une actualité dépassée, Marcel Merle a réuni ici ses travaux de caractère scientifique consacrés aux relations internationales et parus dans diverses publications. A travers les six thèmes du livre — le concept de relations internationales, le droit aux prises avec les faits, le système international, les jeux de la politique, la force et la richesse, le rôle des croyances et des idées — le lecteur est supposé mieux comprendre la diversité des forces et la complexité des enjeux qui constituent la trame des relations internationales. Deux fils conducteurs ont guidé l'auteur. Il est d'abord présumé tout au long de l'ouvrage que l'éclairage de la science politique est celui qui procure la vision la plus large et la plus compréhensive de la complexité des phénomènes internationaux. Ensuite, est recherché l'établissement d'un rapport permanent entre l'idéal et le réel, entre la norme et le constat. C'est-à-dire que pour Marcel Merle, l'essentiel est de découvrir « des voies de passage qui permettraient, compte tenu du rapport de forces existant, d'améliorer le sort de l'humanité qui souffre moins de maux légués par le passé que des douleurs d'un nouvel enfantement ». Une approche somme toute prospective, qui ne se résume ainsi ni à des dénonciations tous azimuts des maux du temps, ni à des rêveries purement utopiques.

- **Plantey, Alain.** — *La négociation internationale, principes et méthodes.* — Paris, Ed. du CNRS, 1980. - 657 p.

Avec ce gros volume, Alain Plantey (dont on se souvient de l'excellent « Prospectives de l'État », CNRS 1975) nous montre que la diplomatie ne se confond plus aujourd'hui avec l'action des ambassadeurs : c'est à tous les niveaux et dans tous les domaines que se nouent et se poursuivent les tractations internationales. En trois volets, on comprend comment l'extension du champ de la négociation internationale fait varier sa méthode et son objectif : la négociation diplomatique se charge de régler les relations respectives des États ; la négociation institutionnelle recherche les moyens de leur coopération ; la négociation prospective ajoute à l'exercice une finalité d'ordre, d'équité et de coopération entre les peuples. On s'aperçoit alors que la négociation internationale est devenue un art politique qui tend à substituer un ordre nouveau des hommes et des sociétés à la situation antérieure. Mais l'auteur possède une sensibilité prospective bien trop marquée pour ne pas mettre en garde, dans une conclusion lapidaire, contre le risque d'écarter de la prévision toute éventualité du retour de graves conflits ouverts.

- Kirkpatrick Sale. — *Human Scale*. — Coward, McCann et Geoghegan Publishers. — 1980. - 558 pp.

Scale pense que les crises qui mettent en péril l'Amérique moderne, sont le résultat inévitable d'un gigantisme hors de contrôle. A notre époque où tout est démesuré, il offre une alternative « à l'échelle humaine » : un mouvement graduel vers la décentralisation des institutions et la délégation du pouvoir.

Plus des deux tiers du livre sont consacrés à la description des aspects de la société, de l'économie et de la politique « à l'échelle humaine ». Il conclut que ce monde qu'il envisage est non seulement nécessaire et désirable mais qu'il est aussi possible. Malheureusement il n'offre aucun plan d'action quant à la manière dont tout cela va se réaliser, se bornant à suggérer que les individus devront trouver d'eux-mêmes les nombreuses façons d'organiser et de contrôler leurs vies, en fonction de leurs propres besoins et de leurs contextes particuliers.

Michèle Geslin Small

- Carnegie Council on Policy Studies in Higher Education. — *Three Thousand Futures : the Next Twenty Years of Higher Education*. — Jossey-Bass Pub., 1980. - 439 pp.

C'est le dernier rapport du Conseil Carnegie. Ce livre est divisé en deux parties. La première offre une analyse générale de problèmes bien connus, tels que le déclin des effectifs, l'altération des sources monétaires, les changements dans le marché du travail pour les jeunes diplômés. Ce rapport annonce aussi une série d'actions que les administrateurs devraient prendre pour évaluer les besoins de leurs institutions et préparer le futur. La deuxième partie, qui forme la plus grande partie du livre, consiste en documents, graphiques et nombreux faits qui soutiennent cette thèse.

M.G.S.

- Thomas E. Jones. — *Options for the Future : a Comparative Analysis of Policy Oriented Forecasts*. — Praeger, 1980. - 349 pp.

Jones décrit, analyse et évalue une série de prévisions à long terme établies par une série d'experts tels que Zbigniew Brzezinski, Herman Kahn, Anthony J. Wiener, Daniel Bell, Willis Harman, Dennis Meadows, William Brown et Léon Martel, ainsi que ceux d'experts de la Rand Corporation. Jones identifie et examine les hypothèses souvent contradictoires qui ont conduit à ces prévisions assez incompatibles. Il montre que certaines images du futur sont plus plausibles que d'autres et évoque une position intermédiaire entre l'optimisme social et technologique et le pessimisme des limites à la croissance.

M.G.S.

- *Stratégies des pays socialistes dans l'échange international*. Études coordonnées par Marie Lavigne. — Centre d'Économie Internationale des Pays Socialistes. — Paris, Economica, 1980. - 331 p.

La part des pays de l'Est dans le commerce mondial est faible (8-9 %). Leurs stratégies commerciales suscitent néanmoins certaines interrogations ou inquiétudes. Cette série d'études cherche à mettre à jour ces politiques et à discerner leurs effets spécifiques sur les échanges Est-Ouest.

La première partie décrit les trois polarisations du commerce socialiste : échanges intra-Comecon, relations Est-Sud, ouverture sur l'Ouest. L'intégration socialiste se renforce surtout depuis le programme complexe de 1971. Est-elle complémentaire ou concurrente des relations avec l'extérieur ? Ce processus sert-il principalement les intérêts de l'URSS, dont on peut se demander si elle ne cherche pas à étendre sa planification à la zone ? Les pays socialistes ont une attitude particulière à l'égard du nouvel ordre économique international. Ils mettent l'accent sur la recherche d'une voie socialiste : planification, rôle du secteur public, priorité à l'industrie lourde, réformes agraires. Les échanges Est-Sud (28,3 milliards de dollars en 1978) ne représentent que près de 10 % du commerce extérieur du Comecon et se traduisent par un déficit permanent pour les PVD.

La deuxième partie de l'ouvrage mesure l'incidence de ces faits pour l'Ouest. Le monde socialiste, enjeu de la compétition internationale, est source de risques. Une analyse détaillée de ces enjeux et risques commerciaux et financiers, s'appuie sur l'étude de la composition du commerce par produits, sur les modalités spécifiques du financement de ces échanges et sur une description des mécanismes spécifiques du commerce d'État. Enfin, les auteurs se demandent si, face à ces stratégies internationales des pays socialistes, il y a des attitudes cohérentes et prospectives à l'Ouest. Cette série d'études suggère des voies d'analyse et fournit bien des renseignements précieux pour une meilleure connaissance et une action plus judicieuse dans le domaine, aujourd'hui sensible, du commerce Est-Ouest.

Eugène Berg

• **Il faut manger pour vivre... Controverses sur les besoins fondamentaux et le développement...** — PUF Cahiers de l'IUED. — Genève 1980. - 324 pages.

La question des besoins fondamentaux a été introduite dans le débat international à partir de 1972 par Mac Namara, Président de la Banque Mondiale. Mais elle est en fait aussi ancienne que l'humanité. On sait que la question des « pauvres » a soulevé beaucoup d'interrogations dans l'Europe des XIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.

Aujourd'hui, la question est plus étroitement circonscrite. Quel type de développement privilégier pour répondre aux besoins (lesquels ?) des couches les plus pauvres (40 %) de la population ? Ces questions et bien d'autres ont fait l'objet d'un colloque organisé par l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement de Genève, dont les communications et les débats ont été réunis dans ce volume. Johan Galtung dégage une typologie, une hiérarchie et une problématique d'ensemble des besoins fondamentaux. Sa conclusion est nuancée : l'approche besoins fondamentaux présente certains avantages (elle établit des priorités, elle indique un programme riche et ouvert pour le développement futur) mais elle comporte des faiblesses (elle ne dit rien de la façon dont la misère est produite). Roy Preiswek montre la pauvreté qui unit les concepts d'identité culturelle, de self reliance (autonomie individuelle ou collective) et les besoins fondamentaux. On trouvera bien d'autres éléments de cette discussion (notion de pauvreté absolue, la stratégie de la fondation Bariloche) dans cet intéressant volume.

E.B.

• **Amin Samir. — L'Économie arabe contemporaine** — Paris, Les Éditions de Minuit. - 1980. - 92 pages.

Dans ce court volume S. Amin décrit les principales caractéristiques de l'économie arabe en voie de formation. Il distingue quatre groupes de pays : les pétroliers (à surplus), les semi-pétroliers (Algérie et Irak), les non pétroliers semi-industrialisés (Maroc, Tunisie, Egypte, Liban et Syrie), et les moins avancés et moins industrialisés. A l'aide de quelques tableaux chiffrés, datant malheureusement de 1976, il décrit quelques traits importants de ces économies : forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur (mesurée par le rapport exportations et/ou importations au PIB, taux le plus élevé de toutes les régions en développement), faiblesse du mode d'industrialisation (les industries légères formant plus de 60 % du produit industriel, lacunes du secteur agraire). Malgré la fabuleuse richesse financière de quelques États rentiers, l'ensemble de l'économie arabe lui apparaît encore dominée.

E.B.

# Vient de paraître

(extrait du bulletin mensuel de bibliographie prospective  
réalisé par l'Association Internationale Futuribles)

- AMIN, Samir ; FAIRE, Alexandre ; MALKIN, Daniel. — *L'avenir industriel de l'Afrique.* — Paris, Ed. l'Harmattan, 1981. — 228 p.
- BLADEN, Ashby. — *How to cope with the developing financial crisis.* — McGraw-Hill, 1980. — 178 p.
- COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN. — *Emploi-formation. Rapport de la Commission de l'emploi et des relations du travail, juillet 1980.* — Ed. Documentation française, Coll. Préparation du 8<sup>e</sup> plan, 1981. — 264 p.
- COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTÉS. Premier rapport au Président de la République et au Parlement. 1978-1980. — Ed. Documentation française, 1981. — 220 p.
- DANIELLS, Lorna M. (compiled by). — *Business forecasting for the 80's and beyond.* — Boston, Baker Library, Graduate School and Business Administration, Harvard University, 1980. — 68 p.
- DAVIDSON, Frank P. ; MEADOR, Lawrence C. ; SALKELD, Robert. — *How big and still beautiful ? Macroengineering revisited.* — Boulder (Colorado), Westview Press, 1980. — 383 p.
- FONDATION EUROPÉENNE DE LA CULTURE. — *Emploi et chômage en Europe.* Actes de la conférence de la Haye, 29-30 nov. 1979. — Ed. Economica, 1981. — 276 p.
- GAUDIER, Maryse. — *Les besoins essentiels : nouvelles priorités des stratégies de développement du tiers monde ; une bibliographie analytique.* — Institut international d'études sociales, 1980. — 234 p.
- HOOVER INSTITUTION AT STANFORD UNIVERSITY. — *The United States in the 1980's.* — Ed. Peter Duigan et Alvin Rabushka, Hoover Institutional Press, 1980. — 868 p.
- ILLICH, Ivan. — *Le travail fantôme.* — Ed. du Seuil, 1981. — 168 p.
- LELLOUCHE, Pierre, sous la direction de. — *La Sécurité de l'Europe dans les années 80.* — Institut français des relations internationales. Diff. Economica, 1981. — 416 p.
- NERSON R. & SCHWARZ-LIEBERMANN VON WAHLENDORF H.A. — *Mariage et famille en question. L'évolution contemporaine en Suisse, en Autriche, en Belgique, aux Pays-Bas et dans la région scandinave.* — Ed. CNRS, 1981. — 208 p.
- TIANO, André. — *Transfert de technologie industrielle. Indépendance et développement.* — Ed. Economica, 1981. — 182 p.
- Voix multiples, un seul monde.* — Ed. Presses de l'UNESCO/Nouv. Ed. africaines/Documentation française, 1981. — 376 p.
- WALLERSTEIN, Mitchel B. — *Food for War/Food for Peace : United States Food Aid in a Global Context.* — Cambridge MA, MIT Press, Sept. 1980. — 320 p.

# Association Internationale Futuribles

Fondateur : Bertrand de Jouvenel ; Président : Philippe de Seynes ;  
Délégué Général et Secrétaire Général : Hugues de Jouvenel

## Objectifs

- Agir comme centre de documentation pour les études sur l'avenir à moyen et long terme : inventaire et évaluation des recherches, collecte et analyse des données, élaboration d'études comparatives et de rapports de synthèse.
- Identifier — avant qu'ils ne deviennent brûlants — les problèmes-clefs de demain : études et recherches sur les différentes évolutions possibles et sur les actions à entreprendre pour éviter les dangers prévisibles, saisir les opportunités qui se dégagent et s'adapter aux transformations irréversibles.
- Assurer une confrontation permanente entre les différentes équipes de recherche et les centres de décision, et faciliter l'échange entre personnes de disciplines, d'idéologies et de pays différents qui — par les faits qu'ils relatent, les idées et les opinions qu'ils avancent — peuvent aider à la compréhension du monde contemporain et aux défis du futur.
- Diffuser les résultats de ces réflexions et de ces recherches par l'édition de livres, revues, bulletins...

## Fonction vigie

- **Bibliographie prospective.** Bulletin mensuel d'analyse bibliographique sur les principales études prospectives réalisées dans le monde.
- **Actualités prospective.** Bulletin mensuel sur les idées et les faits porteurs d'avenir.
- **Synthèse et évaluation de la recherche.** Recension, et évaluation des travaux de prospective, réalisées par thème ou par pays sur contrat.

## Etudes et Recherche

- **L'avenir de l'Etat protecteur et les formes alternatives de protection et de régulation sociale.**
- **Les innovations technologiques et sociales : leurs impacts sur la création de nouveaux emplois.**
- **Prospective des besoins et des approvisionnements de l'Europe en matières minérales et végétales :** approvisionnement, économies de matières premières, stratégies de négociation.
- **Evolution des modes de vie :** au travers notamment d'enquêtes, de monographies familiales et de travaux de synthèse.
- **La prospective au service de l'action :** nécessité et opérationnalité de la prospective, évaluation des méthodes...

## Rencontres

L'Association Internationale Futuribles organise régulièrement des **tables-rondes, séminaires et conférences internationales** dont le programme est disponible au secrétariat.

## Edition

- Une **revue mensuelle** d'analyse, prévision, prospective : Futuribles 2000.
- Trois **bulletins périodiques** d'information : Actualités prospective, Bibliographie prospective, Futuribles newsletter.
- Des **livres** en anglais et en français.

Renseignements, adhésion, abonnement :  
55, rue de Varenne. F-75007 Paris. France. Téléphone (1) 222.63.10 +

Jacques-René Rabier	3	<i>Opinions et attitudes des Européens</i>
Euroforum	21	<i>L'Européen en chiffres</i>
André Babeau Ludovic Lebart	25	<i>Conditions de vie et aspirations des Français</i>
Bernard Cathelat	48	<i>Les styles de vie</i>

## ***Innovation***

Peter Pergler	65	<i>La télédiffusion interactive</i>
---------------	----	-------------------------------------

## ***Futur-informations***

71	<i>Les nouvelles de la prospective</i>
73	<i>Les actualités prospectives</i>

## ***Bibliographie***

81	<i>Analyses critiques</i>
93	<i>Comptes rendus</i>
96	<i>Vient de paraître</i>